

Rapport financier et états financiers vérifiés

de l'année terminée le 31 décembre 2015

et

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

**Volume IV
Université des Nations Unies**



Nations Unies • New York, 2016

* Nouveau tirage pour raisons techniques (10 novembre 2016).



Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
Lettres d'envoi	3
I. Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers : opinion des commissaires aux comptes	7
II. Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes	9
Résumé	9
A. Mandat, étendue des vérifications et méthode	11
B. Constatations et recommandations	12
1. État d'avancement de l'application des recommandations précédemment formulées par le Comité	12
2. États financiers et information financière	12
3. Stratégie de collecte de fonds	15
4. Gestion budgétaire	17
5. Gestion de projets	19
6. Gestion des biens immobiliers	21
7. Gestion des achats et des marchés	22
8. Autres constatations du Comité	24
C. Informations communiquées par l'administration	25
D. Remerciements	26
Annexe État d'avancement de l'application des recommandations précédemment formulées par le Comité	27
III. Certification des états financiers	32
IV. Rapport financier pour l'année terminée le 31 décembre 2015	33
A. Introduction	33
B. Vue d'ensemble des états financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2015	34
C. Perspectives	41
Annexe Renseignements complémentaires	42
V. États financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2015	43
I. État de la situation financière au 31 décembre 2015	43

II. État des résultats financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2015	45
III. État des variations de l'actif net pour l'année terminée le 31 décembre 2015.....	46
IV. État des flux de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 2015.....	47
V. État comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget pour l'année terminée le 31 décembre 2015	49
Notes relatives aux états financiers	50

Lettres d'envoi

Lettre datée du 31 mai 2016, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par le Secrétaire général

J'ai l'honneur, conformément à l'article 6.2 du Règlement financier, de vous transmettre ci-joint les états financiers de l'Université des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2015, que j'approuve par la présente lettre. Les états financiers ont été certifiés exacts par le Contrôleur.

Des copies de ces états financiers sont également communiquées au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

(Signé) **BAN** Ki-moon

**Lettre datée du 19 septembre 2016, adressée au Président
de l'Assemblée générale par le Président du Comité
des commissaires aux comptes**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers de l'Université des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2015.

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes
de la République-Unie de Tanzanie,
Président du Comité des commissaires aux comptes
de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Mussa Juma **Assad**

Chapitre I

Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers : opinion des commissaires aux comptes

Rapport sur les états financiers

Nous avons vérifié les états financiers de l'Université des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2015, qui figurent dans le présent document, à savoir l'état de la situation financière (état I), l'état des résultats financiers (état II), l'état des variations de l'actif net (état III), l'état des flux de trésorerie (état IV), l'état comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget (état V) et les notes relatives aux états financiers.

Responsabilité de la direction en matière d'états financiers

Il incombe au Contrôleur de l'ONU d'établir des états financiers présentant une image fidèle de la situation de l'Université des Nations Unies selon les Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) et d'exercer le contrôle interne que l'administration juge nécessaire pour permettre d'établir des états financiers exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Responsabilité des commissaires aux comptes

Il nous appartient d'exprimer, sur la base de notre vérification, une opinion sur ces états financiers. Nous avons effectué notre vérification conformément aux Normes internationales d'audit. Celles-ci exigent que le Comité se conforme aux règles déontologiques et organise et exécute ses contrôles de façon à acquérir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

Une vérification consiste à mettre en œuvre des procédures en vue de recueillir les justificatifs des montants et autres données figurant dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement du vérificateur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur. Pour évaluer ce risque, le vérificateur prend en compte les contrôles internes exercés pour l'établissement et la présentation objective des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en l'espèce, et non pour exprimer une opinion sur l'efficacité de ces contrôles. Une vérification consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations faites par l'administration, et à évaluer la présentation générale des états financiers.

Nous estimons que les justificatifs recueillis constituent une base suffisante et appropriée sur laquelle asseoir la présente opinion.

Opinion des commissaires aux comptes

Nous considérons que les états financiers donnent pour tout élément de caractère significatif une image fidèle de la situation financière de l'Université des Nations Unies au 31 décembre 2015 ainsi que de ses résultats financiers et flux de

trésorerie pour l'année terminée à cette date, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public.

Rapport sur les autres obligations légales ou réglementaires

Nous estimons en outre que les opérations comptables de l'Université des Nations Unies qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre vérification ont été, pour tous les aspects significatifs, conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et aux autorisations de l'organe délibérant.

Conformément à l'article VII du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre audit.

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes
de la République-Unie de Tanzanie,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(*Signé*) Mussa Juma **Assad**

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes
de l'Inde
(Vérificateur principal)
(*Signé*) Shashi Kant **Sharma**

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
(*Signé*) Sir Amyas C. E. **Morse**

Le 19 septembre 2016

Chapitre II

Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes

Résumé

Le 11 décembre 1972, l'Assemblée générale a approuvé la création, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'une université internationale baptisée « Université des Nations Unies » (UNU). Le 6 décembre 1973, l'Assemblée a officiellement adopté la Charte de l'Université des Nations Unies, qui définit l'UNU comme une communauté internationale de chercheurs se consacrant à des études universitaires supérieures, des activités de diffusion des savoirs et des travaux de recherche destinés à promouvoir la réalisation des buts et principes de la Charte des Nations Unies.

Le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les états financiers et contrôlé la gestion de l'UNU pour l'année achevée le 31 décembre 2015. À cette fin, il s'est rendu à l'Institut pour la gestion intégrée des flux matériels et des ressources (UNU-FLORES) en Allemagne, à l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (UNU-WIDER) en Finlande, au Centre de l'UNU à Kuala Lumpur et au siège de l'UNU à Tokyo, pour examiner les opérations financières et les activités de ces établissements.

Opinion des commissaires aux comptes

Le Comité a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de la période considérée, que l'on trouvera au chapitre I.

Conclusion générale

Au cours de la période considérée, l'UNU a continué de s'efforcer de répondre aux préoccupations soulevées par le Comité dans ses précédents rapports et d'améliorer sa gestion financière et, d'une manière générale, ses structures de gouvernance. Le taux d'application des recommandations du Comité a augmenté, passant de 45 % en 2014 à 71 % en 2015, ce qui montre que l'UNU s'emploie à prendre des mesures concertées pour donner suite aux recommandations du Comité.

Le montant total des produits s'étant établi à 63,27 millions de dollars en 2015 et celui des charges à 74,63 millions de dollars, les états financiers font apparaître un déficit net de 11,36 millions de dollars. La situation financière générale de l'UNU est toutefois restée saine, les actifs courants étant plus de huit fois supérieurs aux passifs courants et le total de l'actif plus de sept fois supérieur au total du passif.

Si aucun problème majeur n'a été constaté en ce qui concerne les états financiers et leur conformité aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), il est nécessaire d'améliorer le suivi de l'exécution du budget et des projets, de la gestion des biens immobiliers et des achats de l'UNU et de ses différents instituts.

Principales constatations

Les principales constatations du Comité sont les suivantes :

- a) L'UNU avait 139 actifs, dont le solde net était de 259 144 dollars (pour un coût d'origine de 2,59 millions de dollars), qui avaient atteint leur durée d'utilité mais étaient toujours en usage. Ces articles ont été acquis entre 1982 et 2011, mais l'UNU n'en avait pas révisé la durée d'utilité comme l'exige la norme IPSAS 17 (Immobilisations corporelles);
- b) Les écarts notables entre les prévisions budgétaires et les montants effectifs, la non-utilisation de ressources destinées à l'exécution des activités de base et les importantes économies réalisées indiquent que le budget a été établi sans que les besoins réels aient été déterminés, et qu'un contrôle adéquat des ressources et de leur utilisation a fait défaut;
- c) Le système de gestion de projets Pelikan, un outil efficace permettant de suivre l'ensemble du cycle d'exécution des projets, n'était pas pleinement exploité;
- d) L'UNU n'était pas dotée d'un plan de continuité des opérations.

Principales recommandations

Sur la base des conclusions de son audit, le Comité recommande que l'UNU :

- a) **Examine la durée d'utilité de tous les actifs, réévalue les actifs entièrement amortis qui sont encore en usage et estime leur durée d'utilité;**
- b) **Prenne des mesures adéquates pour bien planifier son budget aux fins du contrôle et de l'utilisation optimale de ses ressources**
- c) **Prenne des mesures pour exploiter pleinement Pelikan;**
- d) **Mette en place un plan de continuité des opérations dans l'intérêt de l'organisation.**

Chiffres clefs

63,27 millions de dollars :	Produits
74,63 millions de dollars :	Charges
11,36 millions de dollars :	Déficit pour l'année
517,25 millions de dollars :	Actif
69,62 millions de dollars :	Passif
447,63 millions de dollars :	Actif net

A. Mandat, étendue des vérifications et méthode

1. En 1969, l'Assemblée générale a envisagé la création d'une université internationale consacrée à la réalisation des objectifs de paix et de progrès fixés dans la Charte des Nations Unies. Le 11 décembre 1972, l'Assemblée a approuvé la création, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'une université internationale baptisée « Université des Nations Unies » (UNU). Le 6 décembre 1973, elle a officiellement adopté la Charte de l'Université des Nations Unies, qui définit l'UNU comme une communauté internationale de chercheurs se consacrant à des études universitaires supérieures, des activités de diffusion des savoirs et des travaux de recherche destinés à promouvoir la réalisation des buts et principes de la Charte des Nations Unies. L'UNU a pour mission de se pencher sur les moyens de régler les problèmes mondiaux pressants qui compromettent la survie, le développement et le bien-être de l'humanité et qui relèvent de l'ONU et de ses organismes, tant dans le domaine des sciences sociales et humaines que dans celui des sciences naturelles pures et appliquées.

2. Le Comité a vérifié les états financiers de l'UNU pour l'année terminée le 31 décembre 2015, en application de la résolution 74 (I) de 1946 de l'Assemblée générale. Il a conduit son contrôle conformément à l'article VII du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux normes internationales d'audit.

3. Le contrôle avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers reflétaient fidèlement la situation financière de l'UNU au 31 décembre 2015 et les résultats des activités et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Il s'agissait notamment de savoir si les charges figurant dans les états financiers avaient été engagées aux fins approuvées par les organes directeurs et si les produits et les charges avaient été convenablement classés et comptabilisés, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU. Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des vérifications par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

4. Les constatations formulées ci-après ont fait l'objet d'une discussion avec l'administration de l'UNU, aux vues de laquelle il est fait la place qu'il convient.

B. Constatations et recommandations

1. État d'avancement de l'application des recommandations précédemment formulées par le Comité

5. Le Comité a constaté que, sur les 14 recommandations qui n'avaient pas encore été mises en œuvre au 31 décembre 2014, 10 (71 %) avaient été appliquées et 4 (29 %) étaient en cours d'application. On trouvera des précisions sur l'état d'avancement de l'application des recommandations dans l'annexe au chapitre II. La proportion de recommandations intégralement appliquées est passée de 45 % en 2014 à 71 % en 2015, ce qui témoigne du fait que l'UNU s'emploie à prendre des mesures concertées pour donner suite aux recommandations du Comité. Le Comité s'attend à ce que l'UNU continue d'œuvrer à l'application de toutes les recommandations.

2. États financiers et information financière

6. Le total de l'actif s'élevait à 517,25 millions de dollars au 31 décembre 2015, contre 533,12 millions au 31 décembre 2014, soit une diminution de 2,98 %. L'actif se compose principalement des placements et des contributions volontaires à recevoir, dont le montant s'élevait à 405,44 millions de dollars, soit 78,38 % du total de l'actif. Le total de l'actif était de 69,62 millions de dollars au 31 décembre 2015, contre 80,40 millions au 31 décembre 2014.

7. Le total des produits de l'Université s'élevait à 63,27 millions de dollars, contre 64,36 millions au 31 décembre 2014, soit une diminution de 1,69 %. La principale source de produits était les contributions volontaires, dont le montant s'élevait à 60,83 millions de dollars (soit 96,14 % du total). Le total des charges de l'Université était de 74,63 millions de dollars, contre 75,69 millions au 31 décembre 2014, soit une diminution de 1,4 %. Les principales catégories de charges étaient les traitements de base, les indemnités et les autres prestations, qui représentaient 22,97 millions de dollars (soit 30,8 % des charges). Les soldes des excédents cumulés et du fonds de dotation s'établissaient à 57,50 millions de dollars (47,99 millions en 2014) et à 390,13 millions de dollars (404,74 millions en 2014), respectivement.

Ratios financiers

8. Les ratios indiqués dans le tableau II.1 montrent que la situation financière générale de l'UNU est saine, les actifs courants étant plus de huit fois supérieurs aux passifs courants et le total de l'actif plus de sept fois supérieur à celui du passif. En outre, le ratio de liquidité relative et le ratio de liquidité immédiate indiquent un niveau de liquidité élevé. Compte tenu du montant de l'excédent de trésorerie, l'UNU pourrait envisager, par exemple, de réaliser des placements supplémentaires pour accroître ses revenus.

Tableau II.1
Ratios financiers

<i>Ratio</i>	<i>2015</i>	<i>2014</i>
Total de l'actif : total du passif^a		
Actif : passif	7,43	6,63
Ratio de liquidité générale^b		
Actifs courants : passifs courants	8,83	7,47
Ratio de liquidité relative^c		
(Trésorerie + placements à court terme + créances) : passifs courants	8,75	7,43
Ratio de liquidité immédiate^d		
(Trésorerie + placements à court terme) : passifs courants	7,35	7,16

Source : États financiers de l'UNU.

^a Un ratio élevé indique une bonne solvabilité.

^b Un ratio élevé signifie que l'entité est en mesure de s'acquitter de ses obligations à court terme.

^c Le ratio de liquidité relative est un indicateur plus restrictif que le ratio de liquidité générale dans la mesure où il ne tient pas compte des stocks et autres actifs courants, qui sont plus difficiles à convertir en liquidités. Plus ce ratio est élevé, plus les liquidités sont importantes.

^d Le ratio de liquidité immédiate est un indicateur de liquidité qui compare le montant de la trésorerie, des équivalents de trésorerie ou des placements qui font partie des actifs courants et le montant des passifs courants.

Contributions volontaires à recevoir : accords soumis à conditions

9. La norme IPSAS 23 [Produits des opérations sans contrepartie directe (impôts et transferts)] exige que les contributions volontaires et autres transferts, qui sont étayés par un accord juridiquement contraignant, soient comptabilisés en produits au moment où l'accord prend effet, c'est-à-dire le point à partir duquel on considère que le contrôle de l'actif a été transféré, à moins que l'accord prévoie une condition qui exige la comptabilisation d'un passif. En pareils cas, la comptabilisation en produits intervient lorsque le passif est éteint.

10. Le Conseil a examiné les accords conclus avec les donateurs et jugé que dans quatre cas, l'obligation d'exécution n'avait pas été remplie mais aucun passif n'avait été créé par l'UNU, comme indiqué dans le tableau II.2.

Tableau II.2
Accords conclus avec les donateurs

<i>Accord n°</i>	<i>Montant concerné (dollars É.-U.)</i>	<i>Conditions</i>
CA-92967	131 291	L'octroi du montant était conditionné par le lancement d'un projet de recherche postdoctoral qui était prévu pour le 1 ^{er} mai 2016. Le projet en question n'avait toujours pas commencé.
CA-89520	262 582	Les produits à exécuter (présentation de l'état de référence, du rapport de suivi et du rapport final du projet) étaient attendus entre 2016 et 2018, mais ils n'avaient pas été exécutés à la date d'établissement des états financiers. Un passif d'un montant de 262 582 dollars aurait dû être créé.

<i>Accord n°</i>	<i>Montant concerné (dollars É.-U.)</i>	<i>Conditions</i>
CA-89455	109 489	Les versements suivants devaient être faits une fois certaines étapes franchies. Une somme de 150 000 dollars australiens devait être reçue sous réserve de l'approbation du rapport de fin d'activité et de la déclaration d'acquittement final. Cette étape n'avait pas encore été franchie à la date d'établissement des états financiers.
CA-89495	212 500	Une somme de 212 500 dollars devait être reçue après l'exécution de toutes les activités et la présentation d'un rapport descriptif et financier. Ce produit n'avait pas encore été exécuté à la date d'établissement des états financiers. Un passif correspondant à ce montant aurait dû être créé.
Total	715 862	

Source : UNU.

11. L'UNU a rendu compte du montant total des contributions volontaires à recevoir au moment où les accords deviennent contraignants, mais dans le cas des accords comportant des obligations d'exécution, aucun passif n'a été créé. La non-crédation d'un passif malgré la non-exécution d'obligations a entraîné une sous-évaluation du passif et une surévaluation des produits de 0,72 million de dollars.

12. L'UNU a indiqué que les accords en question n'étaient pas considérés comme soumis à conditions et que ce type d'accords avaient toujours été honorés par le passé.

13. Bien que l'UNU ait fait valoir que lesdits accords n'étaient pas considérés comme soumis à conditions, le Comité a constaté que ceux-ci contenaient des clauses qui devaient être respectées avant que les produits ne soient comptabilisés.

14. Le Comité recommande que l'UNU crée un passif pour les produits comptabilisés d'avance correspondant au montant des versements à venir qui dépendent du respect des obligations d'exécution.

Non-révision de la durée d'utilité des actifs

15. Aux termes du paragraphe 67 de la norme IPSAS 17 (Immobilisations corporelles), la valeur résiduelle et la durée d'utilité d'un actif doivent être révisées au moins à chaque clôture annuelle des comptes et, si les prévisions diffèrent des estimations précédentes, les changements doivent être comptabilisés comme un changement d'estimation comptable selon la norme IPSAS 3 (Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs).

16. Le Comité a constaté qu'il existait 139 actifs, dont le solde net était de 259 144 dollars (pour un coût d'origine de 2,59 millions de dollars), qui avaient atteint leur durée d'utilité mais étaient toujours en usage. Ces articles avaient été acquis entre 1982 et 2011, mais l'UNU n'en avait pas révisé la durée d'utilité comme l'exige la norme IPSAS 17.

17. L'UNU a déclaré qu'elle se fondait sur la durée d'utilité indiquée dans les Principes directeurs de l'ONU concernant l'application des normes IPSAS et que le seuil d'amortissement de 90 % était toujours applicable pour les biens entièrement amortis. Elle a également déclaré que l'ONU avait entrepris de passer en revue les conclusions du groupe de discussion sur les immobilisations corporelles du Groupe

de travail des normes comptables et qu'elle adopterait toutes les modifications nécessaires qui en résulteraient.

18. Le Comité recommande que l'ONU révise la durée d'utilité de tous les actifs, réévalue les actifs entièrement amortis qui sont encore en usage et estime leur durée d'utilité.

3. Stratégie de collecte de fonds

19. Conformément à l'accord de financement en vigueur, l'Institut pour la gestion intégrée des flux matériels et des ressources (UNU-FLORES) reçoit chaque année de la part de donateurs du pays hôte des contributions destinées à financer ses activités de base. Les accords actuels prévoient le versement de 1,793 million d'euros de contributions annuelles en espèces et de 383 318 euros de contributions en nature. Ces contributions se répartissent comme suit :

- a) Ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche : jusqu'à 1,05 million d'euros (en espèces);
- b) Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'art (État de Saxe) : jusqu'à 743 000 euros (en espèces) et 75 318 euros (en nature);
- b) Université technique de Dresde : 308 000 euros (en nature).

20. L'accord de financement qui prévoit les modalités ci-dessus est valable jusqu'en décembre 2017. Les ressources de base couvrent les traitements et autres dépenses de personnel, ainsi que les frais d'administration générale et d'élaboration des programmes.

21. Les montants que reçoit l'UNU-FLORES au cours d'une année dépendent des éléments suivants :

- a) Les soldes inutilisés reportés des années précédentes que les donateurs permettent à l'UNU-FLORES d'utiliser l'année suivante (le montant des fonds reçus est fonction du montant reporté);
- b) Les prévisions annuelles de l'UNU-FLORES, qui figurent dans les demandes de paiement des contributions, le paiement se faisant en deux versements semestriels.

22. Le Comité a noté que jusqu'à présent, l'UNU-FLORES avait été en mesure de gérer confortablement ses activités dans le cadre de l'accord de financement actuel, mais qu'il devait diversifier ses sources pour le financement de ses activités de base. L'UNU-FLORES devait demander le renouvellement de l'accord de financement en vigueur, qui arrive à échéance en décembre 2017. L'UNU a indiqué qu'elle s'efforçait actuellement d'obtenir un renouvellement dudit accord.

23. Le Comité a également noté que la stratégie actuelle de collecte de fonds visait à augmenter les contributions destinées à des programmes spéciaux. Ces contributions ont servi à financer certains programmes, tels que le projet de recherche pour la mise au point de modèles prédisant les évolutions de l'espace poral liées à l'usage des sols et leur impact hydrologique, qui a été subventionné par la Fondation allemande pour la recherche. Les contributions au titre des programmes spéciaux servant à financer des activités données, leur utilisation est moins souple que celle des ressources de base. Dans le cadre de sa stratégie de mobilisation de fonds, l'UNU-FLORES a également prévu d'organiser la

Conférence biennale « Dresde Nexus ». En 2015, année de la première conférence, l'Institut a réussi à mobiliser 96 754 dollars pour les programmes spéciaux. Cependant, afin d'être plus indépendant dans la conduite de ses travaux et d'avoir une plus grande marge de manœuvre dans le choix de ses priorités de dépenses, conformément à son plan stratégique, qui prévoit d'augmenter le nombre de groupes opérationnels dans différents pays et de renforcer les partenariats avec des organismes multilatéraux de financement, il doit s'employer à mobiliser plus de ressources de base.

24. En outre, selon le Plan stratégique de l'ONU pour 2015-2019, les nouveaux instituts doivent disposer d'un fonds de dotation, dont la majeure partie serait investie pour générer des revenus leur permettant de satisfaire aux besoins de leurs programmes et activités. Le Comité a constaté que l'ONU-FLORES ne possédait pas encore de fonds de dotation.

25. Conformément à l'article 4.16 et à la règle 104.12 du Règlement financier et règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, les fonds de l'Organisation sont placés avec le minimum de risques, en conservant les liquidités nécessaires pour faire face aux besoins de trésorerie de l'Organisation. Il faut en outre que les placements soient choisis de manière à obtenir le taux de rendement le plus élevé que l'on puisse raisonnablement espérer et soient compatibles avec les principes de l'Organisation des Nations Unies. Par ailleurs, conformément à l'article VIII de son règlement, l'ONU-FLORES est tenu d'investir les sommes qu'il reçoit et d'utiliser les bénéfices dégagés pour financer ses activités.

26. Le Comité a constaté que l'ONU-FLORES avait reporté un excédent important de 2013 à 2014, mais n'avait pas profité des fonds excédentaires dont il disposait pour réaliser des investissements conformément à son règlement. En comparaison, d'autres entités de l'ONU, comme l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (ONU-WIDER), le Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie (ONU-MERIT) et l'Institut pour l'informatique et la société (ONU-CS) ont réalisé d'importants investissements avec leurs fonds excédentaires.

27. Le Comité estime que la dépendance de l'ONU-FLORES à l'égard d'un petit nombre de donateurs pour le financement de ses activités de base et le fait que l'Institut ne dispose pas d'un fonds de dotation et qu'il n'investisse pas ses fonds excédentaires par l'intermédiaire du Centre de l'ONU l'exposent à des risques financiers considérables, qui pourraient avoir une incidence sur la disponibilité de ses flux de trésorerie et sur son aptitude à atteindre les objectifs du plan stratégique, actuellement dans sa phase initiale. En outre, l'ONU-FLORES s'est privé de revenus supplémentaires qu'il aurait pu obtenir si ses fonds excédentaires avaient été investis.

28. L'ONU a indiqué que le financement actuel suffisait à couvrir les dépenses. Elle a ajouté qu'elle mettait tout en œuvre pour diversifier les sources de financement. Elle s'efforçait de renouveler l'accord de financement actuel et chercherait également à obtenir des engagements à long terme de la part des donateurs. Elle a en outre déclaré qu'il ne lui semblait pas possible d'obtenir des contributions au titre des ressources de base d'autres pays donateurs.

29. En ce qui concerne l'absence de fonds de dotation de l'ONU-FLORES, l'ONU a déclaré que la création d'un tel fonds ne constituait pas une obligation. En outre,

les donateurs n'y avaient pas consenti, évoquant la faiblesse des taux d'intérêt. L'UNU a néanmoins ajouté qu'elle reprendrait contact avec les donateurs afin d'étudier la possibilité de mettre en place un fonds de dotation et qu'elle se conformerait au Plan stratégique.

30. Le Comité prend note de la restriction imposée à l'UNU-FLORES en vertu de l'accord de financement actuel. Il estime cependant que le fait que l'Institut n'ait pas utilisé tous les fonds reçus au cours des exercices budgétaires de 2013 et 2014, comme l'exigeait l'accord de financement, et que les soldes excédentaires aient été reportés à l'année suivante témoigne d'une mauvaise gestion budgétaire. Par conséquent, l'UNU devrait continuer à s'efforcer de convaincre les donateurs de conclure des accords de financement permettant à l'UNU-FLORES d'investir à court terme les fonds excédentaires par l'intermédiaire du Centre de l'UNU, et veiller au respect du règlement. De même, l'Institut devrait poursuivre ses consultations avec les donateurs au sujet de la création d'un fonds de dotation, conformément au Plan stratégique de l'UNU.

31. Le Comité recommande que l'UNU-FLORES : a) réévalue sa stratégie de collecte de fonds afin d'explorer de nouvelles possibilités pour le financement de ses activités de base, par exemple en faisant appel aux organismes multilatéraux de financement, le but étant de stabiliser sa situation financière à long terme; b) se consulte avec ses donateurs en vue d'étudier la possibilité de créer un fonds de dotation; c) investisse à court terme ses fonds excédentaires par l'intermédiaire du Centre de l'UNU.

4. Gestion budgétaire

Planification budgétaire

32. On trouvera dans le tableau II.3, un état comparatif des dépenses effectives et des crédits inscrits au budget de l'UNU et de ses instituts pour l'année terminée le 31 décembre 2015.

Tableau II.3

Budget

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie du budget	Budget initial		Budget révisé		Dépenses		Solde		Économies (pourcentage)	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	18 000	29 204	50 032	54 815	22 975	27 598	27 057	27 217	54	50
Traitements et autres dépenses de personnel	20 256	18 481	24 960	19 042	15 675	16 755	9 285	2 287	37	12
Frais généraux de fonctionnement	8 931	12 376	13 553	13 719	9 746	10 099	3 807	3 620	28	26

Source : État comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget

33. Le Comité a noté que les ressources inscrites au budget n'avaient pas été intégralement utilisées. Les écarts significatifs entre les montants effectifs et les

montants inscrits au budget, la non-utilisation des ressources pour les activités de base et l'importance des économies réalisées montrent que le budget a été établi sans que les besoins réels aient été correctement déterminés. Cela témoigne également d'un contrôle insuffisant des ressources et de leur utilisation.

34. L'ONU a indiqué que, conformément à l'article 1.3 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, la gestion et l'exécution du budget de l'ONU se faisaient sur une base biennale et non annuelle. Les écarts se chiffraient respectivement à 35 %, 22 % et 16 % pour les catégories « réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information », « traitements et autres dépenses de personnel » et « frais généraux de fonctionnement ».

35. Le Comité n'est pas satisfait de cette réponse, car même s'il s'agit de chiffres obtenus sur une période de deux ans, des économies à hauteur de 35 % ont été réalisées, ce qui montre que les ressources n'ont pas pu être utilisées de manière optimale.

36. Le Comité recommande que l'ONU prenne des mesures adéquates pour bien planifier son budget, afin de contrôler et d'optimiser l'utilisation de ses ressources.

Contributions de donateurs non versées

37. Le Comité a constaté que le montant des contributions annoncées non versées s'élevait à 74,7 millions de dollars au 31 décembre 2015, contre 65,83 millions de dollars pour 2014. On trouvera dans le tableau II.4. des précisions à ce sujet.

Tableau II.4

Contributions annoncées non versées

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Fonds</i>	<i>Montant</i>
Fonds de fonctionnement	23,31
Fonds de dotation	51,39
Total	74,70

Source : États financiers de l'ONU.

38. Le Comité a examiné les informations concernant 11 donateurs qui n'avaient pas versé leur contribution en 2015 et a fait les observations suivantes :

a) Au 31 décembre 2015, le montant total des contributions dont ces 11 donateurs ne s'étaient pas acquittés s'élevait à 13,5 millions de dollars (soit 18 % du montant total des contributions annoncées non versées); de ce montant, 3,07 millions de dollars étaient dus en 2015;

b) Un donateur s'était engagé à verser 192 000 dollars à l'ONU pour la création de l'Institut des ressources naturelles en Afrique (ONU-INRA), somme qui aurait dû être payée au 31 décembre 1993. N'ayant pas reçu cette contribution, l'ONU a comptabilisé ce montant au titre des provisions pour créances douteuses dans les états financiers de l'année terminée le 31 décembre 2015. De ce fait, les

dépenses de gestion de l'Institut ont été imputées sur le compte des opérations en cours;

c) Dans un cas (Ministère ghanéen de l'éducation), la principale raison du non-versement des contributions a été la non-présentation des rapports finals; dans un autre cas (Commission économique pour l'Afrique), on a invoqué le retard dans la présentation du rapport à mi-parcours.

39. Le non-paiement des contributions annoncées en temps voulu nuit au fonctionnement des instituts et à l'achèvement des projets et des programmes.

40. L'UNU a indiqué qu'elle avait continué de s'employer à obtenir des donateurs qu'ils débloquent les fonds. En outre, selon les accords conclus avec les donateurs, l'échéance de certains de ces paiements peut aller jusqu'à 10 ans. Du montant total des contributions non acquittées, un gouvernement doit verser à lui seul 8 millions de dollars (fonds de fonctionnement) et 45 millions de dollars (fonds de dotation). Il avait demandé à réaménager son calendrier de paiement et l'UNU en assure le suivi directement avec lui.

41. Compte tenu du montant élevé des contributions non réglées, le Comité demande instamment à l'UNU de continuer de s'employer résolument à recouvrer les sommes dues. En ce qui concerne les cas où les rapports n'avaient pas été présentés à temps, le Comité recommande à l'UNU de les terminer le plus tôt possible et d'étudier les causes des retards.

5. Gestion de projets

42. En vertu de la Charte de l'Université des Nations Unies, l'UNU doit consacrer ses activités à la recherche collaborative sur les problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité qui relèvent de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions. Pour y parvenir, elle a entrepris des activités de recherche, d'enseignement et de renforcement des capacités, fourni des services consultatifs à des organismes des Nations Unies et à des États Membres et mené des programmes et des projets de recherche concernant ces questions par l'intermédiaire de ses 13 centres et instituts. Les projets de recherche sont financés soit par les ressources de base, soit par les contributions versées au titre des programmes spéciaux, dont s'acquittent divers donateurs (gouvernements, organismes des Nations Unies et autres organismes internationaux). Le Manuel de gestion des projets et programmes, publié par l'UNU, permet de guider la mise en œuvre et le suivi des projets. En 2013, 2014 et 2015, l'UNU a exécuté 188, 178 et 205 projets, respectivement.

43. Le Comité a examiné la mise en œuvre des projets en consultant les informations disponibles dans Pelikan, système de gestion utilisé pour assurer le suivi des projets de l'UNU. Les lacunes constatées dans l'exécution et le suivi des projets sont analysées ci-après.

Irregularité dans les contrats d'entreprise passés avec des institutions

44. Conformément au paragraphe 58 du Manuel de gestion des projets et programmes de l'UNU, les projets nécessitant la signature de contrats d'entreprise avec des institutions d'un montant supérieur à 200 000 dollars doivent être approuvés par le recteur de l'UNU. Toutefois, le Comité a noté que 24 contrats d'un

montant supérieur ou égal à 200 000 dollars avaient été approuvés par les directeurs ou chefs des instituts, en violation de la disposition précitée du Manuel.

45. L'ONU a convenu du bien-fondé de l'observation du Comité.

Projet Pelikan

46. Fondés sur un ensemble de règles, de directives, de procédures et de principes communs et unifiés, le Manuel de gestion des projets et programmes et le logiciel Pelikan permettent à l'ONU de gérer ses projets de manière globale et transparente. Système en ligne, Pelikan a été conçu par l'ONU pour assurer une gestion de qualité en vue de l'exécution de ses projets et pour fournir aux chercheurs un outil leur permettant d'échanger des informations à tous les stades d'un projet, à savoir sa conception, sa mise en œuvre (diffusion, suivi et enregistrement d'informations) et son achèvement.

47. Le Comité a constaté des lacunes dans l'utilisation que l'ONU fait de Pelikan pour la gestion de ses projets, comme expliqué ci-après.

48. En examinant les renseignements disponibles dans Pelikan concernant 30 projets en cours et 30 projets terminés, le Comité a fait les observations suivantes :

a) Pour 10 des 30 projets en cours, les montants des dépenses avaient bien été indiqués dans la fiche récapitulative du projet, mais pas dans les tendances budgétaires;

b) Pour 20 des 30 projets terminés¹, les dates d'approbation et d'achèvement des projets, ainsi que d'autres dates, n'étaient pas indiquées dans l'historique;

c) Pour huit projets en cours, les montants du budget et des dépenses n'avaient pas été enregistrés dans le système Atlas, alors qu'ils étaient disponibles dans Pelikan;

d) Pour six projets², les montants du budget et des dépenses n'étaient pas les mêmes dans Pelikan et dans Atlas.

49. L'ONU a indiqué que les données relatives au champ « tendances budgétaires » n'avaient été enregistrées que pour les projets intégrés dans Atlas. En outre, en raison de limitations dans le système Atlas, l'intégration de Pelikan et d'Atlas ne prendrait effet qu'à partir de 2016.

50. Ayant examiné l'état d'avancement des projets mis en œuvre par l'ONU-WIDER dans le système Pelikan, le Comité a constaté que, pour en faire un outil de gestion de projet efficace, il serait nécessaire d'y consigner des informations essentielles, notamment dans les champs suivants : « descriptif du projet », « activités ou événements », « produits », « suivi », « communication », « base de documents », « information financière » et « historique ». Le Comité a examiné en détail 17 projets en cours et constaté que certains champs, par exemple « descriptif du projet », « communication » et « historique » (autorisation du projet), avaient été renseignés, tandis que d'autres champs, tels que « suivi » et « base de documents »,

¹ Projets n° 299, 305, 309, 310, 316, 326, 346 à 348, 351, 580, 588, 589, 592, 593, 595, 597, 601, 603 et 607.

² Projets n° 4133, 4164, 4573, 5034, 5133 et 5156.

étaient vierges. Il a également constaté que parmi ces 17 projets, 6 ne comportaient aucune information dans le champ « activités ou événements », 8 dans le champ « produits » et 6 dans le champ « information financière ».

51. L'UNU a indiqué que ces deux dernières années, elle s'était efforcée d'améliorer le système Pelikan en vue d'en lancer une deuxième version. Dans cette nouvelle version, un certain nombre de champs facultatifs deviendraient obligatoires. Il a en outre été indiqué que cette question avait déjà été abordée, comme il ressortait d'un mémorandum du recteur de l'UNU publié en mars 2016.

52. Le Comité a noté que le système de gestion de projets Pelikan, outil efficace pour surveiller l'ensemble du cycle d'exécution des projets, n'était pas pleinement exploité.

53. Le Comité recommande que l'UNU : a) prenne rapidement des mesures pour faire coïncider les montants des budgets et des dépenses dans Pelikan et dans Atlas; et que b) l'UNU-WIDER veille à apporter l'ensemble des modifications demandées par le recteur dans son mémorandum, afin d'exploiter le potentiel de Pelikan.

6. Gestion des biens immobiliers

54. Au 31 décembre 2015, l'Université des Nations Unies occupait 47 bâtiments dans divers lieux, dont 25 dans le cadre de baux commerciaux et 1 dans le cadre d'un contrat de location. Les 21 bâtiments restants étaient occupés en vertu de contrats sans contrepartie, dont 17 étaient assimilés à des contrats de location simple et 4 à des contrats de location-financement. Vingt-trois bâtiments servaient de bureaux et les 24 autres étaient utilisés à des fins résidentielles.

55. Le Comité a examiné les documents relatifs à l'utilisation des bâtiments du siège de l'UNU à Tokyo et constaté que l'UNU-CS (Macao) avait loué plus de logements que ce dont il avait besoin, comme expliqué ci-après.

56. Le 27 juillet 2012, le Directeur de l'Institut international pour la technologie des logiciels (aujourd'hui l'UNU-CS) a signé un bail pour la location de 27 unités résidentielles dans la tour Millenium à Macao (Chine), pour une durée de trois ans allant du 1^{er} novembre 2012 au 31 octobre 2015. Conformément aux termes du contrat de location, le loyer mensuel de 265 360 patacas (33 241 dollars) devait être versé en même temps que des frais de gestion mensuels de 34 640 patacas (4 339 dollars), et devait être porté à 295 360 patacas (36 998 dollars) au cours de la troisième année, sans augmentation des frais. Le 27 août 2015, l'accord a été renouvelé pour un an, du 1^{er} novembre 2015 au 31 octobre 2016, avec un nombre d'unités résidentielles louées réduit à 15. Le loyer mensuel de ces logements a été fixé à 195 000 patacas (24 439 dollars) et les frais de gestion à 19 840 patacas (2 487 dollars).

57. Le Comité a constaté que, de novembre 2012 à mars 2016, entre 5 et 26 unités avaient été inoccupées à un moment donné. L'UNU-CS a décidé de louer ces logements sans faire une évaluation de ses besoins réels, ce qui a entraîné la non-occupation des lieux, ainsi qu'une dépense inutile de 7,58 millions de patacas (0,95 million de dollars).

58. L'UNU a indiqué qu'après le départ du Directeur de l'UNU-IIST le 31 décembre 2013, et avec l'arrêt toutes les activités universitaires, le bail avait été

modifié pour ramener le nombre d'appartements de 27 à 15, ce qui avait permis de réduire les frais mensuels de location de 48 %. Étant donné que le marché immobilier à Macao était très tendu à l'époque et que l'avis de vacance du poste de directeur avait été publié en prévision d'une reprise des activités à la mi-2014, il a été jugé prudent de conserver 15 logements pour répondre à la demande anticipée. Toutefois, l'annonce a dû être rediffusée et le directeur actuel a pris ses fonctions en janvier 2015. Depuis, les activités universitaires se sont progressivement développées et l'occupation des appartements a augmenté en conséquence.

59. Le Comité prend note des mesures prises, mais se dit préoccupé par la décision de l'ONU de louer des logements sans procéder à une évaluation des besoins réels.

7. Gestion des achats et des marchés

60. Aux termes de l'article 5.12 du Règlement financier et règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, les fonctions d'achat comprennent tous les actes nécessaires à l'acquisition par voie d'achat ou de location de biens, notamment des produits et des biens immobiliers, et de services, y compris des ouvrages. Les principes généraux ci-après sont dûment pris en considération dans l'exercice des fonctions d'achat de l'Organisation :

- a) Rapport qualité/prix optimal;
- b) Équité, intégrité et transparence;
- c) Mise en concurrence internationale effective;
- d) Intérêt de l'Organisation.

61. Le Comité a remarqué que les marchés relatifs à la rénovation du bâtiment du siège de l'ONU et à la fourniture, la livraison et l'installation de mobilier pour ce bâtiment ont été attribués à trois prestataires en 2014 et 2015. Les lacunes dans l'attribution des ouvrages et la gestion des marchés qui ont été observées sont exposées ci-après.

Attribution d'ouvrage pour des quantités supplémentaires

62. L'ouvrage de rénovation du bâtiment du siège de l'ONU a été attribué à un fournisseur pour un coût de 53,92 millions de yens (0,45 million de dollars). En examinant les dossiers, le Comité a constaté que l'ONU avait également attribué des ouvrages d'une valeur de 19,71 millions de yens (0,16 million de dollars) pour des quantités supplémentaires d'éléments au moyen de commandes diverses passées au même fournisseur.

63. En vertu du chapitre 12.3 du Manuel des achats de l'ONU, dans le cas où il est proposé d'amender, de modifier ou de renouveler un marché déjà examiné par le Comité des marchés du Siège, lorsque l'amendement, la modification ou le renouvellement a pour effet d'en augmenter le montant de 20 % ou de le porter à 500 000 dollars ou plus, la somme la moins élevée étant retenue, la recommandation du Comité des marchés du Siège et l'accord du Sous-secrétaire général aux services centraux d'appui doivent être obtenus avant tout engagement contractuel. Le Comité a remarqué que le coût de l'ouvrage attribué pour les quantités supplémentaires dépassait de 35,55 % le marché précédemment attribué et était donc contraire à la règle précédente.

64. L'ONU a convenu du bien-fondé de l'observation des commissaires aux comptes.

Exécution de travaux sans approbation

65. Le contrat de louage d'ouvrage de rénovation approuvé par le Conseil de l'ONU stipulait que les services de construction de rénovation concernaient les 1^{er}, 3^e, 10^e et 11^e étages du bâtiment du siège de l'ONU à Tokyo et prévoyait la fourniture, la livraison et l'installation de mobilier de bureau pour le bâtiment.

66. Au vu des dossiers examinés par le Comité, l'ONU a fait changer la moquette du 12^e étage, en janvier 2016, pour un coût de 2,56 millions de yens (21 253 dollars), correspondant aux bons de commande 8249 et 8437. L'exécution de cet ouvrage, qui n'a pas été approuvé par le Conseil de l'ONU, était donc irrégulière.

67. L'ONU a convenu du bien-fondé de l'observation des commissaires aux comptes.

Erreur dans la base de données

68. Le Comité a procédé à une vérification par sondage de 49 commandes passées en 2015 et a constaté que dans 18 cas, les biens et services avaient été livrés avant l'émission du bon de commande.

69. L'ONU a convenu du fait et approuvé la suggestion du Comité selon laquelle les bons de commande devaient être établis avant la passation de marchés de biens et services.

70. Le Comité recommande que l'ONU veille à ce que les bons de commande soient émis avant l'achat des biens et services.

Contrats passés avant les dates d'entrée en vigueur des obligations

71. La règle 105.7 du Règlement financier et règles de gestion financière dispose que :

Sauf en ce qui concerne l'emploi du personnel inscrit aux tableaux d'effectifs autorisés et les engagements qui en découlent selon le Statut et le Règlement du personnel, ainsi que les montants alloués aux agents d'exécution, il ne peut être conclu aucun contrat, tel que marché, accord ou commande, portant sur une somme supérieure à 4 000 dollars (ou l'équivalent dans d'autres monnaies) tant que les crédits correspondants n'ont pas été réservés dans les comptes par l'agent certificateur, qui constate un engagement pouvant donner lieu à paiement ou à décaissement.

72. Durant l'exercice biennal 2014-2015, l'ONU-WIDER a recruté 358 consultants. Le Comité a noté que les dates de début de mission stipulées dans 16 contrats dont la valeur était supérieure à 4 000 dollars précédaient les dates d'entrée en vigueur des obligations, c'est-à-dire celle de la signature de l'agent certificateur.

73. Le Comité a également constaté que les contrats institutionnels conclus avec l'Université du Ghana et l'Université du Cap, dont les valeurs étaient supérieures à

4 000 dollars, stipulaient des dates de début d'engagement antérieures aux dates d'entrée en vigueur des obligations.

74. Le Comité considère que, bien que ces irrégularités n'aient pas eu d'incidences financières directes, les règles applicables à la création d'obligations sont très clairement énoncées et qu'il convient de les respecter et de les appliquer.

75. L'UNU-WIDER a déclaré qu'elle ferait plus attention à la gestion de ses processus métier afin de remédier à ce problème et de réduire les risques futurs.

76. Le Comité recommande que l'UNU veille à ce que tous les contrats soient signés avant le début de la période visée.

8. Autres constatations du Comité

Nomination du conseiller de placements

77. Aux termes de l'article 5.12 du Règlement financier et règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, « les fonctions d'achat comprennent tous les actes nécessaires à l'acquisition par voie d'achat ou de location de biens, notamment des produits et des biens immobiliers, et de services, y compris des ouvrages ». Il prévoit une méthode formelle d'appel à la concurrence pour la passation de marchés. Le Manuel des achats de l'ONU dispose que les administrateurs chargés des achats et les demandeurs doivent veiller à ce que l'évaluation des prestations d'un fournisseur soit positive avant de procéder à toute modification (y compris la prolongation) d'un marché existant.

78. Le Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (qui est également responsable des activités de placements de l'UNU) a conclu un accord, le 29 décembre 2008, pour le compte du Fonds de dotation de l'UNU, avec un prestataire de services (Asset Management Company Limited) aux fins de conseiller le Fonds en matière de placements jusqu'à décembre 2011, assorti d'une clause de prorogation de deux ans. Pour ce service, des frais de gestion des placements s'élevant à 562 500 dollars étaient versés chaque année.

79. Le Comité a constaté que, même après décembre 2013 (correspondant aux deux années de prorogation après décembre 2011), l'accord a été constamment prorogé par des avenants (le dernier en date pour la période de janvier à décembre 2016) sans suivre le processus formel d'appel d'offres à la concurrence que prévoit le Règlement financier et règles de gestion financière.

80. L'UNU a indiqué que le marché passé avec le prestataire de services a été signé par le Représentant du Secrétaire général. Le 1^{er} décembre 2011, la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a décidé que, dorénavant, la sélection des gestionnaires extérieurs de placements devait être considérée comme une décision de placement. En conséquence, depuis décembre 2011, le représentant du Secrétaire général avait prorogé le mandat de divers gestionnaires de fonds extérieurs qui avaient précédemment été retenus pour la Caisse et le Fonds de dotation, notamment le marché passé avec le prestataire de services Asset Management Company Limited chargé de gérer les placements du Fonds de dotation.

81. Le Comité a fait observer que, depuis 2011, la Caisse n'avait pas achevé la mise au point des directives relatives à la sélection et à l'évaluation des

gestionnaires de fonds extérieurs. Faute d'avoir adopté ces directives, la Caisse et l'UNU s'étaient privées de la possibilité d'engager des gestionnaires extérieurs de meilleure qualité et de négocier des clauses et conditions plus favorables.

82. Le Comité recommande que les marchés relatifs à des services de conseil en investissement soient passés par l'UNU à l'issue d'un processus d'appel d'offres à la concurrence.

Plan de continuité des opérations

83. Les plans de continuité des opérations visent essentiellement à fournir un cadre permettant à une organisation de renforcer sa résilience et de faciliter la poursuite de ses activités au cas où son fonctionnement serait perturbé. Afin de réduire au minimum l'effet des perturbations, plusieurs organisations des Nations Unies ont commencé, ces dernières années, à mettre au point des plans de continuité des opérations pour leurs sièges et leurs bureaux hors siège, notamment les bureaux de pays. La résolution 63/268 de l'Assemblée générale a souligné la nécessité d'aborder la gestion de la continuité des opérations de manière coordonnée.

84. Toutefois, le Comité a constaté que l'UNU ne disposait pas d'un plan de continuité des opérations.

85. L'UNU a indiqué que la plupart de ses domaines centraux d'activité disposaient déjà, de facto, de plans de continuité des opérations. Toutes les fonctions assurées par le Centre de l'UNU pourraient être immédiatement exercées depuis n'importe quel autre site où se trouvait un Institut. S'agissant des activités universitaires de base, en raison du caractère décentralisé de l'UNU, les activités de recherche et d'enseignement pourraient se poursuivre même si le siège de l'UNU ou un ou plusieurs de ses Instituts étaient touchés. L'Université a également déclaré que la résilience était systématiquement prise en compte dans la gestion de la franchise de l'UNU et, en conséquence, si elle convenait de la nécessité d'assurer la continuité des opérations, il n'était pas indispensable, selon elle, d'élaborer un document bureaucratique global intitulé « Plan de continuité des opérations » qui nécessiterait que l'on consacre beaucoup de temps à sa rédaction et à sa mise à jour, sachant qu'il était plus efficace et économique de veiller à ce qu'un plan de continuité des opérations soit prévu pour chacune des activités de base.

86. Le Comité est d'avis que, en l'absence d'un document écrit et de mises à l'épreuve périodiques des dispositifs prévus, l'UNU ne pouvait avoir la certitude qu'elle serait en mesure de poursuivre ses activités si un incident, une panne majeure ou une catastrophe survenaient à l'improviste. En outre, en l'absence d'un document formel, il ne serait pas possible de mettre le cadre en place et d'appliquer le plan de continuité des opérations.

87. Le Comité recommande que l'UNU mette en place un plan de continuité des opérations dans l'intérêt de l'organisation, afin de s'assurer qu'elle est en mesure de poursuivre ses activités au cas où des perturbations majeures surviendraient dans son fonctionnement normal.

C. Informations communiquées par l'administration

88. Conformément à la Norme internationale d'audit 240, le Comité planifie ses audits des états financiers de manière à pouvoir raisonnablement s'attendre à repérer

les erreurs et irrégularités significatives, y compris celles qui résultent de la fraude. On ne peut cependant pas compter sur notre vérification pour relever toutes les erreurs ou irrégularités. C'est à la direction qu'incombe au premier chef la responsabilité de prévenir et de détecter la fraude.

89. Au cours de l'audit, le Comité s'enquiert auprès de la direction de la manière dont elle s'acquitte de ses responsabilités en matière d'évaluation des risques de fraude et des procédures qu'elle a mises en place pour détecter ces risques et y faire face, notamment en ce qui concerne tout risque particulier qu'elle a déjà relevé ou porté à l'attention du Comité. Il a également demandé à l'Université des Nations Unies et au Bureau des services de contrôle interne s'ils ont eu connaissance de cas de fraude avérée ou présumée ou d'allégations y relatives. Dans le mandat additionnel régissant la vérification externe des comptes, les cas de fraude avérée ou présumée figurent sur la liste des questions que le Comité doit évoquer dans son rapport.

90. L'ONU a fait savoir au Comité qu'aucune comptabilisation en pertes de montants en espèces, d'immobilisations corporelles et de stocks, aucun cas de fraude avérée ou présumée et aucun versement à titre gracieux n'avaient été enregistrés pour l'année terminée le 31 décembre 2015. Elle a également signalé que des créances d'un montant de 6 564,55 dollars avaient été comptabilisées en pertes au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

D. Remerciements

91. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier les responsables et le personnel de l'Université des Nations Unies de l'aide qu'ils ont apportée à ses équipes et de l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve durant la conduite de l'audit.

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes
de la République-Unie de Tanzanie
Président du Comité des commissaires aux comptes
(Signé) Mussa Juma **Assad**

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes
de l'Inde
(Vérificateur principal)
(Signé) Shashi Kant **Sharma**

Le Contrôleur et Vérificateur des comptes
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
(Signé) Sir Amyas C. E. **Morse**

19 septembre 2016

Annexe

État d'avancement de l'application des recommandations précédemment formulées par le Comité

Numéro	Rapport de référence	Recommandation faite à l'UNU	Mesures prises par la direction	État d'avancement après vérification				
				Évaluation du Comité	Appliquée	En cours d'application	Non appliquée	Devenue caduque
1	2012-2013 A/69/5 (Vol. IV), chap. II, par. 17	Définir clairement la nature et le champ d'application du budget de recherche et veiller à ce que celui-ci soit présenté conformément aux instructions données par l'UNU	La définition figure dans le mémorandum publié par le recteur de l'Université le 16 avril 2015 et dans les hypothèses budgétaires de l'UNU pour l'exercice biennal 2016-2017.	La recommandation a été appliquée.	X			
2	2012-2013 A/69/5 (Vol. IV), chap. II, para. 21	a) Poursuivre son effort en vue d'achever le document directif relatif aux instruments financiers; b) Mettre à jour sans plus tarder les procédures opérationnelles afin d'assurer leur pleine conformité aux normes IPSAS; c) Envisager l'élaboration d'un plan de valorisation des avantages découlant des normes IPSAS afin que les résultats à attendre de leur application puissent être pleinement exploités.	L'UNU a achevé le document directif relatif aux instruments financiers et a élaboré un plan de valorisation des avantages découlant des normes IPSAS.	La recommandation a été appliquée.	X			
3	2012-2013 A/69/5 (Vol. IV), chap. II, par. 30	a) Établir un accord de coopération officiel avec la Fondation japonaise pour l'Université des Nations Unies afin de définir clairement les rôles et responsabilités de chaque partie; b) Élaborer, en prévision du passage aux normes IPSAS, des principes comptables appropriés concernant la comptabilisation du produit brut provenant de la Fondation et des retenues qu'elle opère.	a) L'Accord avec la Fondation japonaise pour l'Université des Nations Unies a été signé; et b) des informations ont été communiquées en tant qu'opérations entre parties liées.	La recommandation a été appliquée.	X			

Numéro	Rapport de référence	Recommandation faite à l'UNU	Mesures prises par la direction	État d'avancement après vérification				
				Évaluation du Comité	Appliquée	En cours d'application	Non appliquée	Devenue caduque
4	2012-2013 A/69/5 (Vol. IV), chap. II, para. 35	Élaborer des directives concernant la gestion des projets et intégrer des indicateurs de résultats, des points de référence et d'autres éléments clefs dans les plans de projet futurs	Le Bureau du recteur a envisagé à plusieurs reprises la possibilité d'introduire la gestion axée sur les résultats et il saisit cette occasion pour souligner de nouveau que, selon lui, la gestion axée sur les résultats est une méthode inappropriée pour mesurer l'incidence des recherches produites par une entité telle que l'UNU.	La recommandation est en cours d'application dans la version révisée de Pelikan.		X		
5	2012-2013 A/69/5 (Vol. IV), chap. II, par. 40	a) Améliorer le système Pelikan en se donnant pour objectif prioritaire de mettre au point de nouvelles fonctionnalités ayant pour objet d'accroître son utilité pour les utilisateurs finaux, y compris le personnel de direction, portant en particulier sur les données financières et les mécanismes d'alerte; b) Procéder à des vérifications ponctuelles de l'exécution des projets, conformément aux dispositions du manuel de gestion des projets et programmes.	Le Bureau du recteur, en coopération avec son groupe de l'informatique C3, a élaboré la deuxième version de Pelikan, qui a été déployée en mars 2016 et comprend une interface utilisateur renforcée entre autres fonctionnalités nouvelles. Un mécanisme d'alerte par courrier électronique existe déjà dans la version actuelle du logiciel; cette fonctionnalité sera conservée dans la version redéployée et complétée par des mécanismes de notification.	La recommandation a été appliquée.	X			
6	2012-2013 A/69/5 (Vol. IV), chap. II, par. 55	a) Réviser le modèle de rapport d'évaluation des résultats des titulaires de contrats d'emploi afin d'y intégrer, à l'intention de la direction, un rappel des procédures applicables en vertu de la politique du personnel de l'UNU; b) Élaborer une instruction administrative visant à préciser la définition de la durée de service.	Cette question a été traitée dans l'annexe à la politique du personnel de l'UNU modifiée qui a été présentée au Conseil de l'UNU début mai 2015.	La recommandation a été appliquée.	X			
7	2014 A/70/5 (Vol. IV), chap. II, par. 21	Le Comité a réitéré sa précédente recommandation concernant l'amélioration à apporter au système Pelikan [voir recommandation 5 a)].	La direction du Centre de l'UNU incite régulièrement les instituts, par voie de courrier électronique ou de mémorandums, à introduire des contenus dans Pelikan, et leur a récemment demandé de relier les	L'UNU s'efforce de traiter la question, mais doit encore effectuer l'intégration réelle		X		

Numéro	Rapport de référence	Recommandation faite à l'ONU	Mesures prises par la direction	État d'avancement après vérification				
				Évaluation du Comité	Appliquée	En cours d'application	Non appliquée	Devenue caduque
		<p>a) Améliorer le suivi des projets et programmes en cours par les instituts, en tirant le meilleur parti du système Pelikan;</p> <p>b) Veiller à ce que les profils de projet soient dûment complétés et indiquent l'état d'avancement réel du projet, ce qui permettra de renforcer le contrôle interne et de fournir des informations fiables aux parties intéressées.</p>	<p>documents publiés dans les collections de l'ONU aux projets connexes dans Pelikan. De même, des liens seront créés entre les projets du système Atlas et les projets correspondants dans Pelikan. Deux fois par an, avant les sessions du Conseil, la direction du Centre de l'ONU demande, par envoi de courriels, que des rapports d'activité soient créés. Un certain nombre de rubriques dans Pelikan sont devenues obligatoires dans la deuxième version du logiciel, qui devrait être déployé en mars 2016.</p>	des systèmes Pelikan et Atlas.				
8	2014 A/70/5 (Vol. IV), chap. II, par. 24	<p>a) Surveiller de plus près les fonds excédentaires et veiller à ce qu'ils soient transférés rapidement vers le fonds principal de gestion centralisée des liquidités ou le fonds de gestion centralisée des liquidités en euros pour placement par la Trésorerie de l'ONU, ce qui permettra de générer davantage de revenus;</p> <p>b) Envisager de fixer un seuil au-delà duquel ces fonds seraient automatiquement placés dans le fonds de gestion centralisée.</p>	L'ONU-MERIT communique toutes les semaines ses soldes bancaires en euros et en dollars des États-Unis au département de la trésorerie de l'ONU. Les directives de l'ONU en matière de comptes communs sont entrées en vigueur en octobre 2015.	L'ONU a fixé un seuil équivalent à deux mois de dépenses, au-delà duquel les fonds sont transférés.	X			
9	2014 A/70/5 (Vol. IV), chap. II, par. 28	Effectuer régulièrement l'inventaire physique des livres détenus par la bibliothèque et communiquer rapidement le certificat d'inventaire au siège de l'ONU, ce qui permettra une bonne gestion des stocks	L'inventaire physique a été effectué.	La recommandation a été appliquée.	X			
10	2014 A/70/5 (Vol. IV), chap. II, par. 33	Respecter les dispositions de l'accord de coopération relatives au paiement des employés de l'Université de Maastricht	Un avenant à l'accord de coopération a été rédigé et envoyé à l'Université de Maastricht pour avis juridique.	La recommandation est en cours d'application.		X		

Numéro	Rapport de référence	Recommandation faite à l'UNU	Mesures prises par la direction	État d'avancement après vérification				
				Évaluation du Comité	Appliquée	En cours d'application	Non appliquée	Devenue caduque
11	2014 A/70/5 (Vol. IV), chap. II, par. 35	<p>a) Améliorer la production de justificatifs afin de rendre plus transparentes les modalités de sélection des consultants et vacataires;</p> <p>b) Procéder à une évaluation formelle du travail accompli par un consultant avant de renouveler son contrat;</p> <p>c) Ne verser de somme forfaitaire au titre des honoraires qu'après obtention auprès du responsable habilité d'un document certifiant que les tâches prévues ont été effectuées de façon satisfaisante;</p> <p>d) Prendre des mesures pour faire en sorte que la durée totale de service des consultants et vacataires ne dépasse pas le maximum fixé par les instructions administratives applicables.</p>	La version révisée de la politique du personnel de l'UNU que le Conseil de l'Université a adoptée en mai 2015 a été communiquée à tous les instituts pour une application immédiate.	La recommandation a été partiellement appliquée.		X		
12	2014 A/70/5 (Vol. IV), chap. II, par. 38	<p>a) Signer les contrats avant le début de la période sur laquelle ils portent;</p> <p>b) Modifier le module financier d'Atlas de façon à permettre d'y enregistrer des informations essentielles sur les contrats établis par l'UNU avec ses consultants.</p>	L'UNU-MERIT a demandé à son personnel de recherche de présenter les demandes de contrats de consultant suffisamment à l'avance pour que l'administration ait le temps d'établir les contrats et de les faire signer avant le début de la mission.	La recommandation a été appliquée.	X			
13	2014 A/70/5 (Vol. I), chap. II, par. 44	Respecter scrupuleusement la politique du personnel de l'UNU et appliquer les procédures de recrutement en vigueur	La direction de l'UNU-IAS a donné pour instructions à tous les fonctionnaires de l'Institut des hautes études concernés de suivre les procédures de recrutement et d'établir comme il se doit les rapports d'évaluation des résultats.	La recommandation a été appliquée.	X			

Numéro	Rapport de référence	Recommandation faite à l'UNU	Mesures prises par la direction	État d'avancement après vérification				
				Évaluation du Comité	Appliquée	En cours d'application	Non appliquée	Devenue caduque
14	2014 A/70/5 (Vol. IV), chap. II, par. 49	a) Établir un mécanisme de suivi des réservations des billets d'avion afin de faire des économies; b) Clarifier et préciser sa politique de voyage.	L'UNU a établi des principes directeurs au sujet des réservations des billets d'avion.	Des principes directeurs ont été mis en place.	X			
Total		14			10	4		
Pourcentage		100			71	29		

Chapitre III

Certification des états financiers

Lettre datée du 31 mai 2016, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par la Sous-Secrétaire générale et Contrôleuse

Les états financiers de l'Université des Nations Unies pour l'année terminée le 31 décembre 2015 ont été établis conformément à la règle de gestion financière 106.10.

Les principales conventions comptables utilisées pour établir ces états sont récapitulées dans les notes y afférentes. Celles-ci donnent des renseignements et explications complémentaires sur les activités financières de l'Université au cours de l'exercice considéré, lesquelles relèvent de la responsabilité administrative du Secrétaire général.

Je certifie que les états financiers I à V de l'Université des Nations Unies qui figurent ci-après sont corrects.

La Sous-Secrétaire générale
et Contrôleuse
(Signé) Bettina Tucci **Bartsiotas**

Chapitre IV

Rapport financier pour l'année terminée le 31 décembre 2015

A. Introduction

1. Le recteur a l'honneur de présenter ci-joint le rapport financier sur les comptes de l'Université des Nations Unies (UNU) pour l'année terminée le 31 décembre 2015.
2. Le présent rapport doit être lu en parallèle avec les états financiers. L'annexe comprend les renseignements complémentaires qui doivent être portés à l'attention du Comité des commissaires aux comptes conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU.
3. L'UNU est un organisme des Nations Unies se consacrant à la recherche et un centre de réflexion ayant pour objectif de proposer des solutions. Conformément à sa charte, il a pour mission de contribuer à trouver des solutions aux « problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité qui relèvent de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions », en accordant une attention particulière aux besoins des pays en développement. L'Université se compose d'un réseau mondial d'instituts et de programmes universitaires menant des travaux de recherche utiles à l'élaboration des politiques qui ouvrent des perspectives objectives reposant sur des faits scientifiques et nourrissent le débat et l'élaboration des politiques (voir <http://unu.edu/about/unu-system>).
4. L'Université travaille en collaboration avec d'autres entités des Nations Unies (organismes, programmes, commissions, fonds et secrétariats de convention) ainsi qu'avec de grands établissements universitaires, instituts de recherche et groupes de réflexion du monde entier. Elle fait ainsi office de relais entre les instances chargées de définir les politiques au sein du système des Nations Unies et les milieux universitaires. Elle s'emploie pour ce faire à apporter des solutions interdisciplinaires aux problèmes en alliant la méthode et la rigueur des sciences naturelles et physiques et les observations qualitatives des sciences sociales et humaines. Grâce à l'indépendance intellectuelle que sa charte lui garantit, l'UNU est en mesure de porter un regard nouveau et impartial sur les problèmes mondiaux présents et à venir. L'Université a achevé en 2015 sa quatrième décennie d'activité.
5. Quarante ans après sa création, l'UNU continue de s'acquitter de la mission qui lui a été confiée dans sa charte, à savoir « la recherche sur les problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité ». En 2015, des efforts plus ciblés ont été faits en vue de porter les résultats des travaux de recherche à l'attention des cercles de décideurs de l'Organisation des Nations Unies. De par son rôle de premier plan, l'Institut pour la mondialisation, la culture et la mobilité de l'UNU (UNU-GCM) s'est associé au Réseau migrations de l'Université, qui avait été constitué dans le but de renforcer la participation de celle-ci aux processus stratégiques relatifs à la question, en particulier au sein du Groupe mondial sur la migration, qui réunit diverses organisations. Compte tenu des connaissances spécialisées de l'Université en la matière, après deux ans seulement de collaboration, le recteur de l'UNU a été invité à présider le Groupe mondial sur la migration en 2017. L'Institut international pour la santé mondiale de l'Université

des Nations Unies (UNU-IIGH) a également participé aux travaux interinstitutions des Nations Unies sur les maladies non transmissibles; l'Institut pour l'eau, l'environnement et la santé de l'Université (UNU-INWEH) a mené des concertations régionales sur la sécurité de l'approvisionnement en eau avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique; et le Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie (UNU-MERIT) s'est associé au Conseil de coopération interinstitutions pour la protection sociale et participe à l'Alliance mondiale pour le savoir sur la migration et le développement.

B. Vue d'ensemble des états financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2015

6. Les états financiers I à V présentent les résultats financiers des activités de l'ONU et la situation financière de celle-ci au 31 décembre 2015. Les notes y relatives expliquent les conventions retenues pour la comptabilité et l'information financière et donnent des renseignements complémentaires sur les différents montants inscrits dans les états financiers.

Situation financière

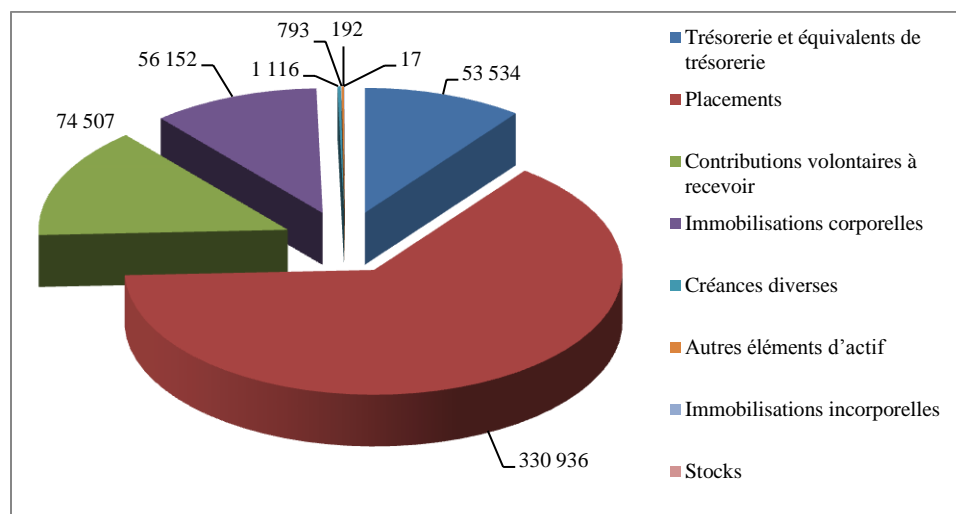
Actifs

7. Au 31 décembre 2015, le montant des actifs s'établissait à 517,25 millions de dollars, contre 533,12 millions au 31 décembre 2014. On trouvera à la figure IV.I la répartition des actifs au 31 décembre 2015.

Figure IV.I

Actifs au 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)



8. Les principaux actifs au 31 décembre 2015 étaient les suivants : les placements et les contributions volontaires à recevoir, d'un montant total de

405,44 millions de dollars (soit 78,4 % du total de l'actif), les immobilisations corporelles, d'un montant de 56,15 millions de dollars (10,9 %) et la trésorerie et les équivalents de trésorerie, d'un montant de 53,53 millions de dollars (10,3 %). Les créances diverses, les stocks et les immobilisations incorporelles forment l'essentiel des actifs restants.

9. Sur le montant total de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements (384,47 millions de dollars), 336,71 millions de dollars (soit 87,6 %) sont détenus par le fonds de dotation et 33,14 millions de dollars (soit 8,6 %) sont placés dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités et dans le fonds de gestion centralisée des liquidités en euros de la Trésorerie de l'Organisation des Nations Unies.

10. Selon les normes IPSAS, les créances au titre de contributions volontaires doivent être intégralement comptabilisées dès la signature d'un accord, y compris les sommes à payer lors de périodes ultérieures. La seule exception à cette règle concerne les accords passés avec l'Union européenne qui comportent une clause de restitution des contributions lorsque les fonds ne sont pas dépensés selon les modalités fixées par le donateur. Le montant total des contributions volontaires à recevoir, qui s'élève à 25,42 millions de dollars au 31 décembre 2015, devrait être reçu en 2016.

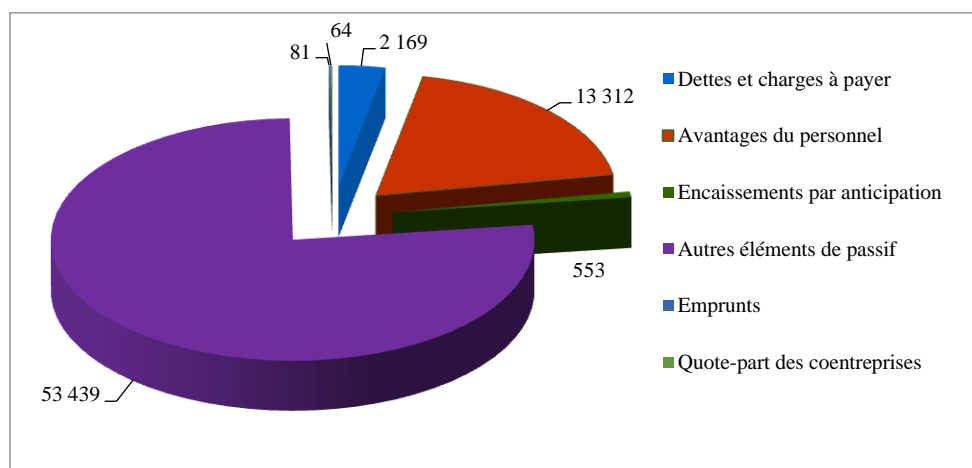
Passifs

11. Le montant total des passifs s'établissait à 69,62 millions de dollars au 31 décembre 2015, contre 80,40 millions au 31 décembre 2014. On trouvera à la figure IV.II la répartition des passifs de l'ONU au 31 décembre 2015.

Figure IV.II

Passifs au 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)



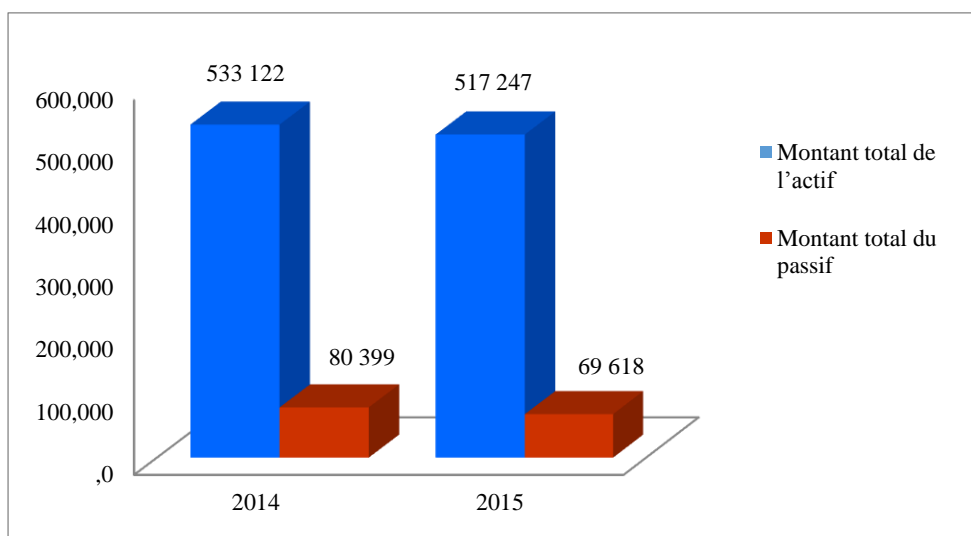
12. Le passif est principalement constitué des droits d'usage, cédés sans contrepartie, des bâtiments occupés par les bureaux de l'Université, qui s'élèvent à 53,44 millions de dollars, soit 76,7 % du montant total. Les principaux autres éléments de passif ont trait aux avantages du personnel acquis par les fonctionnaires

et les retraités mais non réglés à la date de clôture des comptes; il s'agit essentiellement des engagements au titre des prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite. Ces passifs, qui s'établissent à 13,31 millions de dollars, soit 19,1 % du montant total du passif de l'Université, sont présentés en détail dans la note 18 des états financiers. Les autres éléments de passif sont principalement des dettes, des charges à payer et des encaissements par anticipation.

Figure IV.III

Variation du montant total de l'actif et du passif au 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)



13. La figure IV.III fait apparaître une légère diminution (3 %) du montant total de l'actif, qui est passé de 533,12 millions de dollars en 2014 à 517,25 millions en 2015, et une baisse de 13 % du montant total du passif, qui s'établit à 69,62 millions en 2015 contre 80,40 millions en 2014.

Actifs nets

14. Le montant total des actifs nets (recalculé conformément aux normes IPSAS) a diminué de 5,09 millions de dollars au cours de l'année; il est passé de 452,72 millions de dollars au 31 décembre 2014 à 447,63 millions au 31 décembre 2015, en raison d'un excédent d'exploitation de 3,24 millions, de gains actuariels de 6,25 millions et d'une diminution nette de 14,60 millions de dollars du solde du fonds de dotation.

Tableau IV.1

Récapitulatif de la situation financière au 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2015	2014	Variation (montant)	Variation (pourcentage)
Actifs courants	80 934	82 824	(1 890)	-2,3

	2015	2014	Variation (montant)	Variation (pourcentage)
Actifs non courants	436 313	450 298	(13 985)	-3,1
Total de l'actif	517 247	533 122	(15 875)	-3,0
Passifs courants	9 166	11 085	(1 919)	-17,3
Passifs non courants	60 452	69 314	(8 862)	-12,8
Total du passif	69 618	80 399	(10 781)	-13,4
Actif net/situation nette	447 629	452 723	(5 094)	-1,1

Résultats financiers

Produits

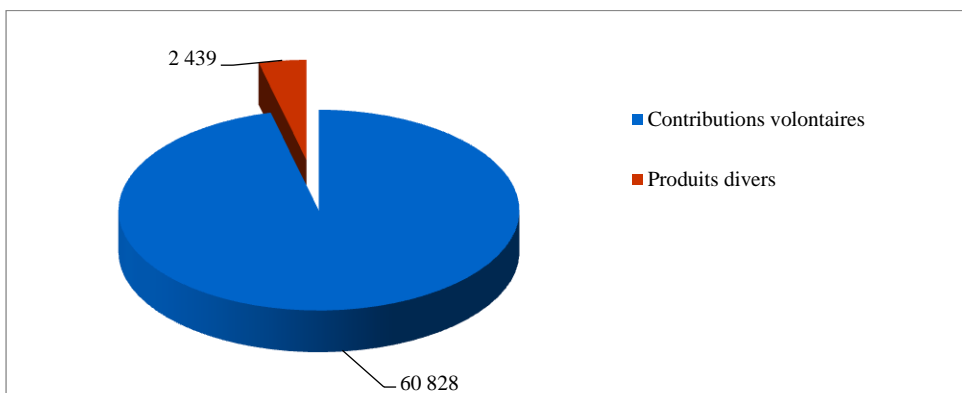
15. En 2015, le montant total des produits de l'Université des Nations Unies s'est établi à 63,27 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 1,09 million (soit 1,69 %) par rapport à l'année 2014. Ces produits proviennent essentiellement de contributions volontaires (60,83 millions de dollars), notamment de contributions financières des États Membres (35,58 millions en montant net) et d'autres donateurs (7,18 millions). Les contributions volontaires comprennent également des contributions en nature, à savoir une subvention de 18,07 millions de dollars qui représente la différence entre le prix du marché et celui effectivement payé par l'Université pour la location des bâtiments qu'elle occupe. Les produits divers (2,44 millions de dollars) proviennent principalement des montants perçus au titre de la location de locaux et de services de conférence se rapportant au bâtiment qui abrite l'Université et des honoraires liés à la formation et aux services de conseil.

16. On trouvera à la figure IV.IV la répartition des produits de l'UNU au 31 décembre 2015.

Figure IV.IV

Produits au 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)



17. L'Université est fortement tributaire d'un petit nombre de donateurs; ses sept principaux bailleurs de fonds ont versé 76 % environ du montant total des

contributions de donateurs pour l'année. On trouvera à la figure IV.V les montants versés par les principaux donateurs, au premier rang desquels se trouve le Japon en 2015.

Figure IV.V

Contributions volontaires d'État d'un montant supérieur à 1 million de dollars

(En milliers de dollars des États-Unis)

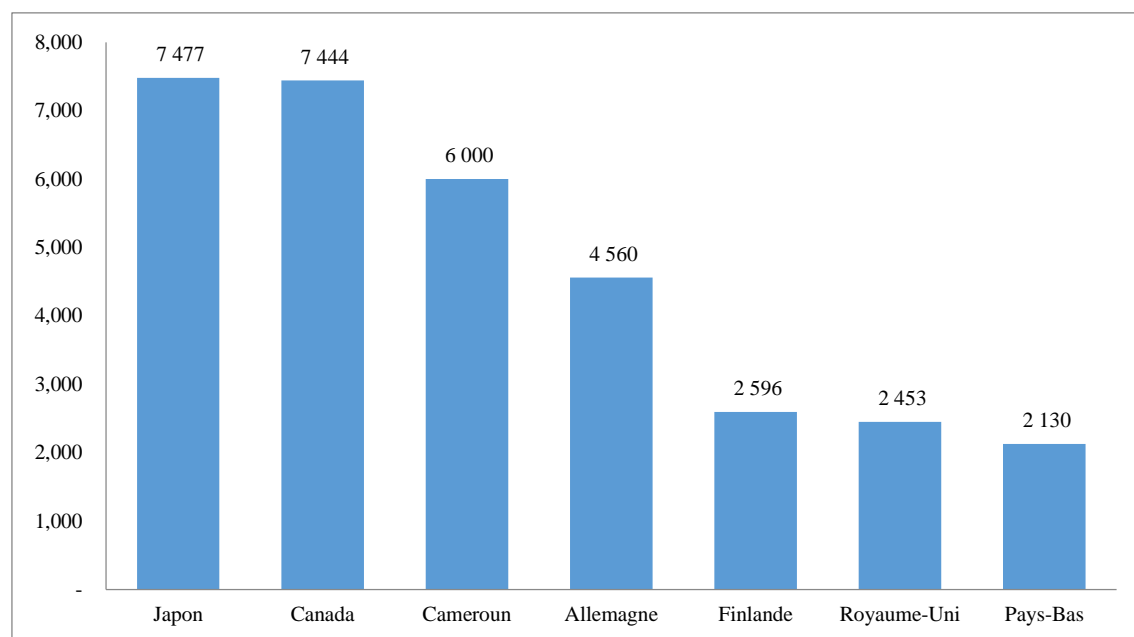


Tableau IV.2

Analyse comparative des produits

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2015	2014	Variation (montant)	Variation (pourcentage)
Contributions volontaires	60 828	58 001	2 827	4,9
Placements (montant net)	—	3 829	(3 829)	-100,0
Produits divers	2 439	2 526	(87)	-3,4
Total des produits	63 267	64 356	(1 089)	-1,7

Charges

18. Pour l'année terminée le 31 décembre 2015, le montant total des charges s'est établi à 74,63 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 1,06 million (soit 1,4 %) par rapport à 2014. Les charges se répartissaient entre les principales catégories suivantes : traitements de base, indemnités et autres prestations (22,97 millions de dollars, soit 30,8 %), loyers, contrats de location et services

collectifs de distribution (15,49 millions, soit 20,8 %) et voyages (5,42 millions, soit 7,3 %). En 2015, les pertes dues à la variation de la juste valeur des placements et les pertes de change du fonds de dotation et de la part du fonds de gestion centralisée des liquidités détenue par l'ONU se sont établies à 28,05 millions de dollars, soit un montant supérieur au produit des placements et à la plus-value sur la cession de placements, qui s'élevaient à 21,99 millions de dollars, d'où des frais de placement nets d'un montant de 6,07 millions de dollars. On trouvera à la figure IV.VI la répartition des charges de l'ONU au 31 décembre 2015.

Figure IV.VI

Charges au 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

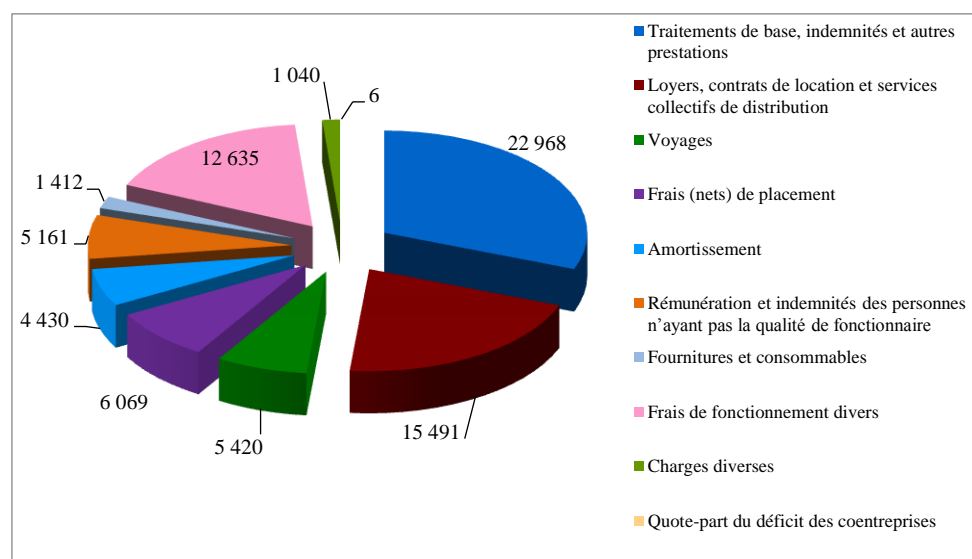


Tableau IV.3

Analyse comparative des charges

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2015	2014	Variation (montant)	Variation (pourcentage)
Traitements de base, indemnités et autres prestations	22 968	27 661	(4 693)	-17,0
Loyers, contrats de location et services collectifs de distribution	15 491	17 430	(1 939)	-11,1
Voyages	5 420	5 190	230	4,4
Frais (nets) de placement	6 069	—	6 069	—
Amortissement	4 430	4 400	30	0,7
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	5 161	4 195	966	23,0
Fournitures et consommables	1 412	1 293	119	9,2
Frais de fonctionnement divers	12 635	13 019	(384)	-2,9
Charges diverses	1 040	2 496	(1 456)	-58,3

	2015	2014	Variation (montant)	Variation (pourcentage)
Quote-part du déficit des coentreprises (mise en équivalence)	6	2	4	200,0
Total des charges	74 632	75 686	(1 054)	-1,4

19. En 2015, le montant des traitements de base, indemnités et autres prestations a diminué de 4,69 millions de dollars (soit 17,0 %), principalement en raison de la réduction des dépenses liées au personnel contractuel engagé pour de courtes durées au Centre de l'ONU, à UNU-MERIT et à l'Institut des hautes études sur la viabilité (UNU-IAS), par rapport à 2014.

20. La diminution de 1,94 million de dollars du montant des loyers, contrats de location et services collectifs de distribution s'explique principalement par la réduction des droits d'usage cédés sans contrepartie pour les bureaux du Centre de l'ONU de Tokyo, comptabilisés comme contrats de location simple en raison de la dépréciation du yen japonais par rapport au dollar des États-Unis.

Résultats des activités

21. Le déficit de l'Université s'est légèrement accru pour atteindre 11,36 millions de dollars en 2015, contre 11,33 millions en 2014. Cette hausse s'explique principalement par une moindre plus-value sur la cession de placements, qui a été en partie compensée par l'augmentation de 2,83 millions de dollars des contributions volontaires et la diminution de 7,12 millions des charges.

Situation de trésorerie

22. Au 31 décembre 2015, la situation de trésorerie de l'ONU était saine; l'entité disposait de suffisamment d'actifs liquides pour régler ses engagements. Le montant total des liquidités s'établissait à 80,15 millions de dollars (53,53 millions de trésorerie et équivalents de trésorerie, 13,88 millions de placements à court terme et 12,74 millions de créances), tandis que les passifs courants s'élevaient à 9,17 millions et le montant total du passif à 69,62 millions.

23. On trouvera au tableau IV.4 quatre grands indicateurs de liquidité pour l'année financière terminée le 31 décembre 2015 et les données comparatives pour l'année terminée le 31 décembre 2014.

Tableau IV.4

Indicateurs de liquidité pour l'Université des Nations Unies

Indicateurs	2015	2014
Ratio liquidités/passifs courants	8,7:1	7,4:1
Ratio liquidités (hors créances)/passifs courants	7,4:1	7,2:1
Ratio liquidités/total de l'actif	0,2:1	0,2:1
Nombre moyen de mois durant lesquels les liquidités (hors créances) restent en caisse	11,5	13,4

24. Le ratio liquidités/passifs courants évalue la capacité de l'Université de couvrir ses obligations à court terme au moyen des liquidités dont elle dispose. Le ratio de 8,7/1 signifie que le montant des liquidités est plus de huit fois supérieur à celui des passifs courants et que les liquidités disponibles suffiraient par conséquent à couvrir l'intégralité des passifs si cela s'avérait nécessaire. L'augmentation de ce ratio, qui était de 7,4/1 en 2014, témoigne de la hausse des liquidités, due à la baisse des passifs courants détenus à la fin de l'année 2014. Si l'on ne tient pas compte des créances, le ratio de couverture des obligations courantes est de 7,4/1 pour 2015 et de 7,2/1 pour 2014.

25. Au 31 décembre 2015, les liquidités détenues par l'Université représentaient environ 20 % du montant total de ses actifs et celle-ci disposait de suffisamment de trésorerie, équivalents de trésorerie et placements à court terme pour couvrir ses dépenses mensuelles moyennes, estimées à 5,85 millions de dollars, pendant 11,5 mois.

26. À la date de clôture des comptes, les engagements de l'Université au titre des avantages du personnel s'élevaient à 13,31 millions de dollars. Ces passifs sont couverts par la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements, dont le montant total s'élève à 384,47 millions de dollars.

C. Perspectives

27. Certaines entités de l'ONU, telles que l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (UNU-WIDER), l'UNU-INWEH et l'UNU-IAS, coopèrent avec des gouvernements en vue d'élaborer des politiques visant à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'Institut des ressources naturelles en Afrique (UNU-INRA) s'emploie, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation internationale du Travail à promouvoir les économies vertes en Afrique au niveau infranational; et l'Institut pour les études comparatives d'intégration régionale (UNU-CRIS) et l'UNU-INRA coopèrent également directement avec des organisations régionales, dont la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union européenne, la Communauté de développement de l'Afrique australe et l'Union des nations de l'Amérique du Sud.

28. L'ONU s'emploie également à produire des connaissances en collaboration avec des partenaires, coopérant directement avec des entités des Nations Unies afin de combler les lacunes recensées dans les processus décisionnels des Nations Unies, les résultats de ces travaux étant conçus et adaptés pour être directement pris en compte dans les processus décisionnels. Cette approche reprend et approfondit les apports techniques précédents de l'ONU destinés aux débats sur la prévention des risques de catastrophe et les changements climatiques [de l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine (UNU-EHS)], le développement (UNU-WIDER) et l'eau (UNU-INWEH), mais amène les entités opérationnelles des Nations Unies à participer dès les premiers stades à l'élaboration et la réalisation de travaux de recherche à plus long terme. On peut citer par exemple les travaux sur l'incidence de l'extrémisme violent sur la réintégration des combattants et des enfants et les travaux sur les villes en situation de fragilité (le Bureau de l'ONU à New York et le Centre de l'ONU sur les politiques). De nouvelles possibilités de coopération apparaissent, notamment la collaboration avec l'initiative Énergie durable pour tous et les travaux de l'Institut de l'ONU pour l'informatique et la société (UNU-CS) sur les données participatives aux fins de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Annexe

Renseignements complémentaires

1. On trouvera dans la présente annexe les renseignements complémentaires que le recteur de l'Université est tenu de communiquer.

Comptabilisation en pertes de montants en espèces et de créances

2. En application de la règle de gestion financière 106.7 a), des créances d'un montant de 6 564,55 dollars ont été comptabilisées en pertes en 2015.

Comptabilisation en pertes de biens

3. Aucune perte d'immobilisations corporelles, de stocks ou d'immobilisations incorporelles résultant d'accidents, de vols, de dommages ou de destructions n'a été comptabilisée en 2015 pour l'UNU en application de la règle de gestion financière 106.7; les pertes dues à d'autres facteurs, tels que l'obsolescence ou l'usure normale des biens, ne sont pas prises en compte.

Versements à titre gracieux

4. Aucun versement à titre gracieux n'a été effectué pendant l'année 2015.

Chapitre V

États financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2015

Université des Nations Unies

I. État de la situation financière au 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Note	31 décembre 2015	31 décembre 2014 (après retraitement ^a)
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	53 534	55 520
Placements	8	13 879	23 893
Contributions volontaires à recevoir ^a	9	11 620	1 715
Créances diverses ^a	10	1 116	1 252
Stocks	11	17	22
Autres éléments d'actif	12	768	422
Total des actifs courants		80 934	82 824
Actifs non courants			
Placements	8	317 057	327 674
Contributions volontaires à recevoir ^a	9	62 887	63 920
Immobilisations corporelles ^a	14	56 152	58 704
Immobilisations incorporelles	15	192	—
Autres éléments d'actif	12	25	—
Total des actifs non courants		436 313	450 298
Total de l'actif		517 247	533 122
Passif			
Passifs courants			
Dettes et charges à payer	16	2 169	2 227
Encaissements par anticipation ^a	17	526	2 691
Avantages du personnel ^a	18	2 349	2 025
Emprunts	19	37	54
Autres éléments de passif ^a	20	4 085	4 088
Total des passifs courants		9 166	11 085

Université des Nations Unies

I. État de la situation financière au 31 décembre 2015 (suite)

	Note	31 décembre 2015	31 décembre 2014 (après retraitement ^a)
Passifs non courants			
Encaissements par anticipation	17	27	62
Avantages du personnel	18	10 963	16 082
Emprunts	19	44	31
Autres éléments de passif ^a	20	49 354	53 056
Quote-part des coentreprises (mise en équivalence)	29	64	83
Total des passifs non courants		60 452	69 314
Total du passif		69 618	80 399
Total net de l'actif et du passif		447 629	452 723
Actif net			
Excédents cumulés	21	57 498	47 988
Fonds de dotation	22	390 131	404 735
Total de l'actif net		447 629	452 723

^a Montant recalculé à la suite des ajustements sur exercices antérieurs (voir note 4).

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Université des Nations Unies

II. État des résultats financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Note	2015	2014 (après retraitement ^a)
Produits			
Contributions volontaires ^a	23	60 828	58 001
Produit des placements (net)	24	–	3 829
Produits divers ^a	25	2 439	2 526
Total des produits		63 267	64 356
Charges			
Traitements de base, indemnités et autres prestations ^a	26	22 968	27 661
Loyers, contrats de location et services collectifs de distribution	26	15 491	17 430
Voyages	26	5 420	5 190
Frais de placement (nets)	24, 26	6 069	–
Amortissement	14, 15, 26	4 430	4 400
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	26	5 161	4 195
Fournitures et consommables	26	1 412	1 293
Frais de fonctionnement divers ^a	26	12 635	13 019
Charges diverses	26	1 040	2 496
Quote-part des coentreprises (mise en équivalence)	26, 29	6	2
Total des charges		74 632	75 686
Déficit sur l'année		(11 365)	(11 330)

^a Montant recalculé à la suite des ajustements sur exercices antérieurs (voir note 4).

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Université des Nations Unies

III. État des variations de l'actif net pour l'année terminée le 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Excédents cumulés</i>	<i>Fonds de dotation</i>	Total
Actif net au 1^{er} janvier 2014 (selon les normes IPSAS)	37 904	357 508	395 412
Quote-part des variations constatées dans l'actif net des coentreprises (mise en équivalence) (note 26)	(23)	—	(23)
Engagements au titre des avantages du personnel : pertes actuarielles (note 18)	(2 621)	—	(2 621)
Déficit sur l'année	(1 964)	(1 773)	(3 737)
Actif net au 31 décembre 2014	33 296	355 735	389 031
Ajustements sur exercices antérieurs ^a	14 692	49 000	63 692
Actif net au 31 décembre 2014 (après retraitement)	47 988	404 735	452 723
Quote-part des variations constatées dans l'actif net des coentreprises (mise en équivalence) (note 26)	25	—	25
Engagements au titre des avantages du personnel : pertes actuarielles (note 18)	6 246	—	6 246
Excédent/(déficit) pour l'année	3 239	(14 604)	(11 365)
Total des variations constatées dans l'actif net	9 510	(14 604)	(5 094)
Actif net au 31 décembre 2015	57 498	390 131	447 629

^a Montant recalculé à la suite des ajustements sur exercices antérieurs (voir note 4).

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Université des Nations Unies

IV. État des flux de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Note	2015	2014 (après retraitement ^(a))
Flux de trésorerie provenant du fonctionnement			
Déficit pour l'année		(11 365)	(11 330)
<i>Mouvements sans effet de trésorerie</i>			
Comptabilisation en pertes de créances douteuses	26	6	—
Amortissement	14, 15	4 430	4 400
Pertes non réalisées sur les placements découlant de variations de la juste valeur	24	12 816	4 941
Plus-value sur cession de placements	24	(14 502)	(25 020)
Pertes non réalisées sur la réévaluation de placements	24	15 211	24 807
Coût des services rendus au cours de la période et coût financier des passifs liés aux avantages du personnel	18	1 365	941
Quote-part des déficits de coentreprises	29	6	2
Pertes sur cession d'immobilisations corporelles	14	65	—
Frais/(produits) nets des placements présentés parmi les activités de placement	24	6 069	(3 829)
Contributions en nature d'immobilisations corporelles	14	(441)	(285)
<i>Variations de l'actif</i>			
(Augmentation)/diminution des contributions volontaires à recevoir	9	(8 872)	228
Diminution/(augmentation) des créances diverses	10	130	(242)
Diminution des stocks	11	5	74
(Augmentation)/diminution des autres éléments d'actif	12	(371)	90
<i>Variations du passif</i>			
Diminution des dettes et des charges à payer	16	(58)	(826)
(Diminution)/augmentation des encaissements par anticipation	17	(2 200)	776
Augmentation des engagements au titre des avantages du personnel	18	85	6 660
Diminution des autres éléments de passif	20	(3 705)	(3 804)
Flux nets de trésorerie utilisés pour le fonctionnement		(1 326)	(2 417)
Flux de trésorerie provenant des activités de placement			
(Frais)/produits nets des placements présentés parmi les activités de placement	24	(6 069)	3 829
Variation nette du fonds de gestion centralisée des liquidités		(3 842)	601
Dividendes perçus		3 739	3 628
Intérêts perçus		3 666	4 541
Achats de placements		(245 212)	(249 454)
Recettes provenant de la vente et de l'arrivée à échéance de placements		249 803	247 231
Achats d'immobilisations corporelles	14	(1 498)	(1 022)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	15	(195)	—
Flux nets de trésorerie provenant des activités de placement		392	9 354

Université des Nations Unies

IV. État des flux de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 2015 (*suite*)

	Note	2015	2014 (après retraitement ^a)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Diminution des emprunts	19	(4)	(47)
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (ou utilisés à leurs fins)		(4)	(47)
(Diminution)/augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(938)	6 890
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(1 048)	(5 028)
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'année		55 520	53 658
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'année	7	53 534	55 520

^a Montant recalculé à la suite des ajustements sur exercices antérieurs (voir note 4).

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Université des Nations Unies

V. État comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget pour l'année terminée le 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie du budget	Budget approuvé ^a				Montant effectif calculé sur une base comparable	Différence entre budget définitif et budget effectif	Différence (pourcentage) ^b
	Budget initial biennal	Budget définitif biennal	Budget initial annuel	Budget définitif annuel			
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	47 204	77 630	18 000	50 032	22 975	(27 057)	-54
Traitements et autres dépenses de personnel	38 737	41 715	20 256	24 960	15 674	(9 286)	-37
Frais généraux de fonctionnement	21 307	23 652	8 931	13 553	9 746	(3 807)	-28
Total	107 248	142 997	47 187	88 545	48 395	40 150	-45

^a Le programme de travail et les prévisions budgétaires de l'Université des Nations Unies pour l'exercice 2014-2015 ont été approuvés par le Conseil de l'Université en novembre 2013. Le budget initial a été élaboré sur une base annuelle pour chacune des deux années de l'exercice. Les montants annuels portent sur l'année du budget biennal approuvé par le Conseil qui est considérée dans les présents états financiers.

^b Différence entre les dépenses effectives (établies selon la convention comptable applicable au budget) et le budget définitif, en pourcentage du budget définitif; les différences supérieures à 10 % sont expliquées dans la note 6.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Université des Nations Unies
Notes relatives aux états financiers (suite)

Note 1

L'Université des Nations Unies et ses activités

1. Les présents états financiers portent sur les opérations de l'Université des Nations Unies, qui constitue une entité comptable distincte de l'Organisation.
2. En 1969, à sa vingt-quatrième session, l'Assemblée générale des Nations Unies a examiné la question de la création d'une université internationale consacrée aux objectifs de paix et de promotion de la Charte des Nations Unies. À cette occasion, elle a invité le Secrétaire général à entreprendre, en collaboration avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), une étude qui serait confiée à des experts sur la possibilité d'établir une telle université [résolution 2573 (XXIV)]. Elle a examiné la question plus en détails au cours des deux sessions suivantes [résolutions 2691 (XXV) et 2822 (XXVI)].
3. Le 11 décembre 1972, à sa vingt-septième session, l'Assemblée générale a décidé de créer une université internationale placée sous les auspices de l'Organisation qui porterait le nom d'Université des Nations Unies [résolution 2951 (XXXVII)].
4. Le 6 décembre 1973, à sa vingt-huitième session, l'Assemblée générale a officiellement adopté la Charte de l'Université des Nations Unies (A/9149/Add.2) [résolution 3081 (XXVIII)].
5. Le 21 décembre 2009, à sa soixante-quatrième session, l'Assemblée générale a approuvé deux amendements (ajouts) à cette charte, à savoir le paragraphe 8 de l'article premier et le paragraphe 2 *bis* de l'article IX (résolution 64/225), autorisant explicitement l'Université à délivrer des maîtrises et doctorats.
6. Le 20 décembre 2013, à sa soixante-huitième session, l'Assemblée générale a approuvé les amendements aux paragraphes 1 et 3 de l'article IV de la Charte (résolution 68/236), ramenant de 24 à 12 le nombre des membres du Conseil de l'Université des Nations Unies.
7. L'Université est un laboratoire d'idées mondial et un établissement d'enseignement universitaire supérieur situé au Japon dont la mission consiste à contribuer, par des projets collectifs de recherche et d'éducation, à l'action menée pour régler les grands problèmes mondiaux relatifs à la survie de l'humanité, au développement et au bien-être qui préoccupent l'Organisation ainsi que les peuples et les États Membres qu'elle représente.
8. Pour accomplir cette mission, l'Université collabore avec les grands établissements universitaires et instituts de recherche des États Membres, en servant de relais entre le monde universitaire international et le système des Nations Unies.
9. Par ses activités d'enseignement universitaire supérieur, l'ONU contribue au renforcement des capacités, notamment dans les pays en développement.
10. Le Centre de l'Université à Tokyo fait office de siège pour les programmes, la planification et l'administration. Il comprend le Bureau du recteur et les services administratifs et universitaires qui appuient les travaux du système mondial de l'Université. Ces services disposent également de bureaux administratifs à Kuala Lumpur et de bureaux de liaison auprès de l'Organisation des Nations Unies à New

York et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à Paris.

11. Le Centre de l'Université comprend également le Centre de recherche sur les politiques (UNU-CPR), créé en 2014 dans le cadre des mesures plus larges prises par le recteur pour donner suite à la demande formulée par le Secrétaire général de renforcer la pertinence de l'établissement dans les domaines de la paix et de la sécurité et du développement mondial. Sa principale mission consiste à susciter des travaux de recherche qui alimentent les grands débats en cours dans l'ensemble du système des Nations Unies et contribuent à la mise en œuvre des priorités du Secrétaire général dans ces domaines.

12. L'Université comprend 13 instituts et programmes de recherche et de formation situés dans 12 pays à travers le monde, qui constituent son réseau mondial et sont coordonnés par le Centre :

- a) Le Programme sur la biotechnologie en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNU-BIOLAC), à Caracas;
- b) L'Institut pour les études comparatives d'intégration régionale (UNU-CRIS), à Bruges (Belgique);
- c) L'Institut pour l'informatique et la société (UNU-CS), à Macao (Chine);
- d) L'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine (UNU-EHS), à Bonn (Allemagne);
- e) L'Institut pour la gestion intégrée des flux matériels et des ressources (UNU-FLORES), à Dresde (Allemagne);
- f) L'Institut pour la mondialisation, la culture et la mobilité (UNU-GCM), à Barcelone (Espagne);
- g) L'Institut des hautes études sur la viabilité (UNU-IAS), à Tokyo;
- h) L'Institut international pour la santé mondiale (UNU-IIGH), à Kuala Lumpur;
- i) L'Institut des ressources naturelles en Afrique (UNU-INRA), à Accra;
- j) L'Institut pour l'eau, l'environnement et la santé (UNU-INWEH), à Hamilton, en Ontario (Canada);
- k) L'Institut pour le développement durable (UNU-IRADDA), à Alger;
- l) Le Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie (UNU-MERIT), à Maastricht (Pays-Bas);
- m) L'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (UNU-WIDER), à Helsinki.

13. L'Université mène d'autres activités par l'intermédiaire de son siège à Tokyo.

14. L'Université est considérée comme une entité comptable autonome, qui ne subit ni n'exerce aucun contrôle de la part ou à l'égard d'aucune autre entité du système des Nations Unies. Vu le caractère particulier du mode de gouvernance et des procédures budgétaires de chacune d'entre elles, les entités comptables ne sont pas considérées comme soumises à un contrôle commun. L'Université n'a pas de

participation dans des entités associées ou des coentreprises. Par conséquent, les présents états financiers portent seulement sur ses activités.

Note 2

Référentiel comptable et autorisation de la publication des états financiers

Référentiel comptable

15. Conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation, les états financiers sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice, en application des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS). Comme le veulent ces dernières, les présents états, qui donnent une image fidèle de l'actif, du passif, des produits et des charges de l'Université, se composent comme suit :

- a) État I : état de la situation financière;
- b) État II : état des résultats financiers;
- c) État III : état des variations de l'actif net;
- d) État IV : état des flux de trésorerie présenté selon la méthode indirecte;
- e) État V : état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs;
- f) Des notes relatives aux états financiers, comprenant un récapitulatif des principales conventions comptables et d'autres notes explicatives;
- g) Des éléments de comparaison pour l'ensemble des montants présentés dans les états financiers I à V et, le cas échéant, des éléments de comparaison pour les éléments narratifs et les détails présentés dans les notes y relatives.

Continuité des activités

16. Les états financiers ont été établis sur la base de la continuité des activités, et les conventions comptables récapitulées dans la note 3 ont été appliquées de façon uniforme aux fins de leur établissement et de leur présentation. L'assertion relative à la continuité des activités découle de l'approbation du plan stratégique pour 2015-2019 par le Conseil de l'Université, de la situation de l'actif net et de la croissance encourageante des montants des contributions volontaires collectées et du fait que l'Assemblée générale n'a pas décidé de mettre fin aux activités de l'Université.

Autorisation de la publication des états financiers

17. Les états financiers sont certifiés par le Contrôleur et approuvés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Conformément à l'article 6.2 du Règlement financier et des règles de gestion financière, le Secrétaire général a transmis les présents états, arrêtés au 31 décembre 2015, au Comité des commissaires aux comptes pour le 31 mars 2016. Exceptionnellement, le délai a été repoussé au 31 mai 2016. Conformément à l'article 7.12 du même règlement, les rapports du Comité doivent être transmis à l'Assemblée générale, en même temps que les états financiers vérifiés dont la parution autorisée est prévue pour le 19 septembre 2016, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Base d'évaluation

18. Les états financiers ont été établis sur la base du coût historique, exception faite des biens immobiliers, qui ont été comptabilisés au coût de remplacement net d'amortissement, et des actifs financiers, comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat. Ils portent sur la période de 12 mois allant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Monnaie de fonctionnement et de présentation de l'information financière

19. Le dollar des États-Unis est la monnaie de fonctionnement et de présentation de l'information financière de l'Université. Sauf indication contraire, les états financiers sont établis en milliers de dollars.

20. Les sommes afférentes aux opérations en monnaies autres que le dollar des États-Unis sont converties en dollars au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de l'opération. Les montants des opérations effectuées en monnaie étrangère sont convertis en dollars au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de l'opération, qui est proche des taux de change au comptant en vigueur à la même date. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises autres que la monnaie de fonctionnement sont convertis au taux de change opérationnel en vigueur au 31 décembre. Lorsqu'elle est établie selon la méthode de la juste valeur, la valeur des éléments non monétaires exprimée en monnaies autres que le dollar des États-Unis est convertie en dollars au taux de change opérationnel en vigueur à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les éléments non monétaires évalués au coût historique dans une monnaie étrangère ne sont pas convertis.

21. Le montant net des gains et pertes de change résultant du règlement d'opérations en monnaie étrangère et de la conversion de la valeur d'actifs et de passifs monétaires libellés en monnaie étrangère au taux de change en vigueur à la fin de l'année est porté dans l'état des résultats financiers.

Principe de l'importance relative et utilisation d'appréciations et d'estimations

22. L'importance relative est un principe essentiel qui régit l'établissement et la présentation des états financiers de l'Université. Ce principe guide de manière systématique les décisions comptables relatives à la présentation, à la communication de l'information, au regroupement, à la compensation et à l'application rétrospective des nouvelles conventions comptables. De façon générale, un élément est considéré important si le fait de l'omettre ou d'en tenir compte influe sur les conclusions ou décisions des utilisateurs des états financiers.

23. Les estimations comptables et les hypothèses sur lesquelles elles reposent sont revues périodiquement et les éventuelles révisions sont rattachées à l'année durant laquelle elles se produisent et à toute année ultérieure qui en subirait les effets.

24. Les gains et pertes de change résultant du règlement d'opérations en devises sont constatés dans l'état des résultats financiers. Les principales estimations et hypothèses susceptibles d'entraîner d'importants ajustements dans les années à venir comprennent l'évaluation actuarielle des avantages du personnel, le choix de la durée d'utilité et des méthodes d'amortissement des immobilisations corporelles, la dépréciation des actifs, le classement des instruments financiers, l'évaluation des

stocks, les taux d'inflation et d'actualisation servant au calcul de la valeur actuarielle des provisions et le classement des actifs et passifs éventuels.

Positions officielles attendues des autorités comptables internationales

25. L'état d'avancement des positions officielles importantes attendues du Conseil des normes comptables internationales pour le secteur public et leur incidence sur les états financiers de l'Université continuent d'être suivis, en ce qui concerne en particulier les projets suivants :

- a) Le projet relatif aux instruments financiers propres au secteur public, qui vise l'élaboration de grandes orientations concernant les instruments financiers propres au secteur public qui ne sont pas visés par les normes IPSAS 28 (Instruments financiers : présentation); IPSAS 29 (Instruments financiers : comptabilisation et évaluation); et IPSAS 30 (Instruments financiers : informations à fournir);
- b) Le projet relatif aux avantages sociaux, qui a pour objet de définir les conditions et les modalités de constatation dans les états financiers des charges et passifs se rapportant à certains avantages;
- c) Le projet relatif au regroupement d'entités du secteur public, qui vise à prescrire le traitement comptable des regroupements d'entités du secteur public et à établir une nouvelle norme concernant le classement et l'évaluation de ces regroupements, notamment pour ce qui est des transactions et autres faits ayant pour effet de regrouper au moins deux opérations distinctes en une seule entité du secteur public;
- d) Le projet relatif aux mécanismes d'échange de quotas d'émission, qui vise à mettre au point une ou plusieurs normes applicables aux administrateurs de ces mécanismes et à ceux qui y participent;
- e) Le projet relatif aux biens patrimoniaux, qui vise à élaborer des directives comptables applicables à ce type de biens;
- f) Le projet relatif aux charges liées à des opérations sans contrepartie directe, qui vise à mettre au point une ou plusieurs normes permettant de comptabiliser ces charges, exception faite des avantages sociaux, et définissant les obligations des prestataires de ces opérations;
- g) Le projet relatif aux produits, dont l'objectif est d'élaborer une ou plusieurs normes IPSAS portant sur les opérations donnant lieu à des produits (opérations avec ou sans contrepartie directe). Il s'agit de mettre au point de nouvelles directives et prescriptions normatives relatives aux produits, qui viendront modifier ou remplacer des dispositions qui figurent actuellement dans les normes IPSAS 9 (Produits des opérations avec contrepartie directe), 11 (Contrats de construction) : et 23 [Produits des opérations sans contrepartie directe (impôts et transferts)];
- h) Le projet relatif aux avantages du personnel, dont l'objectif est de publier une version révisée de la norme IPSAS 25 (Avantages du personnel), qui se rapproche de la norme IAS 19 (Avantages du personnel);
- i) Les modifications découlant des chapitres 1 à 4 du Cadre conceptuel de l'information financière à usage général des entités du secteur public : il s'agit de réviser les normes IPSAS qui concernent des questions abordées dans ces chapitres,

en particulier les objectifs de l'information financière, les critères de qualité et les contraintes à respecter en la matière.

Incidence de l'entrée en vigueur des normes IPSAS 33 à 38

26. Le 30 janvier 2015, le Conseil des normes IPSAS a publié six nouvelles normes, les normes IPSAS 33 (Première application des normes IPSAS et de la comptabilité d'exercice), 34 (États financiers individuels), 35 (États financiers consolidés), 36 (Participations dans des entreprises associées et des coentreprises), 37 (Arrangements conjoints), et 38 (Information à fournir sur les participations dans d'autres entités). Ces normes s'appliqueront à compter de 2017. L'Université n'est pas concernée par la norme IPSAS 33, puisqu'elle a adopté les normes IPSAS au 1^{er} janvier 2014, soit bien avant la publication de la norme. Étant donné que l'Université n'exerce aucune activité visée par les autres normes, les incidences de leur entrée en application ne devraient pas être significatives.

27. Les présents états financiers sont accompagnés de plusieurs annexes. Les renseignements qui y figurent ne sont pas exigés par les normes IPSAS et sont simplement fournis comme complément d'information.

Note 3

Principales conventions comptables

Classement des actifs financiers

28. L'Université classe ses actifs financiers dans l'une des catégories visées ci-après au moment de leur comptabilisation initiale, puis réévalue ce classement à chaque date de clôture des comptes. Les actifs financiers sont classés essentiellement en fonction du but pour lequel ils ont été acquis.

<i>Classe</i>	<i>Types d'actifs financiers</i>
Actifs à la juste valeur avec contrepartie en résultat	Investissements dans les fonds de gestion centralisée des liquidités et le Fonds de dotation
Prêts et créances	Trésorerie et équivalents de trésorerie, produits à recevoir d'opérations avec ou sans contrepartie directe

29. Tous les actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Ceux qui entrent dans la catégorie des prêts et créances sont initialement constatés par l'Université à la date d'émission. Tous les autres actifs financiers le sont à la date de transaction, c'est-à-dire la date à laquelle l'Université devient partie aux dispositions contractuelles qui les régissent.

30. Les actifs financiers qui arrivent à échéance plus de 12 mois après la date de clôture des comptes sont portés en actifs non courants. La valeur des actifs détenus dans d'autres monnaies est convertie en dollars des États-Unis aux taux de change opérationnels de l'ONU en vigueur à la date de clôture des comptes, le montant net des gains ou pertes étant porté en excédent ou déficit dans l'état des résultats financiers.

31. Les actifs financiers à la juste valeur avec contrepartie en résultat désignent ceux qui ont été classés comme tels lors de leur comptabilisation initiale, sont détenus à des fins de transaction ou sont acquis essentiellement dans l'objectif d'une revente à court terme. Ils sont expressément désignés comme tels parce que le spécialiste des placements gère les avoirs détenus et prend les décisions d'achat ou de vente en se fondant sur la juste valeur telle que déterminée conformément aux stratégies dûment étayées de l'Université concernant la gestion des risques et les placements. Ils sont constatés à leur juste valeur à chaque date de clôture des comptes, tous gains ou pertes résultant des variations de cette valeur étant présentés dans l'état des résultats financiers de la période durant laquelle ils se produisent. Les gains ou pertes résultant des variations de la juste valeur et les produits d'intérêts et de dividendes sont portés en excédent ou en déficit comme « gains ou pertes nets sur la juste valeur des placements ».

32. Les prêts et créances désignent des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements fixes ou déterminables et d'échéances fixes, qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont initialement constatés à la juste valeur majorée des coûts de transaction, puis comptabilisés au coût amorti calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les intérêts créditeurs sont comptabilisés *pro rata temporis* selon la méthode du taux d'intérêt effectif de l'actif financier considéré.

33. Les actifs financiers sont évalués à chaque date de clôture des comptes pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation, comme par exemple une défaillance ou un retard de paiement de la contrepartie ou une réduction permanente de la valeur de l'actif. Les dépréciations sont comptabilisées dans l'état des résultats financiers de l'année durant laquelle elles se produisent.

34. Les actifs financiers sont décomptabilisés au moment de l'expiration ou de la cession des droits à des flux de trésorerie, lorsque l'Université a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la possession de ces instruments.

35. Les actifs et passifs financiers sont compensés et le solde net est porté dans l'état de la situation financière lorsque l'entité est juridiquement tenue de compenser les montants comptabilisés et a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Placements dans des fonds de gestion centralisée des liquidités

36. La Trésorerie de l'Organisation des Nations Unies investit les ressources mises en commun par les entités du Secrétariat de l'Organisation et d'autres participants dans des « fonds de gestion centralisée des liquidités ». La participation à ces fonds suppose de partager les risques et le rendement des investissements avec les autres participants. Les ressources étant combinées et investies en commun, chaque participant est exposé au risque général du portefeuille des placements à hauteur des liquidités investies.

37. Les montants investis par l'Université dans les fonds de gestion centralisée des liquidités sont comptabilisés, en fonction de l'échéance de l'investissement considéré, dans les rubriques trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme ou placements à long terme, dans l'état des résultats financiers.

Placements dans le Fonds de dotation

38. Le Fonds de dotation représente les contributions des donateurs qui sont spécifiquement conservées au bénéfice de l'Université. Les ressources du Fonds sont constamment investies pour dégager des recettes qui permettent de répondre aux besoins de l'Université pour ses activités et son fonctionnement.

39. Les montants investis par l'Université dans le Fonds de dotation sont comptabilisés, en fonction de l'échéance de l'investissement considéré, dans les rubriques Trésorerie et équivalents de trésorerie, Placements à court terme ou placements à long terme, dans l'état des résultats financiers.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

40. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les espèces en caisse et les fonds en banque, ainsi que les titres de placement à court terme à forte liquidité dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois à compter de la date d'acquisition.

*Produits à recevoir d'opérations sans contrepartie directe :
contributions à recevoir*

41. Les contributions à recevoir représentent des produits non encore encaissés au titre des contributions volontaires que les États Membres, les États non membres et d'autres donateurs s'engagent à verser à l'Université dans le cadre d'accords opposables. Il s'agit de produits à recevoir d'opérations sans contrepartie directe qui sont constatés à la valeur nominale, minorée des montants considérés irrécouvrables, qui sont comptabilisés sous forme de provision pour créances douteuses.

42. La provision pour créances douteuses est calculée de la même façon pour les contributions volontaires à recevoir que pour les autres créances.

*Produits à recevoir d'opérations avec contrepartie directe :
créances diverses*

43. Les créances diverses comprennent essentiellement les sommes à recevoir pour les biens ou services fournis à d'autres entités, les sommes à recevoir au titre des contrats de location simple et les sommes à recevoir du personnel. Les créances sur d'autres entités des Nations Unies présentant des états financiers entrent également dans cette catégorie. Les soldes jugés importants des créances diverses et des contributions volontaires à recevoir font l'objet d'un examen particulier et une provision pour créances douteuses est constituée en fonction de la possibilité de les recouvrer et de leur ancienneté.

Autres éléments d'actif

44. Les autres éléments d'actif comprennent les avances sur les indemnités pour frais d'études et les charges payées d'avance qui sont portées à l'actif jusqu'à la livraison des biens ou la fourniture des services considérés par l'autre partie; après quoi, une charge est constatée.

Stocks

45. Les soldes relatifs aux stocks sont comptabilisés dans les actifs à court terme selon les catégories suivantes :

<i>Catégorie</i>	<i>Sous-catégorie</i>
Biens destinés à la vente ou à la distribution	Ouvrages et publications

46. Les stocks de l'Université sont les biens destinés à la vente ou à la distribution.

47. Le coût des stocks est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré. Il comprend le prix d'acquisition majoré de tous les autres coûts imputables au transfert du bien jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état. Les stocks acquis dans le cadre d'opérations sans contrepartie directe, c'est-à-dire les dons, sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Les stocks destinés à la vente sont évalués au plus faible du coût ou de la valeur nette de réalisation. Ceux destinés à être distribués pour un coût nul ou symbolique ou pour être consommés dans la production de biens ou services sont évalués au plus faible du coût d'acquisition ou du coût de remplacement.

48. La valeur comptable des stocks est passée en charge lorsqu'ils sont vendus, échangés, distribués ou consommés par l'Université. La valeur nette de réalisation correspond au montant net attendu de la vente de stocks dans le cours normal des activités. Le coût de remplacement correspond au montant estimatif à engager pour acquérir le bien considéré.

49. Les stocks sont soumis à des vérifications physiques en fonction de la valeur ou du risque que l'administration leur attribue. Leur valeur est estimée en déduisant les dépréciations opérées entre le coût et le coût de remplacement ou la valeur nette de réalisation, qui sont comptabilisées dans l'état des résultats financiers.

Biens patrimoniaux

50. Les biens patrimoniaux ne sont pas comptabilisés dans les états financiers mais signalés dans les notes explicatives qui accompagnent ces derniers lorsqu'ils sont importants.

Immobilisations corporelles

51. Les immobilisations corporelles sont classées dans différents groupes analogues selon leur nature, leur fonction, leur durée d'utilité et leurs méthodes d'évaluation, à savoir les suivants : véhicules; bâtiments temporaires; matériel de communication et matériel informatique; matériel et outillage; mobilier et agencements; biens immobiliers (bâtiments, infrastructures et immobilisations en cours de construction). Les immobilisations corporelles sont comptabilisées comme suit :

a) Toutes les immobilisations corporelles autres que les biens immobiliers sont constatées au coût historique minoré des montants cumulés des amortissements et des moins-values. Le coût historique comprend le prix d'acquisition, tous les coûts imputables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état, et l'estimation initiale des frais de démantèlement de l'actif et de remise en état du site;

b) Faute d'informations sur le coût historique, les actifs immobiliers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur selon la méthode du coût de remplacement net d'amortissement. Des coûts de référence par quantité de référence ont été calculés en collectant des données sur les coûts de construction, en utilisant les données internes sur les coûts (lorsqu'il en existe) ou en recourant à des estimateurs de coûts externes pour chaque catalogue de biens immobiliers. Les coûts de référence par quantité de référence ajustés du facteur de variation des prix, du facteur de taille et du facteur d'emplacement servent à estimer la valeur des biens immobiliers et à déterminer le coût de remplacement;

c) Pour les immobilisations corporelles acquises à un coût nul ou symbolique, y compris les dons, la juste valeur à la date d'acquisition est considérée comme étant le coût d'acquisition;

d) Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif lorsque leur coût est supérieur ou égal au seuil de 5 000 dollars par unité, ou à 100 000 dollars par unité dans le cas des améliorations locatives et des travaux pour compte propre.

52. L'amortissement des immobilisations corporelles est constaté sur la durée d'utilité estimative selon la méthode linéaire, à hauteur de la valeur résiduelle, sauf pour les terrains et les immobilisations en cours, qui ne sont pas amortis. L'amortissement d'une immobilisation corporelle comprenant des composants dont les durées d'utilité sont différentes est comptabilisé composant par composant. L'amortissement commence à être appliqué au cours du mois durant lequel l'Université prend le contrôle du bien au sens des termes commerciaux internationaux et cesse au cours du mois durant lequel la cession de l'immobilisation intervient. Compte tenu de l'utilisation attendue des immobilisations corporelles, la valeur résiduelle est considérée comme nulle, à moins qu'elle puisse être encore suffisamment importante. La durée d'utilité estimative des différentes catégories d'immobilisation corporelle est indiquée ci-dessous :

Catégorie	Sous-catégorie	Durée d'utilité
Matériel de communication et matériel informatique	Matériel informatique	4 ans
	Matériel de communications et matériel audiovisuel	7 ans
Véhicules	Véhicules légers	6 ans
	Véhicules lourds et véhicules de soutien génie	12 ans
	Véhicules spécialisés, remorques et attelages	6 à 12 ans
Matériel et outillage	Matériel léger du génie et matériel léger de construction	5 ans
	Matériel médical	
	Matériel de sécurité et de sûreté	
	Matériel de traitement de l'eau et de distribution du carburant	7 ans
	Matériel de transport	

<i>Catégorie</i>	<i>Sous-catégorie</i>	<i>Durée d'utilité</i>
Mobilier et agencements	Matériel d'hébergement et de réfrigération	6 ans
	Matériel lourd du génie et matériel lourd de construction	12 ans
	Matériel d'impression et de publication	20 ans
	Bibliothèque : ouvrages de référence	3 ans
	Matériel de bureau	4 ans
	Agencements et aménagements	7 ans
Bâtiments	Mobilier	10 ans
	Bâtiments – structures temporaires et mobiles	7 ans
	Bâtiments – structures permanentes	Jusqu'à 50 ans
	Contrats de location-financement et droits d'usage cédés sans contrepartie	Durée de l'arrangement ou durée d'utilité du bâtiment si elle est plus courte
Améliorations locatives	Agencements, aménagements et petits travaux de construction	Durée du bail ou 5 ans si cette durée est plus courte

53. Lorsque des immobilisations corporelles maintenues en service conservent une valeur au coût d'acquisition qui reste importante, des ajustements sont comptabilisés dans les états financiers au titre des amortissements cumulés pour tenir compte d'une valeur résiduelle de 10 % du coût historique, lorsqu'une analyse des catégories et des durées d'utilité des actifs amortis a révélé que la majorité de ces biens avaient une durée d'utilité relativement courte n'excédant pas 10 ans.

54. L'Université a retenu le modèle du coût pour évaluer les immobilisations corporelles lors de leur comptabilisation initiale, au lieu du modèle de la réévaluation. Les coûts engagés après l'acquisition initiale sont portés en charges uniquement lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs ou un potentiel de service associé au bien considéré en découleront pour l'Université et que les coûts ultérieurs excéderont le seuil de comptabilisation initiale. Les frais de réparation et d'entretien sont portés en charges dans l'état des résultats financiers de l'année durant laquelle ils sont engagés.

55. Des plus-values/moins-values sur cession ou transfert d'immobilisations corporelles surviennent lorsque les produits des cessions ou des transferts diffèrent de la valeur comptable de l'immobilisation considérée. Ces plus-values/moins-values sont comptabilisées dans l'état des résultats financiers comme charges diverses ou produits divers.

56. Un test de dépréciation est effectué lors de l'inventaire physique annuel et lorsque, du fait d'événements ou de changements de circonstances, la valeur nette comptable semble ne pas être recouvrable.

57. Les terrains, bâtiments et infrastructures dont la valeur comptable nette en fin d'année excède 100 000 dollars par unité sont soumis à un test de dépréciation à chaque date de clôture. Le seuil équivalent pour les autres immobilisations

corporelles (à l'exclusion des immobilisations en cours de construction et des améliorations locatives) est fixé à 5 000 dollars par unité.

Immobilisations incorporelles

58. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût, minoré du montant cumulé des amortissements et moins-values. Pour celles qui ont été acquises à un coût nul ou symbolique, y compris les dons, la juste valeur à la date d'acquisition est considérée comme en étant le coût d'acquisition. Le seuil d'immobilisation est fixé à 100 000 dollars par unité pour les actifs incorporels mis au point en interne et à 5 000 dollars par unité pour ceux acquis à l'extérieur.

59. Le coût des licences d'utilisation des logiciels achetés dans le commerce est porté à l'actif en tenant compte des frais engagés pour acquérir et mettre en service ces logiciels. Les coûts directement associés au développement des logiciels destinés à l'Université sont comptabilisés comme immobilisations incorporelles. Ces coûts directs comprennent les dépenses de personnel afférentes aux fonctionnaires qui ont pris part à l'élaboration des logiciels, les dépenses au titre des services de consultants ainsi que la part des frais généraux pertinents. L'amortissement des immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est bien déterminée est constaté selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimative. Il commence au cours du mois d'acquisition ou lorsque l'immobilisation considérée devient opérationnelle. La durée d'utilité des principales catégories d'immobilisations incorporelles a été estimée comme suit :

<i>Catégorie</i>	<i>Durée d'utilité estimative</i>
Logiciels acquis à l'extérieur	De 3 à 10 ans
Logiciels conçus en interne	De 3 à 10 ans
Licences et droits	De 2 à 6 ans (durée de la licence ou du droit)
Droits d'auteur	De 3 à 10 ans
Immobilisations incorporelles en développement	Pas d'amortissement

60. Les immobilisations incorporelles sont soumises à des tests de dépréciation annuels lorsqu'elles sont en développement ou lorsqu'elles ont une durée d'utilité indéfinie. Sinon, ces tests ne sont pratiqués que lorsque des éléments indiquant une dépréciation ont été mis en évidence.

Classement des passifs financiers

61. Les passifs financiers sont classés dans la catégorie des autres passifs financiers. Ils comprennent les dettes, les transferts à payer, les fonds non dépensés détenus aux fins de futurs remboursements et autres éléments de passif tels que les soldes dus à d'autres organismes des Nations Unies publiant des états financiers. Les passifs financiers ainsi classés sont initialement constatés à la juste valeur puis comptabilisés au coût amorti. Ceux contractés pour une durée inférieure à 12 mois sont comptabilisés à leur valeur nominale. L'Université réévalue le classement des passifs financiers à chaque date de clôture et cesse de comptabiliser ces éléments

lorsque ses obligations contractuelles sont éteintes, ont été levées ou annulées, ou ont expiré.

Dettes et charges à payer

62. Les dettes et charges à payer se rapportent à l'achat de biens et services reçus mais non réglés à la date de clôture. Elles sont constatées au montant facturé minoré des remises consenties à la date de clôture. Les dettes sont constatées puis évaluées à leur valeur nominale car elles doivent généralement être réglées dans les 12 mois.

Encaissements par anticipation et autres éléments de passif

63. Les encaissements par anticipation et autres éléments de passif comprennent les paiements reçus d'avance au titre d'opérations avec contrepartie directe, les passifs liés aux dispositifs de financement conditionnel et d'autres produits comptabilisés d'avance.

Contrats de location : l'Université est le preneur

64. Les contrats de location d'actifs corporels qui transfèrent à l'Université la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété constituent des contrats de location-financement. Ils sont initialement comptabilisés à l'actif et au passif, à la plus faible de la juste valeur du bien loué ou de la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location. Les loyers, nets des frais financiers, sont inscrits au passif dans l'état de la situation financière. Les biens acquis en vertu de contrats de location-financement sont amortis conformément aux conventions appliquées aux immobilisations corporelles. L'élément intérêts des paiements au titre de la location est comptabilisé en charges dans l'état des résultats financiers selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée du bail.

65. Les contrats de location qui ne transfèrent pas à l'Université la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété constituent des contrats de location simple. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges dans l'état des résultats financiers selon la méthode linéaire sur la durée du bail.

Droits d'usage cédés sans contrepartie

66. L'Université occupe des terrains et bâtiments et utilise des infrastructures, du matériel et de l'outillage dans le cadre d'accords de cession de droits d'usage conclus essentiellement avec les gouvernements des pays hôtes pour un coût nul ou symbolique. Selon la durée de l'accord considéré, et les clauses de transfert du contrôle et clauses de résiliation figurant dans le contrat, ces droits d'usage cédés sans contrepartie peuvent être assimilés à des contrats de location simple ou à des contrats de location-financement.

67. Dans le cas d'un contrat de location simple, un montant égal au montant annuel du loyer de locaux analogues sur le marché est comptabilisé comme charge et comme produit dans les états financiers. Dans le cas des contrats du type location-financement (dont la durée supérieure à 35 ans concerne des locaux, essentiellement), la juste valeur marchande du bien considéré est portée à l'actif et amortie sur la plus courte de la durée d'utilité du bien ou la durée du bail. Lorsque le bien est transféré sous certaines conditions, un montant égal à la juste valeur marchande de l'ensemble du bien ou de la part qu'y occupe l'Université est constaté d'avance; passé progressivement en produits, ce montant contrebalance

l'amortissement comptabilisé. Lorsque le bien est transféré sans conditions particulières, un produit est constaté pour le même montant dès la prise de contrôle des locaux.

68. Les accords de cession à long terme de droits d'usage de bâtiments et de terrains sont comptabilisés comme contrats de location simple s'ils ne confèrent pas à l'Université le contrôle exclusif des bâtiments ou le titre de propriété des terrains.

69. Le seuil de comptabilisation des produits et charges au titre des droits d'usage cédés sans contrepartie représente une valeur locative annuelle équivalant à 5 000 dollars dans le cas des locaux et à 5 000 dollars par unité dans celui du matériel et de l'outillage.

Avantages du personnel

70. Le terme « personnel » désigne les fonctionnaires, au sens de l'Article 97 de la Charte des Nations Unies, dont l'emploi et la relation contractuelle sont définis par une lettre de nomination conformément aux règles fixées par l'Assemblée générale en application du paragraphe 1 de l'Article 101 de la Charte. Le terme désigne également certains vacataires employés par l'Université. Les avantages du personnel se décomposent en avantages à court terme, avantages à long terme, avantages postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de contrat de travail.

Avantages à court terme

71. Les avantages à court terme désignent les avantages (autres que les indemnités de fin de contrat de travail) payables dans les 12 mois qui suivent la fin de l'année durant laquelle les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils comprennent les prestations liées à une première ou une nouvelle affectation (primes d'affectation), les prestations périodiques journalières, hebdomadaires ou mensuelles (traitements, prestations et avantages), les absences rémunérées (congrès-maladie, congé de maternité ou de paternité) et d'autres avantages à court terme (capital décès, indemnité pour frais d'études, remboursement d'impôts et congé dans les foyers) accordés au personnel employé durant la période considérée, en fonction des services rendus. Tous les avantages qui sont acquis mais n'ont pas encore été payés sont comptabilisés parmi les passifs courants dans l'état de la situation financière.

Avantages postérieurs à l'emploi

72. Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent l'assurance maladie après la cessation de service, les prestations liées au rapatriement à la cessation de service et le régime de retraite de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Régimes de prévoyance à prestations définies

73. Les prestations suivantes sont comptabilisées au titre des régimes de prévoyance à prestations définies : l'assurance maladie après la cessation de service, les prestations liées au rapatriement (avantages postérieurs à l'emploi) et les jours de congé accumulés qui sont convertis en versement compensatoire au moment de la cessation de service (autres avantages à long terme). Les régimes de prévoyance à prestations définies désignent les régimes dans lesquels les risques actuariels incombent à l'Université du fait qu'elle est tenue de servir les prestations

convenues. Le passif lié aux régimes de prévoyance à prestations définies est évalué à la valeur actuelle des engagements afférents à ces prestations. Les variations du passif, sauf celles dues aux gains et pertes actuariels, sont comptabilisées dans l'état des résultats financiers de la période où elles se produisent. L'Université a choisi de constater directement dans l'état des variations de l'actif net les variations du passif lié aux régimes de prévoyance à prestations définies qui sont dues aux gains et pertes actuariels. À la date de clôture des comptes, l'Université ne détenait aucun des actifs de régime définis par la norme IPSAS 25 (Avantages du personnel).

74. Les engagements au titre des prestations définies sont calculés par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Leur valeur actuelle est déterminée par actualisation du montant estimatif des futurs paiements en retenant le taux d'intérêt d'obligations de sociétés de premier rang ayant des échéances proches de celles des paiements prévus par les différents régimes.

75. L'assurance maladie après la cessation de service offre une couverture mondiale des frais médicaux engagés par les anciens fonctionnaires et les personnes à leur charge. À la cessation de service, les fonctionnaires et les personnes à leur charge peuvent choisir de s'affilier à un plan d'assurance maladie à prestations définies des Nations Unies à condition de remplir certaines conditions, dont 10 ans d'affiliation à un plan d'assurance maladie des Nations Unies pour les fonctionnaires recrutés après le 1^{er} juillet 2007 et cinq ans d'affiliation pour ceux recrutés avant cette date. Les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service représentent la valeur actuelle de la part revenant à l'Université dans les frais d'assurance maladie des retraités et les droits à prestation acquis par les fonctionnaires en activité. Leur évaluation consiste notamment à prendre en compte les primes de tous les participants pour calculer les engagements résiduels à la charge de l'Université. Les primes payées par les retraités sont déduites du montant brut des engagements, de même qu'une partie des primes des fonctionnaires en activité, pour parvenir au montant de ces engagements résiduels, conformément aux ratios de partage des coûts approuvés par l'Assemblée générale (résolutions 38/235, 1095 A (XI) et 41/209).

76. Prestations liées au rapatriement : à la cessation de service, les fonctionnaires qui remplissent certaines conditions, dont celle de résider en dehors de leur pays de nationalité au moment où ils cessent leurs fonctions, ont droit à une prime de rapatriement dont le montant est fonction de l'ancienneté, ainsi qu'au remboursement des frais de voyage et de déménagement. Un passif est constaté à partir du moment où le fonctionnaire commence à travailler pour l'Université et il est évalué à la valeur actuelle du montant estimatif des engagements nécessaires pour régler ces prestations.

77. Congés annuels : les engagements au titre des congés annuels représentent les jours de congé payés que les fonctionnaires n'ont pas pris et dont on prévoit qu'ils donneront lieu à un versement compensatoire à leur cessation de service à l'Université. L'Organisation des Nations Unies comptabilise au passif la valeur actuarielle totale des reliquats de congés payés de tous les fonctionnaires, jusqu'à concurrence de 60 jours (18 pour le personnel temporaire), à la date de l'état de la situation financière. Les engagements au titre des congés annuels sont calculés en appliquant le principe du dernier arrivé premier sorti selon lequel les fonctionnaires prennent d'abord les jours de congé auxquels ils ont droit pendant l'exercice avant d'utiliser les jours accumulés pendant les exercices précédents. En fait, les jours de congé accumulés sont pris plus de 12 mois après la fin de l'exercice pendant lequel

ils ont été acquis, et globalement, le nombre de jours de congé accumulés augmente, laissant prévoir que des reliquats de congé donneront lieu à des versements compensatoires lors de la cessation de service des fonctionnaires, qui constituent le véritable passif de l'Université. Les prestations liées aux jours de congé accumulés correspondant à la sortie de ressources économiques de l'Université à la cessation de service sont donc comptabilisées en autres avantages à long terme. On notera que la part des jours de congé accumulés dont on s'attend à ce qu'ils donnent lieu à versement compensatoire dans les 12 mois suivant la date de clôture est considérée comme un passif courant. Conformément à la norme IPSAS 25 (Avantages du personnel), les autres avantages à long terme doivent être évalués de la même façon que les avantages postérieurs à l'emploi, par conséquent l'Université évalue ses engagements au titre des jours de congé accumulés de la même façon qu'un avantage postérieur à l'emploi relevant d'un régime de prévoyance à prestations définies, qui est calculé sur la base d'évaluations actuarielles.

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

78. L'Université est affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale pour servir des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. Le régime de la Caisse des pensions est un régime multiemployeurs à prestations définies financé par capitalisation. Selon l'article 3 b) de son statut, peuvent s'affilier à la Caisse les institutions spécialisées des Nations Unies et les autres organisations ou organismes internationaux ou intergouvernementaux qui appliquent le régime commun des traitements, prestations et autres conditions d'emploi des Nations Unies et des institutions spécialisées. Le régime expose chacune des organisations affiliées à la Caisse aux risques actuariels afférents aux fonctionnaires et anciens fonctionnaires des autres organisations affiliées, ce qui fait qu'il n'existe pas de base cohérente et fiable pour imputer à telle ou telle organisation la part qui lui revient des obligations, des actifs et des charges du régime. De même que les autres organisations affiliées, l'Université n'est pas en mesure de déterminer sa part des engagements au titre des prestations définies, des actifs du régime des pensions et des coûts y associés avec un degré de fiabilité suffisant pour que ces éléments puissent être comptabilisés, si bien qu'elle applique à ce régime le même traitement comptable que s'il s'agissait d'un régime à cotisations définies, comme le prévoit la norme IPSAS 25. Les cotisations versées par l'Université pendant l'année financière sont portées en charges au titre des avantages du personnel dans l'état des résultats financiers.

Indemnités de fin de contrat de travail

79. Les indemnités de fin de contrat de travail ne sont comptabilisées en charges que lorsque l'Université est manifestement tenue, en vertu d'un plan explicite détaillé et sans possibilité réelle de s'y soustraire, soit de mettre fin à l'emploi d'un fonctionnaire avant la date normale de départ à la retraite, soit d'accorder des prestations de fin d'emploi à titre d'incitation à un départ volontaire. Les indemnités dues dans les 12 mois sont constatées au montant qu'il est prévu de verser. Pour celles qui sont dues plus de 12 mois après la date de clôture, le montant des engagements est actualisé dès lors que cette actualisation a un effet significatif.

Autres avantages à long terme du personnel

80. Les autres avantages à long terme désignent les prestations ou la part des prestations qui ne sont pas dues dans les 12 mois suivant la fin de la période pendant laquelle les membres du personnel ont rendu les services ouvrant droit à ces avantages. Les jours de congé accumulés sont un exemple d'autres avantages à long terme.

81. Indemnisations prévues à l'appendice D du Règlement du personnel : l'appendice D régit l'indemnisation en cas de décès, d'accident ou de maladie imputable à l'exercice de fonctions officielles pour le compte de l'Organisation des Nations Unies. La valeur de ces engagements est calculée par des actuaires et les variations du passif correspondant sont comptabilisées dans l'état des résultats financiers.

Provisions

82. Les provisions sont des passifs comptabilisés au titre de dépenses futures dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision est constatée dès lors que, par suite d'un événement passé, l'Université a une obligation actuelle (juridique ou implicite) dont le montant peut être estimé de manière fiable et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation. La provision correspond à l'estimation la plus fiable du montant nécessaire pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture des comptes. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, la provision correspond à la valeur actuelle du montant à acquitter pour éteindre l'obligation.

Passifs éventuels

83. Un passif éventuel désigne soit une obligation potentielle qui résulte d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui sont partiellement indépendants de la volonté de l'Université, soit une obligation actuelle résultant d'événements passés, qui n'est pas comptabilisée car il est improbable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service sera nécessaire pour l'éteindre ou parce que son montant ne peut pas être déterminé de façon suffisamment fiable. Les provisions et les passifs éventuels sont évalués en permanence afin de déterminer si la probabilité d'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service augmente ou diminue. Si cette probabilité augmente, une provision est constatée dans les états financiers de l'année au cours de laquelle ce changement se produit. De même, lorsqu'il devient moins probable qu'une telle sortie de ressources sera nécessaire, un passif éventuel est signalé dans les notes explicatives qui accompagnent les états financiers.

Actifs éventuels

84. Un actif éventuel est un actif potentiel qui résulte d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou de plusieurs événements futurs incertains partiellement indépendants de la volonté de l'Université. Les actifs éventuels sont signalés dans les notes lorsqu'il est fort probable que des avantages économiques en découleront pour l'Université.

Engagements

85. Les engagements désignent des charges futures que l'Université est tenue de supporter en vertu de contrats déjà conclus à la date de clôture et qu'elle n'a guère la possibilité d'éviter dans le cours normal de son activité. Ils comprennent les engagements en capital (montant des contrats d'acquisition d'immobilisation ni payé ni exigible à la date de clôture), les paiements à effectuer au titre de contrats de fourniture de biens et services à l'Université lors d'années à venir, les paiements minimaux à effectuer au titre de baux non résiliables et autres engagements au titre de contrats non résiliables.

Produits d'opérations sans contrepartie directe : contributions volontaires

86. Les contributions volontaires et autres transferts qui sont étayés par un accord juridiquement contraignant sont comptabilisés en produits au moment où l'accord prend effet, c'est-à-dire le moment à partir duquel l'Université est réputée avoir acquis le contrôle de l'actif, à moins que les ressources soient versées sous certaines conditions, auquel cas la comptabilisation n'intervient que lorsque ces conditions sont satisfaites.

87. Les annonces de contributions volontaires et autres promesses de dons sont comptabilisées en produits au moment où l'arrangement devient contraignant.

88. Les fonds inutilisés remboursés aux donateurs sont soustraits des produits. Le produit reçu au titre d'arrangements interorganisations représente les allocations versées par des organismes qui souhaitent que l'Université administre des projets ou autres programmes pour leur compte.

89. Les contributions en nature sous forme de biens, d'une valeur supérieure au seuil de comptabilisation, soit 5 000 dollars par contribution, sont comptabilisées à l'actif et en produits dès lors qu'il est probable que des avantages économiques ou un potentiel de service en découleront pour l'Université et que leur juste valeur peut être mesurée avec fiabilité. Les contributions en nature sont initialement constatées à leur juste valeur à la date de réception, calculée par référence aux valeurs du marché observables ou sur la base d'évaluations indépendantes. L'Université a choisi de ne pas comptabiliser les contributions en nature lorsqu'il s'agit de services; elle signale cependant dans les notes relatives aux états financiers celles dont la valeur excède le seuil de 5 000 dollars.

Produits d'opérations avec contrepartie directe

90. Les opérations avec contrepartie directe sont des opérations dans le cadre desquelles l'Université vend des biens ou des services. Leur produit correspond à la juste valeur des contreparties reçues ou à recevoir pour la vente des biens et des services. Il est comptabilisé dès lors qu'il peut être évalué de façon fiable, que l'entrée de ressources représentatives d'avantages économiques est probable et qu'il satisfait à certaines conditions.

a) Le produit de la vente de publications et de livres, ainsi que des redevances, est comptabilisé lorsque la vente a lieu et les risques et avantages ont été transférés;

b) Le produit des commissions et des honoraires liés aux services d'achat, aux services de formation, aux services techniques, administratifs et autres services

rendus aux gouvernements, aux organismes des Nations Unies et à d'autres partenaires est comptabilisé lorsque le service est fourni;

c) Les recettes provenant des frais d'inscription représentent les droits acquittés par les étudiants de troisième cycle inscrits à l'Université;

d) Les produits d'opérations avec contrepartie directe comprennent également les loyers perçus, le produit de la vente de matériel usagé ou excédentaire, les cotisations des adhérents et les gains nets résultant d'ajustements de change.

Produit des placements

91. Le produit des placements est porté en gains ou pertes nets sur la juste valeur des placements dans l'état de la situation financière. Il comprend la part revenant à l'Université dans les revenus des placements des fonds de gestion centralisée des liquidités, et les produits d'intérêts et de dividendes perçus sur les placements du Fonds de dotation. Les recettes nettes des fonds de gestion centralisée des liquidités et du Fonds de dotation comprennent les plus-values et moins-values sur cession de placements – en l'occurrence, la différence entre le produit de la vente et la valeur comptable, et les profits et pertes latents sur valeurs mobilières. Les frais de transaction directement attribuables aux activités de placement sont déduits des recettes. Les recettes nettes des fonds de gestion centralisée des liquidités sont réparties au prorata entre tous les participants, en fonction de leur solde journalier, tandis que les profits et pertes latents sur valeurs mobilières sont répartis entre les participants en fonction de leur solde en fin d'année.

Charges

92. Une charge désigne une réduction des avantages économiques ou du potentiel de service au cours de l'année considérée, sous la forme de sorties ou de consommation d'actifs ou d'adjonction de passifs, ayant pour effet de réduire le montant de l'actif net; elle est constatée selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque les biens sont vendus ou les services rendus, quelles que soient les conditions de paiement.

93. Les traitements de base recouvrent les traitements, indemnités de poste et contributions du personnel se rapportant au personnel recruté sur le plan international, au personnel recruté sur le plan national et au personnel temporaire (autre que pour les réunions). Les indemnités et autres prestations comprennent les autres droits et avantages, dont les prestations de retraite et d'assurance, la prime d'affectation, la prime de rapatriement et la prime de sujétion, notamment. La rémunération et les indemnités des personnes qui n'ont pas la qualité de fonctionnaire désignent les honoraires des consultants, des entrepreneurs et des experts ad hoc.

94. Les autres charges de fonctionnement comprennent l'acquisition de biens et d'actifs incorporels dont le coût est inférieur aux seuils d'immobilisation, les coûts d'entretien, des services collectifs de distribution, des services contractuels, de la formation, des services de sécurité et des services partagés, les frais de location, les frais d'assurance, les provisions pour créances douteuses et les montants passés en charges. Les autres charges correspondent aux frais de représentation et dépenses au

titre des réceptions officielles, aux pertes de change, aux dons et aux transferts d'actifs.

95. Le coût des fournitures et consommables représente le coût des stocks utilisés et les charges afférentes aux fournitures et consommables.

Coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

96. Une coentreprise est un arrangement contractuel par lequel l'Université et une ou plusieurs autres parties entreprennent une activité économique sujette à un contrôle conjoint. Selon la norme IPSAS 8, il peut s'agir d'une entité contrôlée conjointement, d'un élément d'actif contrôlé conjointement, d'une activité contrôlée conjointement ou d'une coentreprise sur laquelle l'Université exerce une influence notable. L'Université a conclu des accords de coentreprise pour des activités financées en commun sur lesquelles elle exerce une « influence notable » aux termes de l'accord, c'est-à-dire qu'elle a le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle concernant les activités, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces activités.

97. Selon la norme IPSAS 8 (Participations dans des coentreprises), la participation à ces activités est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence : la participation dans une coentreprise sur laquelle l'Université exerce une influence notable est initialement enregistrée au coût et est ensuite ajustée pour prendre en compte les changements postérieurs à l'acquisition de la quote-part de l'Université dans l'actif net de la coentreprise. La part de l'excédent ou du déficit de la coentreprise revenant à l'Université est constatée dans l'état des résultats financiers et sa part des variations enregistrées directement dans l'actif net est comptabilisée dans l'état des variations de l'actif net. Cette participation est comptabilisée dans les actifs non courants sauf si l'entité a une situation déficitaire, auquel cas elle sera comptabilisée comme passif non courant.

Note 4

**Changements de conventions comptables et ajustements
sur périodes antérieures**

98. Pour les ajustements significatifs sur périodes antérieures présentés ci-dessous, lorsque l'incidence à comptabiliser renvoyait à 2014, ce sont les chiffres correspondants de 2014 qui ont été retraités au niveau de chaque rubrique. Lorsque l'incidence renvoyait à un exercice antérieur à 2014, c'est l'actif de l'exercice correspondant qui a été retraité :

a) Avant 2015, les parts des contributions volontaires qui devaient être versées ultérieurement n'étaient pas comptabilisées dans l'état de la situation financière. Depuis que les conventions comptables relatives aux produits d'opérations sans contrepartie directe ont été modifiées, les parts des contributions volontaires qui doivent être versées ultérieurement dans le cadre d'accords pluriannuels sans conditions sont comptabilisées au moment où l'accord entre en vigueur. Cette modification entraîne, pour l'état de la situation financière après retraitement pour l'année terminée le 31 décembre 2014, une augmentation de 63,92 millions de dollars des contributions volontaires non courantes à recevoir, et, dans l'état des résultats financiers, une diminution nette de 7,37 millions de dollars des produits provenant des contributions volontaires;

b) On a procédé à un ajustement de 0,15 million de dollars suite à un changement de convention comptable en ce qui concerne la comptabilisation des bourses d'études, qui sont comptabilisées à l'actif et au passif au moment de la réception des fonds, car elles ne sont plus considérées comme des produits relevant de la catégorie des contributions volontaires. Cet ajustement se traduit par une diminution des produits provenant des contributions volontaires et des frais de fonctionnement divers, et par une augmentation des encaissements par anticipation;

c) On a procédé à un reclassement de 0,17 million de dollars pour les contributions reçues au titre de cotisations, qui se traduit par une diminution des produits provenant des contributions volontaires et par une augmentation correspondante des autres produits dans l'état des résultats financiers, ainsi que par une diminution de 0,03 million de dollars des contributions volontaires courantes à recevoir et une augmentation équivalente des créances diverses dans l'état de la situation financière;

d) On a procédé à un ajustement de 0,22 million au titre du remboursement des impôts par l'Organisation, dont le montant avait été sous-estimé. Cet ajustement se traduit par une augmentation de 0,22 million de dollars des passifs courants au titre des prestations dues au personnel dans l'état de la situation financière et par une augmentation des charges de 0,22 million de dollars dans l'état des résultats financiers;

e) Un ajustement de 0,29 million a été effectué en ce qui concerne les droits d'usage des bâtiments cédés sans contrepartie. Cet ajustement se traduit par une augmentation nette des autres éléments de passif de 0,29 million de dollars et une augmentation correspondante de 0,29 million de dollars des immobilisations corporelles dans l'état de la situation financière.

Incidence nette des ajustements sur périodes antérieures

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Montants communiqués au 31 décembre 2014	Ajustements sur périodes antérieures	Montants retraités au 31 décembre 2014
État de la situation financière (extrait)			
Actif			
Contributions volontaires à recevoir (courantes)	1 740	(25)	1 715
Contributions volontaires à recevoir (non courantes)	–	63 920	63 920
Immobilisations corporelles	58 418	286	58 704
Créances diverses	1 227	25	1 252
Passif			
Encaissements par anticipation (courants)	2 686	5	2 691
Avantages du personnel (courants)	1 802	223	2 025
Autres éléments de passif (courants)	4 089	(1)	4 088
Autres éléments de passif (non courants)	52 769	287	53 056
Actif net			
Excédents cumulés	33 296	14 692	47 988
Fonds de dotation	355 735	49 000	404 735

	Montants communiqués au 31 décembre 2014	Ajustements sur périodes antérieures	Montants retraités au 31 décembre 2014
État des résultats financiers (extrait)			
Produits			
Contributions volontaires	65 684	(7 683)	58 001
Produits divers	2 358	168	2 526
Charges			
Traitements de base, indemnités et autres prestations	27 438	223	27 661
Frais de fonctionnement divers	13 164	(145)	13 019

Note 5

Information sectorielle

99. Un secteur est une activité ou un ensemble d'activités pour lesquels les informations financières sont communiquées séparément, ce qui permet d'évaluer dans quelle mesure une entité a réussi à atteindre ses objectifs dans le passé et de décider de la future allocation des ressources.

100. Les informations sectorielles sont fournies en fonction des deux composantes de l'Université qui contribuent à la réalisation des objectifs opérationnels s'inscrivant dans la mission globale de l'Université :

a) Le Centre de l'ONU fait office de siège central pour les programmes, la planification et l'administration;

b) Les instituts et les programmes mènent les travaux de recherche et d'enseignement contribuant à la réalisation des objectifs de l'Université.

101. Dans le cadre du fonctionnement normal, les opérations entre secteurs sont comptabilisées sur la base du recouvrement des coûts et sont éliminées aux fins de l'information sectorielle.

État de la situation financière au 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Note	Centre	Instituts	Éliminations ^a	31 décembre 2015
Actif					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	30 138	23 396	—	53 534
Placements	8	3 752	10 127	—	13 879
Contributions volontaires à recevoir	9	1 093	10 527	—	11 620
Créances diverses	10	321	795	—	1 116
Stocks	11	—	17	—	17
Autres éléments d'actif	12	644	124	—	768
Soldes débiteurs interfonds		6 253	25 411	(31 664)	—
Total des actifs courants		42 201	70 397	(31 664)	80 934

	Note	Centre	Instituts	Éliminations ^a	31 décembre 2015
Actifs non courants					
Placements	8	145 804	171 253	—	317 057
Contributions volontaires à recevoir	9	3 255	59 632	—	62 887
Immobilisations corporelles	14	41 270	14 882	—	56 152
Immobilisations incorporelles	15	—	192	—	192
Autres éléments d'actif	12	—	25	—	25
Total des actifs non courants		190 329	245 984	—	436 313
Total de l'actif		232 530	316 381	(31 664)	517 247
Passif					
Passifs courants					
Dettes et engagements	16	708	1 461	—	2 169
Encaissements par anticipation	17	42	484	—	526
Avantages du personnel	18	656	1 693	—	2 349
Emprunts	19	15	22	—	37
Autres éléments de passif	20	3 544	541	—	4 085
Soldes créditeurs interfonds		24 266	7 398	(31 664)	—
Total des passifs courants		29 231	11 599	(31 664)	9 166
Passifs non courants					
Encaissements par anticipation	17	—	27	—	27
Avantages du personnel	18	3 442	7 521	—	10 963
Emprunts	19	26	18	—	44
Autres éléments de passif	20	36 062	13 292	—	49 354
Quote-part des coentreprises (mise en équivalence)	29	19	45	—	64
Total des passifs non courants		39 549	20 903	—	60 452
Total du passif		68 780	32 502	(31 664)	69 618
Total net de l'actif et du passif		163 750	283 879	—	447 629
Actif net					
Excédents cumulés	21	1 613	55 885	—	57 498
Fonds de dotation	22	162 137	227 994	—	390 131
Total de l'actif net		163 750	283 879	—	447 629

^a Les éliminations, d'un montant de 31,70 millions de dollars, s'expliquent par les opérations interfonds effectuées entre le Centre de l'ONU et ses instituts et programmes.

État des résultats financiers au 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Note	Centre	Instituts	Éliminations ^a	Total
Produits					
Contributions volontaires	23	19 736	41 092	–	60 828
Produits divers	25	1 826	958	(345)	2 439
Total des produits		21 562	42 050	(345)	63 267
Charges					
Traitements de base, indemnités et autres prestations	26	6 910	16 276	(218)	22 968
Loyers, contrats de location et services collectifs de distribution	26	12 991	2 500	–	15 491
Voyages	26	910	4 510	–	5 420
Charges nettes liées aux placements	24, 26	3 092	2 977	–	6 069
Amortissement	14, 15, 26	3 720	710	–	4 430
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	26	906	4 309	(54)	5 161
Fournitures et consommables	26	617	797	(2)	1 412
Frais de fonctionnement divers	26	3 444	9 262	(71)	12 635
Charges diverses	26	655	385	–	1 040
Quote-part des déficits de coentreprises (mise en équivalence)	26, 29	2	4	–	6
Total des charges		33 247	41 730	(345)	74 632
(Déficit)/excédent pour l'année		(11 685)	320	–	(11 365)

^a Les éliminations, d'un montant de 0,30 million de dollars, s'expliquent par les services rendus entre le Centre de l'ONU et ses instituts et programmes.

Note 6

Comparaison avec le budget

102. L'état comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget présente les écarts entre les montants inscrits au budget établis selon la méthode de comptabilité de trésorerie modifiée et les montants effectifs des dépenses calculés sur une base comparable.

103. Les budgets approuvés déterminent les dépenses qu'il est permis d'engager. Le budget de l'ONU est approuvé par le Conseil de l'Université. Dans les rapports établis aux normes IPSAS, les budgets approuvés correspondent aux crédits ouverts pour chaque catégorie budgétaire en vertu des décisions du Conseil. La présentation des activités et des dépenses connexes dans l'état comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget tient compte des catégories approuvées par le Conseil, à savoir :

a) Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information : activités universitaires;

b) Traitements et autres dépenses de personnel : tableau d'effectifs et autres dépenses de personnel;

c) Frais généraux de fonctionnement : frais généraux.

104. Le budget initial correspond à la part pour 2015 des crédits que le Conseil a approuvés le 22 novembre 2013 pour l'exercice biennal 2014-2015. Les différences entre le budget initial et le budget final sont dues aux crédits révisés approuvés par le Conseil, au solde budgétaire de 2014 reporté en 2015, et à l'augmentation des dépenses afférentes à certaines activités de programme que le recteur a permis d'engager avec l'autorisation du Conseil.

Comparaison des montants effectifs et des montants inscrits au budget pour l'exercice biennal 2014-2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie du budget	Budget (pour l'exercice 2014-2015)		Montants effectifs pour l'exercice 2014-2015 (convention budgétaire)	Différence (pourcentage)
	Budget initial biennal	Budget définitif biennal		
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	47 204	77 630	50 573	-35
Traitements et autres dépenses de personnel	38 737	41 715	32 429	-22
Frais généraux de fonctionnement	21 307	23 652	19 845	-16
Total	107 248	142 997	102 847	-28

105. Quand ils sont supérieurs à 10 %, les écarts entre le montant définitif des crédits ouverts pour l'année 2015 et l'exercice biennal 2014-2015 et le montant effectif des dépenses, calculés selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée, sont considérés comme significatifs et sont expliqués ci-après.

Composante	Écarts significatifs (supérieurs à 10 %)
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	Peu de projets financés par des contributions spécifiques ont été exécutés par l'Institut des hautes études sur la viabilité étant donné qu'un certain nombre de projets en étaient encore au premier stade de leur mise en œuvre à la fin de l'année.
Traitements et autres dépenses de personnel	Le recrutement aux postes de l'Institut de recherche d'Alger pour le développement durable de l'Afrique (UNU-IRADDA) a été reporté à l'exercice 2016-2017. En outre, le recrutement à certains postes du Centre de l'UNU et des instituts a été reporté ou retardé en raison de mesures d'économie.
Frais généraux de fonctionnement	Report de la mise en place opérationnelle de l'UNU-IRADDA et mesures d'économie appliquées dans le cadre de la rénovation du siège

Rapprochement des montants effectifs, calculés sur une base comparable, et des montants figurant dans l'état des flux de trésorerie

106. Le rapprochement des montants effectifs calculés sur une base comparable, tels qu'ils figurent dans l'état comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget, et des montants effectifs figurant dans l'état des flux de trésorerie est présenté ci-dessous :

Rapprochement des montants effectifs calculés selon des conventions comparables et des montants effectifs figurant dans l'état des flux de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonctionnement	Placements	Financement	Total
Montants effectifs calculés sur une base comparable (état V)	(46 698)	(1 693)	(4)	(48 395)
Différences liées à la méthode de calcul	32 552		–	32 552
Différences relatives aux entités prises en compte	(707)	–	–	(707)
Écarts de dates	2	–	–	2
Différences de présentation	13 525	2 085	–	15 610
Montants effectifs figurant dans l'état des flux de trésorerie (état IV)	(1 326)	392	(4)	(938)

107. Les différences de conventions comptables résultent de l'établissement du budget selon la méthode de comptabilité de trésorerie modifiée. Aux fins du rapprochement des résultats de l'exécution du budget et des montants portés dans l'état des flux de trésorerie, les postes hors trésorerie (engagements non réglés, immobilisations et contributions volontaires à recevoir) sont comptabilisés comme des différences de conventions comptables.

108. Les différences relatives aux entités correspondent aux flux de trésorerie effectués (vers) ou depuis des fonds opérationnels ne relevant pas du budget de l'Université qui sont comptabilisés dans les états financiers. Ces derniers présentent les résultats de tous les groupes de fonds.

109. Des écarts de dates se produisent lorsque l'exercice budgétaire diffère de la période comptable sur laquelle portent les états financiers.

110. Les différences de présentation correspondent aux différences de structure et de systèmes de classification retenus pour établir l'état des flux de trésorerie et l'état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs; en l'occurrence, ces différences tiennent principalement au fait que les produits et les variations du solde des placements ne sont pas comptabilisés dans l'état comparatif.

Rapprochement des montants inscrits au budget et de l'état des résultats financiers

111. Le tableau ci-après présente le rapprochement des dépenses inscrites au budget, telles que comptabilisées dans l'état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs, et des dépenses totales calculées selon les normes IPSAS comptabilisées dans l'état des résultats financiers.

**Rapprochement des montants inscrits au budget et de l'état
des résultats financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2015**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Total</i>
Montants effectifs calculés sur une base comparable (état V)	48 395
Éléments d'actif supplémentaires et éléments incorporels	(1 693)
Amortissement	4 430
Accords de cession de droits d'usage sans contrepartie	13 920
Dépenses liées au fonds de dotation	843
Stocks	5
Moins-value de réévaluation	1 016
Traitements à payer et indemnités pour frais d'études payées à l'avance	1 324
Variation des engagements/différence entre les charges à payer et les engagements	(51)
Intérêts : contrats de location	(4)
Palements anticipés et créances diverses	105
Autres charges à payer	338
Éliminations interfonds	(136)
Pertes sur cession d'immobilisations corporelles	65
Créances douteuses comptabilisées en pertes	6
Charges liées aux placements	6 069
Montants effectifs inscrits dans l'état des résultats financiers (état II)	74 632

Note 7**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>31 décembre 2015</i>	<i>31 décembre 2014</i>
Fonds de gestion centralisée des liquidités (note 27)	14 197	8 800
Fonds de dotation (note 27)	24 716	25 954
Divers (note 27)	14 621	20 766
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	53 534	55 520

Note 8**Placements**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>31 décembre 2015</i>	<i>31 décembre 2014</i>
Placements à court terme		
Fonds de gestion centralisée des liquidités (note 27)	12 853	17 346
Fonds de dotation (note 27)	1 026	6 547
Total des placements à court terme	13 879	23 893

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Placements à long terme		
Fonds de gestion centralisée des liquidités (note 27)	6 092	5 441
Fonds de dotation (note 27)	310 965	322 233
Total des placements à long terme	317 057	327 674
Total des placements	330 936	351 567

Note 9

Contributions volontaires : créances sur opérations sans contrepartie directe

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2015	31 décembre 2014 (après retraitement)
Contributions volontaires courantes		
Contributions volontaires à recevoir	11 812	1 907
Dépréciation des créances douteuses : contributions volontaires	(192)	(192)
Total des contributions volontaires courantes à recevoir	11 620	1 715
Contributions volontaires non courantes à recevoir		
Contributions volontaires	62 887	63 920
Total des contributions volontaires non courantes à recevoir	62 887	63 920
Total des contributions volontaires à recevoir	74 507	65 635

112. Dans le courant de l'année, un mémorandum d'accord a été conclu avec le Gouvernement camerounais concernant le versement d'une contribution volontaire de 6,00 millions de dollars au Fonds de dotation.

Note 10

Créances diverses : créances sur opérations avec contrepartie directe

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2015	31 décembre 2014 (après retraitement)
Produits des placements	451	783
États Membres	289	318
Sommes à recevoir d'autres organismes des Nations Unies	4	8
Personnel	66	15
Autres créances sur opérations avec contrepartie directe	306	128
Total des créances diverses	1 116	1 252

Note 11**Stocks**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2015	22	96
Valeur des stocks acquis pendant la période	2	33
Total des stocks disponibles	24	129
Stocks consommés	(2)	(51)
Dépréciations et comptabilisations en pertes	(5)	(56)
Valeur totale des stocks au 31 décembre 2015	17	22

Note 12**Autres éléments d'actif**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2015	31 décembre 2014 (après reclassement)
Autres éléments d'actif courants		
Avances versées d'autres entités des Nations Unies	474	—
Sommes avancées à des non-fonctionnaires	167	235
Sommes avancées à des fonctionnaires	127	187
Total des autres éléments d'actif courants	768	422
Autres éléments d'actif non courants		
Sommes avancées à des non-fonctionnaires	25	—
Total des autres éléments d'actif non courants	25	—
Total des autres éléments d'actif	793	422

Note 13**Biens patrimoniaux**

113. Certains éléments d'actif sont classés dans la catégorie des biens patrimoniaux en raison de leur valeur culturelle, pédagogique ou historique. L'Université détient des biens patrimoniaux, à savoir des œuvres d'art, des livres et une statue, qu'elle a achetés ou reçus sous forme de dons ou de legs sur plusieurs années. Ces biens ne sont pas utilisés aux fins de la prestation de services par les instituts et programmes de l'Université. Conformément à la convention comptable de l'Université, ils ne sont donc pas pris en compte dans l'état de la situation financière. Aucun bien patrimonial n'a été reçu ou cédé en 2015.

Note 14

Immobilisations corporelles

114. Conformément à la norme IPSAS 17 (Immobilisations corporelles), les soldes d'ouverture ont été initialement comptabilisés au coût historique ou à la juste valeur au 1^{er} janvier 2014, puis évalués au coût. Le solde d'ouverture relatif aux bâtiments a été calculé au 1^{er} janvier 2014 à partir du coût de remplacement net d'amortissement et validé par des experts indépendants. L'outillage et le matériel sont évalués au coût.

115. Pendant l'année considérée, aucune immobilisation corporelle n'a été comptabilisée en pertes. À la date de clôture des comptes, l'Université n'avait décelé aucune dépréciation supplémentaire.

116. Un montant de 53,44 millions de dollars afférent aux droits d'usage cédés sans contrepartie est pris en compte dans la valeur comptable nette.

Immobilisations corporelles

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Immeubles</i>	<i>Immobilisations en cours de construction</i>	<i>Matériel et outillage</i>	<i>Véhicules</i>	<i>Matériel informatique et matériel de communication</i>	<i>Mobilier et agencements</i>	Total
Coût au 31 décembre 2014							
Charges	136 289	169	484	174	2 631	669	140 416
Ajustement sur année antérieure	(19)	–	–	–	306	61	348
Coût au 31 décembre 2014 (après retraitement)	136 270	169	484	174	2 937	730	140 764
Entrées	441	1 172	13	33	212	68	1 939
Cessions	(502)	–	–	–	(81)	(228)	(811)
Comptabilisation à l'actif	–	–	94	–	–	–	94
Reclassement	–	(94)	–	–	–	–	(94)
Coût au 31 décembre 2015	136 209	1 247	591	207	3 068	570	141 892
Amortissements cumulés au 31 décembre 2014							
Amortissements cumulés	78 879	–	394	117	2 061	547	81 998
Ajustement sur année antérieure	(305)	–	–	–	306	61	62
Amortissements cumulés au 31 décembre 2014 (après retraitement)	78 574	–	394	117	2 367	608	82 060
Dotation aux amortissements de la période	4 114	–	28	18	217	50	4 427
Amortissements sur cessions	(442)	–	–	–	(78)	(227)	(747)
Amortissements cumulés au 31 décembre 2015	82 246	–	422	135	2 506	431	85 740
Valeur comptable nette							
31 décembre 2014	57 696	169	90	57	570	122	58 704
31 décembre 2015	53 963	1 247	169	72	562	139	56 152

Note 15
Immobilisations incorporelles

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Logiciels développés en interne</i>	<i>31 décembre 2015</i>
Coût au 31 décembre 2014	—	—
Entrées	195	195
Cessions	—	—
Actifs en développement achevés	—	—
Coût au 31 décembre 2015	195	195
Amortissements cumulés au 31 décembre 2014	—	—
Amortissement	3	3
Dépréciation (biens qui n'ont pas encore été retirés)	—	—
Montant cumulé des amortissements au 31 décembre 2015	3	3
Valeur comptable nette		
31 décembre 2014	—	—
31 décembre 2015	192	192

117. Il n'y a pas eu d'immobilisations incorporelles en 2014.

Note 16
Dettes et engagements

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>31 décembre 2015</i>	<i>31 décembre 2014 (après reclassement)</i>
Dettes aux fournisseurs	130	115
Charges au titre des biens et services	1 576	1 113
Sommes à payer à d'autres organismes des Nations Unies	130	650
Autres	333	349
Total des dettes et engagements	2 169	2 227

118. On a procédé à un reclassement d'un montant de 0,17 million de dollars, de la rubrique « Divers » à la rubrique « Charges au titre des biens et services », dans la colonne comparative afin de mieux rendre compte de la nature de la dette.

Note 17**Encaissements par anticipation**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2015	31 décembre 2014 (après retraitement)
Encaissements courants par anticipation		
Contributions reçues d'avance	384	2 544
Autres encaissements par anticipation	142	147
Total des encaissements courants par anticipation	526	2 691
Encaissements non courants par anticipation		
Contributions reçues d'avance	27	62
Total des encaissements non courants par anticipation	27	62
Total des encaissements par anticipation	553	2 753

Note 18**Passifs liés aux avantages du personnel**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Évaluation actuarielle	Évaluation interne	Total 31 décembre 2015	Total 31 décembre 2014 (après retraitement)
Assurance maladie après la cessation de service	7 671	—	7 671	11 799
Prestations liées au rapatriement	2 073	255	2 328	2 811
Congé annuel	1 954	698	2 652	2 866
Total partiel, passifs liés à des prestations définies	11 698	953	12 651	17 476
Traitements à payer et autres dépenses de personnel	—	661	661	631
Total des passifs liés aux avantages du personnel	11 698	1 614	13 312	18 107

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Total 31 décembre 2015	Total 31 décembre 2014 (après retraitement)
Passifs liés aux avantages du personnel		
Passifs courants	2 349	2 025
Passifs non courants	10 963	16 082
Total	13 312	18 107

119. Les avantages postérieurs à l'emploi sont constitués conformément au Statut et au Règlement du personnel de l'ONU, et les montants des passifs correspondants sont calculés par des actuaires indépendants. Une évaluation actuarielle est habituellement effectuée tous les deux ans. L'évaluation actuarielle la plus récente a été arrêtée au 31 décembre 2015.

Évaluation actuarielle : hypothèses

120. L'Université examine et sélectionne les hypothèses et les méthodes employées par les actuaires dans l'évaluation de fin d'année pour calculer les charges et contributions afférentes aux avantages du personnel. Les principales hypothèses actuarielles ayant servi au calcul des engagements au titre des avantages du personnel au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2015 sont les suivantes :

<i>Hypothèses actuarielles</i>	<i>Assurance maladie après la cessation de service (pourcentage)</i>	<i>Prestations liées au rapatriement (pourcentage)</i>	<i>Congés annuels (pourcentage)</i>
Taux d'actualisation (au 31 décembre 2014)	4,04	3,24	3,23
Taux d'actualisation (au 31 décembre 2015)	4,37	3,77	3,56
Inflation (au 31 décembre 2014)	4,50-6,80	2,25	—
Inflation (au 31 décembre 2015)	4,00-6,40	2,25	—

121. Les taux d'actualisation reposent sur un taux composite pondéré formé de trois hypothèses de taux de rendement d'obligations : en dollars des États-Unis, en euros et en francs suisses.

122. Le coût des prestations par personne au titre des plans d'assurance maladie après la cessation de service est actualisé pour tenir compte des prestations et affiliations récemment observées. L'hypothèse retenue pour le taux de croissance des frais médicaux tient compte de l'augmentation prévue à court terme des coûts du régime d'assurance maladie après la cessation de service et de l'évolution de la conjoncture économique. Aucune évolution notable n'ayant été observée, les hypothèses concernant la croissance des frais médicaux utilisées pour l'évaluation au 31 décembre 2015, y compris les pourcentages d'augmentation prévus pour les 10 années à venir, ont été conservées pour calculer les montants à reporter. Au 31 décembre 2015, on prévoyait les taux suivants : un taux uniforme de hausse du coût des soins de santé de 4,0 % par an pour les régimes d'assurance maladie autres que ceux des États-Unis et un taux de 6,4 % pour tous les autres régimes d'assurance maladie (à l'exception de 5,9 % pour le régime Medicare des États-Unis et 4,9 % pour les régimes d'assurance dentaire des États-Unis), tombant progressivement à 4,5 % sur neuf ans.

123. Pour l'évaluation des engagements au titre des prestations liées au rapatriement arrêtée au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2015, on a retenu un taux d'inflation des frais de voyage de 2,25 %, en tenant compte des projections de l'inflation aux États-Unis sur les 10 prochaines années.

124. Pour les engagements au titre des reliquats de congés payés, l'hypothèse retenue a été celle d'une augmentation annuelle égale à 9,1 jours les trois premières années de service, à 1 jour de la quatrième à la huitième année, et à 0,1 jour chaque année par la suite, jusqu'à concurrence de 60 jours.

Variation du montant des passifs liés aux avantages du personnel comptabilisés comme des régimes à prestations définies

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Total</i>
Montant net des engagements au titre des prestations définies, au 1^{er} janvier 2015	16 579
Coût des services rendus au cours de la période	1 257
Coût financier	623
Prestations versées	(515)
Total partiel, coûts constatés dans l'état des résultats financiers	1 365
Gains actuariels directement comptabilisés dans l'état des variations de l'actif net	(6 246)
Montant net des passifs constatés au 31 décembre 2015	11 698

Analyse de sensibilité au taux d'actualisation

125. Les variations des taux d'actualisation sont dictées par la courbe d'actualisation, qui est construite à partir d'obligations de sociétés. Les marchés obligataires varient au cours de la période comptable, et cette volatilité fait sentir ses effets sur l'hypothèse relative au taux d'actualisation. Une variation d'un point de pourcentage de ce taux aurait sur les engagements les incidences indiquées ci-dessous :

Incidence du taux d'actualisation sur le montant des engagements en fin d'année

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prestations liées au rapatriement</i>	<i>Congés annuels</i>
Hausse de 1 point du taux d'actualisation	(1 259)	(192)	(141)
En pourcentage des engagements en fin d'année	(16)	(9)	(7)
Baisse de 1 point du taux d'actualisation	1 606	218	163
En pourcentage des engagements en fin d'année	21	11	8

Analyse de sensibilité à l'évolution des frais médicaux

126. La principale hypothèse utilisée dans l'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service est le taux auquel les frais médicaux devraient augmenter à l'avenir. L'analyse de sensibilité porte sur l'évolution des engagements résultant des modifications des taux de croissance de ces frais, toutes autres hypothèses restant constantes; le taux d'actualisation est la plus importante de ces hypothèses. Si le taux de croissance des frais médicaux dont on a fait l'hypothèse venait à varier d'un point de pourcentage, l'évaluation des engagements au titre des prestations définies s'établirait comme indiqué ci-dessous.

**Variation de 1 point de pourcentage du taux de croissance
des frais médicaux retenu comme hypothèse**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Hausse</i>	<i>Baisse</i>
Incidence sur les engagements au titre des prestations définies liées à l'assurance maladie après la cessation de service	1 657	(1 291)
Incidence cumulée sur le coût des services rendus et le coût financier	231	(171)

Autres éléments d'information concernant les régimes à prestations définies

127. Dans sa résolution 67/257, l'Assemblée générale a fait sienne la décision prise par la Commission de la fonction publique internationale de soutenir la recommandation du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies de relever l'âge obligatoire de départ à la retraite à 65 ans pour les nouveaux fonctionnaires, à compter du 1^{er} janvier 2014. Les actuaires ont conclu que cette mesure n'aurait pas d'incidence notable sur l'évaluation des engagements correspondants.

**Données rétrospectives – montant total des engagements
au titre de l'assurance maladie après la cessation de service,
des prestations liées au rapatriement et des congés annuels
au 31 décembre 2015**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2013 (après 2014 retraitement)	2012 (après retraitement)	2011 (après retraitement)	2010 (après retraitement)	
Valeur actuelle des engagements au titre des régimes à prestations définies	16 579	12 063	10 674	9 780	6 261

Traitements à payer et autres dépenses de personnel

128. Les autres éléments de passif comptabilisés à la date de clôture des comptes comprennent les charges à payer au titre des remboursements dus aux fonctionnaires dont le traitement est imposé, soit 0,34 million de dollars (2014 : 0,30 million de dollars après retraitement), des congés dans les foyers, soit 0,28 million de dollars (2014 : 0,33 million de dollars), et des indemnités de départ, soit 0,04 million de dollars (2014 : néant).

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

129. Les Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies disposent que le Comité mixte fait procéder par l'Actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. Dans les faits, le Comité mixte fait procéder à une évaluation actuarielle tous les deux ans selon la méthode des groupes avec entrants. Cette évaluation a essentiellement pour objectif de déterminer si les actifs actuels et le montant estimatif des actifs futurs permettront à la Caisse de faire face à ses engagements.

130. L'Université est tenue de verser des cotisations à la Caisse, au taux fixé par l'Assemblée générale (actuellement 7,90 % pour les participants et 15,80 % pour les organisations affiliées). En vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse, elle doit également lui verser sa part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut qu'un déficit ait été constaté à la date de la dernière évaluation actuarielle et que l'Assemblée générale ait invoqué les dispositions de l'article 26. Chaque organisation affiliée contribue alors au prorata des cotisations qu'elle a versées pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle.

131. L'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2013 a fait apparaître un déficit égal à 0,72 % (1,87 % dans l'évaluation actuarielle de 2012) de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension, qui signifie que le taux de cotisation théoriquement requis pour assurer l'équilibre actuariel à cette date était de 24,42 % alors que le taux de cotisation effectif était de 23,70 %. La prochaine évaluation actuarielle sera arrêtée au 31 décembre 2015. Au 31 décembre 2013, le taux de couverture des engagements, sous réserve d'un ajustement des pensions, était de 127,50 % (130,00 % dans l'évaluation arrêtée en 2011). Il était de 91,20 % (86,20 % dans l'évaluation de 2011) lorsque l'on appliquait les modalités actuelles d'ajustement des pensions.

132. Ayant examiné l'équilibre actuariel de la Caisse, l'Actuaire-conseil a conclu qu'il n'était pas nécessaire, au 31 décembre 2013, d'effectuer les versements prévus en cas de déficit à l'article 26 des Statuts de la Caisse, car la valeur actuarielle des actifs était supérieure à celle de la totalité des obligations de la Caisse. Qui plus est, la valeur du marché des actifs dépassait aussi la valeur actuarielle de tous les engagements à la date de l'évaluation. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué les dispositions de l'article 26.

133. En décembre 2012 et avril 2013, l'Assemblée générale a autorisé le relèvement à 65 ans de l'âge normal et de l'âge obligatoire de départ à la retraite pour les nouveaux participants à compter du 1^{er} janvier 2014 au plus tard. La modification correspondante des Statuts de la Caisse a été approuvée par l'Assemblée générale en décembre 2013. Le relèvement de l'âge normal de départ à la retraite a été pris en compte dans l'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2013.

134. Le Comité des commissaires aux comptes vérifie chaque année les comptes de la Caisse et en rend compte au Comité mixte. La Caisse publie des rapports trimestriels sur ses investissements, qui peuvent être consultés à l'adresse www.unjspf.org. En 2015, les contributions de l'Université à la Caisse se sont élevées à 2,28 millions dollars (2014 : 2,39 millions).

*Fonds pour le règlement des demandes d'indemnisation
au titre de l'appendice D au Règlement du personnel*

135. Le fonds consacré aux demandes d'indemnisation est utilisé pour les versements liés aux cas de décès, de blessure ou de maladie imputable à l'exercice de fonctions officielles. Les règles gouvernant les indemnisations sont énoncées dans l'appendice D au Règlement du personnel. Le fonds permet à l'Université de continuer à s'acquitter de son obligation de verser des indemnités en cas de décès, de blessure ou de maladie. Il est alimenté par un prélèvement de 0,1 % du traitement de base net, y compris l'indemnité de poste, du personnel remplissant les conditions

requis. Il permet de régler les demandes d'indemnisation présentées par le personnel au titre de l'appendice D, avec le paiement de prestations mensuelles de décès et d'invalidité et d'une indemnisation forfaitaire en cas de blessure ou de maladie, ainsi que la prise en charge des frais médicaux.

Incidence des résolutions de l'Assemblée générale sur les prestations dues au personnel

136. Le 23 décembre 2015, l'Assemblée générale a adopté la résolution 70/244, dans laquelle elle a approuvé certaines modifications des conditions de service et des prestations offertes à tous les fonctionnaires des organisations appliquant le régime commun des Nations Unies, comme le recommandait la Commission de la fonction publique internationale (CFPI). Parmi ces changements, qui ont une incidence sur le calcul d'autres passifs liés aux avantages des fonctionnaires à long terme et à la cessation de service, figurent ceux qui sont décrits ci-dessous.

Changement	Détails
Relèvement de l'âge réglementaire du départ à la retraite	L'âge réglementaire de départ à la retraite des fonctionnaires recrutés à compter du 1 ^{er} janvier 2014 est de 65 ans, contre 60 ou 62 ans pour ceux qui ont pris leurs fonctions avant cette date. L'Assemblée générale a décidé que, le 1 ^{er} janvier 2018, au plus tard, les organisations appliquant le régime commun des Nations Unies porteraient à 65 ans l'âge réglementaire de départ à la retraite des fonctionnaires recrutés avant le 1 ^{er} janvier 2014, en tenant compte des droits acquis des intéressés. Une fois mis en œuvre, ce changement devrait avoir une incidence sur le calcul des passifs liés aux avantages du personnel.
Structure des traitements unifiée	Les barèmes actuels applicables aux fonctionnaires recrutés sur le plan international (administrateurs et agents du Service mobile) prévoient des traitements différenciés en fonction des charges de famille. Le montant des contributions du personnel et de l'indemnité de poste varie en conséquence. L'Assemblée générale a approuvé un barème des traitements unifié qui mettra fin à la différence fondée sur les charges de famille. Le surplus de traitement versé aux fonctionnaires ayant des charges de famille sera remplacé par des allocations réservées aux fonctionnaires dont il est établi qu'ils ont des personnes à charge conformément au Règlement du personnel. Les barèmes révisés des contributions du personnel et de la rémunération considérée aux fins de la pension prendront effet en même temps que la structure des traitements unifiée. La mise en œuvre du barème des traitements unifié est prévue pour le 1 ^{er} janvier 2017 et n'a pas pour but d'entraîner une baisse de revenus pour les fonctionnaires. Elle devrait toutefois avoir une incidence sur le calcul et l'évaluation des prestations liées au rapatriement et du montant versé en compensation des jours de congé accumulés. Actuellement, les premières sont calculées sur la base du traitement brut et des contributions du personnel à la date de cessation de service, tandis qu'il est également tenu compte, pour le second, de l'indemnité de poste à cette même date.

<i>Changement</i>	<i>Détails</i>
Prestations liées au rapatriement	Les fonctionnaires ont droit à une prime de rapatriement à la cessation de service à condition d'avoir été en fonctions pendant au moins un an dans un lieu d'affectation ne se trouvant pas dans leur pays de nationalité. L'Assemblée générale a depuis repoussé d'un an à cinq ans la durée d'emploi requise des employés potentiels pour prétendre à la prime, en maintenant le critère d'un an pour les employés actuels. Une fois mis en œuvre, ce changement devrait avoir une incidence sur le calcul des passifs liés aux avantages du personnel.

137. À la date de clôture des comptes, les informations nécessaires concernant l'application des changements proposés n'étaient pas disponibles. L'Université n'a donc pas pu procéder à une analyse détaillée de l'incidence attendue sur les passifs liés aux avantages du personnel pour l'année financière 2015. Conformément à la norme IPSAS 1 : Présentation des états financiers, l'Université déterminera cette incidence au cours de l'année 2016 lorsque des informations de fond sur la mise en œuvre seront normalement disponibles et fera figurer les éléments concrets qui en ressortiront dans les états financiers de 2016.

Note 19

Emprunts

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>31 décembre 2015</i>	<i>31 décembre 2014</i>
Emprunts courants		
Contrats de location-financement (note 30)	37	45
Passifs liés aux contrats de location simple comptabilisés selon une méthode linéaire	—	9
Total des emprunts courants	37	54
Emprunts non courants		
Contrats de location-financement (note 30)	44	31
Passifs liés aux contrats de location simple comptabilisés selon une méthode linéaire	—	—
Total des emprunts non courants	44	31
Total des emprunts	81	85

Note 20

Autres éléments de passif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2015	31 décembre 2014 (après retraitement)
Droits d'usage de bâtiments cédés sans contrepartie (note 30)		
Droits courants	4 085	4 088
Droits non courants	49 354	53 056
Total des autres passifs	53 439	57 144

Note 21

Actifs nets : excédents/(déficits) cumulés

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonds de fonctionnement	Fonds pour les prestations dues à la cessation de service	Total 2015	Total 2014 (après retraitement)
Solde au 1^{er} janvier	65 065	(17 077)	47 988	37 904
Gains/(pertes) actuariel(le)s constaté(e)s directement dans l'actif net	—	6 246	6 246	(2 621)
Quote-part des coentreprises dans les variations constatées dans l'actif net (mise en équivalence)	25	—	25	(23)
Excédent/(déficit) pour l'année	4 875	(1 636)	3 239	(1 964)
Ajustements sur périodes antérieures	—	—	—	14 692
Solde au 31 décembre	69 965	(12 467)	57 498	47 988

Note 22

Actif net : fonds de dotation

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2015	31 décembre 2014 (après retraitement)
Capital constitué par des contributions réservées à des activités spécifiques	272 533	268 333
Excédents cumulés (contributions réservées à des activités spécifiques)	117 598	136 402
Total de l'actif net du fonds de dotation	390 131	404 735

Variation du fonds de dotation**Capital constitué par des contributions réservées à des activités spécifiques**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2015	2014
Solde au 1^{er} janvier	268 333	259 333
Apports au fonds de dotation	4 200	9 000
Solde au 31 décembre	272 533	268 333

Excédents/(déficits) cumulés – activités spécifiques

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2015	2014
Solde au 1^{er} janvier	136 402	98 175
Distribution aux fonds de fonctionnement	(15 333)	(15 391)
Excédent/(déficit) pour l'année	(3 471)	4 618
Ajustements sur périodes antérieures		49 000
Solde au 31 décembre	117 598	136 402

Note 23**Contributions volontaires : recettes d'opérations sans contrepartie directe**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2015	31 décembre 2014 (après retraitement)
Contributions financières volontaires	42 964	38 455
Contributions volontaires en nature	18 065	19 771
Total des contributions volontaires reçues	61 029	58 226
Remboursements	(201)	(225)
Montant net des contributions volontaires reçues	60 828	58 001

138. Les produits des contributions en nature représentent les droits d'usage de bâtiments et de locaux cédés sans contrepartie sur la base de leur juste valeur locative. Les contributions en nature reçues pendant l'exercice (0,11 million de dollars) sous la forme de services ne sont pas comptabilisées comme des produits et donc pas incluses plus haut dans les recettes tirées de contributions en nature.

Note 24

Produits des placements/(dépendances d'investissement) net(te)s

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Récapitulatif des produits et dépenses du fonds de gestion centralisée des liquidités		
Produits des placements	112	132
Incidence sur la juste valeur	(28)	–
Moins-values latentes	(1 720)	(1 768)
Dépenses nettes des fonds de gestion centralisée des liquidités	(1 636)	(1 636)
Récapitulatif des produits et dépenses du fonds de dotation		
Produits des placements	7 372	8 425
Plus-values réalisées sur la cession et l'arrivée à échéance des titres	14 502	25 020
Incidence sur la juste valeur	(12 816)	(4 941)
Moins-values latentes	(13 491)	(23 039)
(Dépenses)/produits net(te)s du fonds de dotation	(4 433)	5 465
Total des (dépendances d'investissement)/produits des placements net(te)s	(6 069)	3 829

Note 25

Autres produits : produits d'opérations avec contrepartie directe

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2015	31 décembre 2014 (après reclassement)
Ventes de publications et droits d'auteur	30	90
Prestations de services	600	246
Revenus locatifs	1 464	1 313
Frais de scolarité perçus	162	318
Cotisations des membres	134	168
Autres	49	391
Total des autres produits	2 439	2 526

Note 26**Charges**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2015	31 décembre 2014 (après retraitement)
Traitements de base, indemnités et autres prestations		
Coûts salariaux	17 114	20 613
Prestations de retraite	2 278	2 385
Indemnités de fin de contrat de travail et avantages postérieurs à l'emploi	1 560	1 879
Engagement et affectation	288	771
Prestations liées aux congés	286	346
Autres avantages du personnel	1 442	1 667
Total des traitements de base, indemnités et autres prestations	22 968	27 661
Loyers, contrats de location et services collectifs de distribution		
Loyers, contrats de location et services collectifs de distribution	15 491	17 430
Total des loyers, contrats de location et services collectifs de distribution	15 491	17 430
Voyages		
Voyages	5 420	5 190
Total des voyages	5 420	5 190
Dépenses d'investissement (montant net)		
Dépenses d'investissement (montant net)	6 069	—
Total des dépenses d'investissement (montant net)	6 069	—
Amortissement		
Amortissement	4 427	4 400
Amortissement	3	—
Total de l'amortissement	4 430	4 400
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire		
Services de vacataires	5 161	4 195
Total des rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	5 161	4 195
Fournitures et consommables		
Matériel informatique et matériel de communications	454	398
Matériel	468	383

	31 décembre 2015	31 décembre 2014 (après retraitement)
Fournitures informatiques et maintenance des logiciels	326	255
Fournitures de bureau	116	226
Autres consommables	48	31
Total des fournitures et consommables	1 412	1 293
Autres frais de fonctionnement		
Services rendus par des sociétés	4 532	3 889
Frais de formation	2 855	3 224
Frais d'entretien	1 401	1 899
Services spécialisés	1 547	1 845
Bureau des communications	1 549	1 547
Assurances/garanties	306	288
Charges liées au recrutement	95	155
Sécurité	80	82
Fret	59	28
Créances douteuses comptabilisées en pertes	6	—
Charges diverses	205	62
Total des autres frais de fonctionnement	12 635	13 019
Autres charges		
Pertes de change	1 016	2 423
Frais de représentation	19	17
Dépréciation des stocks	5	56
Total des autres charges	1 040	2 496
Quote-part des déficits de coentreprises (mise en équivalence)	6	2
Total des charges	74 632	75 686

Note 27

Instruments financiers, gestion du risque financier et fonds de gestion centralisée des liquidités

139. Les catégories d'instruments financiers détenus par l'UNU sont indiquées dans le tableau suivant.

Instruments financiers

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2015	31 décembre 2014 (après retraitement)
Juste valeur avec contrepartie en résultat		
Placements à court terme – fonds principal de gestion centralisée des liquidités	9 080	6 164
Placements à court terme – fonds de gestion centralisée des liquidités en euros	3 773	11 182
Placements à court terme – Fonds de dotation	1 026	6 547
Total des placements à court terme	13 879	23 893
Placements à long terme – fonds principal de gestion centralisée des liquidités	6 092	5 441
Placements à court terme – Fonds de dotation	310 965	322 233
Total des placements à long terme	317 057	327 674
Total des actifs à la juste valeur avec contrepartie en résultat	330 936	351 567
Prêts et créances		
Trésorerie et équivalents de trésorerie – fonds principal de gestion centralisée des liquidités	2 945	3 180
Trésorerie et équivalents de trésorerie – fonds de gestion centralisée des liquidités en euros	11 252	5 620
Trésorerie et équivalents de trésorerie – Fonds de dotation	24 716	25 954
Trésorerie et équivalents de trésorerie – autres	14 621	20 766
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	53 534	55 520
Créances à court terme – contributions volontaires à recevoir	11 620	1 715
Créances à court terme – créances diverses	1 116	1 252
Créances à long terme – contributions volontaires à recevoir	62 887	63 920
Total des prêts et créances	129 157	122 407
Valeur comptable totale des actifs financiers	460 093	473 974
Dont :		
Actifs financiers détenus dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités	18 117	14 785
Actifs financiers détenus dans le fonds de gestion centralisée des liquidités en euros	15 025	16 802
Actifs financiers détenus dans le Fonds de dotation	336 708	354 734
Passifs financiers au coût amorti		
Dettes et charges à payer	2 169	2 227
Valeur comptable totale des passifs financiers	2 169	2 227

	31 décembre 2015 (après retraitement)	31 décembre 2014
État récapitulatif des recettes nettes provenant des actifs financiers		
Charges nettes des fonds de gestion centralisée des liquidités	(1 636)	(1 636)
Recettes/(charges) nettes du Fonds de dotation	(4 433)	5 465
Total des (charges)/recettes nettes au titre des actifs financiers	(6 069)	3 829

140. En raison principalement de ses placements dans les fonds de gestion centralisée des liquidités et le Fonds de dotation, l'Université est exposée aux risques financiers suivants :

- a) Risque de crédit;
- b) Risque d'illiquidité;
- c) Risque de marché, notamment le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de prix.

141. 139. La présente note et la note 28 (Instruments financiers : Fonds de dotation) ci-après contiennent des informations sur l'exposition de l'Université à ces risques, sur les objectifs, règles et pratiques concernant la mesure et la gestion du risque et sur la gestion du capital.

Gestion du risque financier : cadre de gestion du risque

142. La gestion des placements est centralisée au Siège de l'ONU, et l'Université n'est pas autorisée en temps normal à effectuer des placements. Les méthodes de gestion des risques appliquées par l'Université des Nations Unies sont conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU ainsi qu'aux directives de l'ONU pour la gestion des placements. Une dérogation exceptionnelle peut être accordée à l'Université lorsque la situation justifie que des placements soient effectués localement dans le cadre de paramètres précis et dans le respect des Directives pour la gestion des placements.

143. La Trésorerie de l'ONU est chargée de gérer les placements et les risques pour les fonds de gestion centralisée des liquidités et de procéder aux placements conformément aux Directives.

144. L'objectif est de préserver le capital et de veiller à ce qu'il y ait suffisamment de liquidités pour couvrir les besoins opérationnels tout en obtenant un taux de rendement concurrentiel pour chaque fonds. La priorité est donnée à la qualité, à la sécurité et à la liquidité des placements par rapport au taux de rendement.

145. Un Comité des placements évalue périodiquement le rendement des placements et le degré de conformité avec les Directives et formule des recommandations quant aux changements à apporter à ces dernières.

Gestion du risque financier : risque de crédit

146. Le risque de crédit est le risque de subir un préjudice financier lorsqu'une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Ce risque concerne la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements et dépôts auprès d'institutions financières et les impayés.

Exposition maximale au risque de crédit

147. L'exposition maximale au risque de crédit sur les actifs financiers est égale à la valeur comptable de ces derniers à la fin de la période de présentation de l'information financière. Le tableau ci-après indique l'exposition maximale de l'entité, avant la prise en compte de toute garantie détenue ou d'autres rehaussements de crédit et après déduction d'une provision pour dépréciation, le cas échéant.

(Milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2015	31 décembre 2014 (après retraitement)
Exposition au risque de crédit		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	53 534	55 520
Placements à court terme	13 879	23 893
Placements à long terme (hors placements en actions)	147 600	139 170
Contributions volontaires à recevoir	74 507	65 635
Autres créances hors avances et charges reportées	1 116	1 252
Total	290 636	285 470

148. L'Université ne détient pas de garanties ou d'autres rehaussements de crédit.

Risque de crédit : contributions à recevoir et autres créances

149. Une bonne partie des contributions à recevoir est due par des gouvernements souverains et des institutions supranationales, y compris d'autres entités des Nations Unies ne présentant pas un risque de crédit important.

**Ancienneté des contributions volontaires et des créances diverses
au 31 décembre 2015**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Montant brut à recevoir	Déduction
Montant ni impayé ni déprécié	63 040	—
Moins d'un an	12 447	—
1 à 2 ans	79	—
2 à 3 ans	52	—
Plus de trois ans	197	(192)
Total	75 815	(192)

Risque de crédit : trésorerie et équivalents de trésorerie

150. L'Université détenait 53,53 millions de dollars sous forme de trésorerie et d'équivalents de trésorerie au 31 décembre 2015, ce montant correspondant à son exposition maximale au risque de crédit sur ces actifs.

Risque de crédit : fonds de gestion centralisée des liquidités

151. Outre qu'elle détient directement des éléments de trésorerie, des équivalents de trésorerie et des titres de placement, l'Université participe aux fonds de gestion centralisée des liquidités de la Trésorerie de l'ONU. Le regroupement des liquidités a un effet bénéfique sur le rendement global et sur le risque, grâce aux économies d'échelle et à la possibilité de répartir sur plusieurs échéances les risques liés à la courbe des taux. La répartition des éléments composant les fonds (trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et placements à long terme) et celle des recettes sont proportionnelles à la part du capital revenant à chaque entité participante.

152. L'Université participe à deux fonds de gestion centralisée des liquidités administrés par la Trésorerie de l'ONU :

a) Le fonds principal de gestion centralisée des liquidités, qui comprend les soldes des comptes bancaires d'opérations en plusieurs devises et les placements en dollars des États-Unis;

b) Le fonds de gestion centralisée des liquidités en euros qui détient des titres libellés dans cette devise; y participent principalement les bureaux hors Siège du Secrétariat de l'ONU, qui peuvent détenir des excédents en euros provenant de leurs opérations.

153. Au 31 décembre 2015, les fonds de gestion centralisée des liquidités détenaient des actifs d'un montant de 7 827,40 millions de dollars (9 608,8 millions en 2014), dont 33,10 millions de dollars (31,6 millions en 2014) étaient dus à l'Université des Nations Unies. La perte nette subie par l'Université au titre des fonds de gestion centralisée des liquidités s'établissait à 1,6 million de dollars (1,6 million en 2014) et résultait d'une perte de change de 1,7 million de dollars liée à la dépréciation de l'euro par rapport au dollar.

État récapitulatif de l'actif et du passif des fonds de gestion centralisée des liquidités au 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>	<i>Fonds de gestion centralisée des liquidités en euros</i>	Total
Juste valeur avec contrepartie en résultat			
Placements à court terme	3 888 712	10 941	3 899 653
Placements à long terme	2 617 626	–	2 617 626
Total (juste valeur avec contrepartie en résultat)	6 506 338	10 941	6 517 279
Prêts et créances			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 265 068	32 637	1 297 705
Produits des placements à recevoir	12 462	3	12 465
Total des prêts et créances	1 277 530	32 640	1 310 170
Valeur comptable totale des actifs financiers	7 783 868	43 581	7 827 449
Passif (fonds de gestion centralisée des liquidités)			
Payable à l'Université des Nations Unies	18 117	15 025	33 142
Payable aux autres participants aux fonds de gestion centralisée des liquidités	7 765 751	28 556	7 794 307
Total du passif	7 783 868	43 581	7 827 449
Actif net	–	–	–

Récapitulatif des produits nets et charges nettes des fonds de gestion centralisée des liquidités pour l'année terminée le 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>	<i>Fonds de gestion centralisée des liquidités en euros</i>	Total
Produits des placements	51 944	48	51 992
Pertes de change	(11 720)	(15 300)	(27 020)
Moins-values latentes	(10 824)	(4)	(10 828)
Frais bancaires	(525)	–	(525)
Produits nets/(charges nettes) des fonds de gestion centralisée des liquidités	28 875	(15 256)	13 619

État récapitulatif de l'actif et du passif des fonds de gestion centralisée des liquidités au 31 décembre 2014

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>	<i>Fonds de gestion centralisée des liquidités en euros</i>	Total
Juste valeur avec contrepartie en résultat			
Placements à court terme	3 930 497	97 011	4 027 508
Placements à long terme	3 482 641	–	3 482 641
Total (juste valeur avec contrepartie en résultat)	7 413 138	97 011	7 510 149
Prêts et créances			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 034 824	48 819	2 083 643
Produits des placements à recevoir	14 842	119	14 961
Total des prêts et créances	2 049 666	48 938	2 098 604
Valeur comptable totale des actifs financiers	9 462 804	145 949	9 608 753
Passif (fonds de gestion centralisée des liquidités)			
Payable à l'Université des Nations Unies	14 785	16 802	31 587
Payable aux autres participants aux fonds de gestion centralisée des liquidités	9 448 019	129 147	9 577 166
Total du passif	9 462 804	145 949	9 608 753
Actif net	–	–	–

Récapitulatif des produits nets et charges nettes des fonds de gestion centralisée des liquidités pour l'année terminée le 31 décembre 2014

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>	<i>Fonds de gestion centralisée des liquidités en euros</i>	Total
Produits des placements	62 511	132	62 643
Pertes de change	(7 064)	(14 396)	(21 460)
Plus-values/(moins-values) latentes	(3 084)	9	(3 075)
Frais bancaires	(214)	(2)	(216)
Produits nets/(charges nettes) des fonds de gestion centralisée des liquidités	52 149	(14 257)	37 892

Gestion du risque financier

154. La Trésorerie de l'ONU est chargée de gérer les placements et les risques pour les fonds de gestion centralisée des liquidités et de procéder aux placements conformément aux Directives.

155. L'objectif est de préserver le capital et de veiller à ce qu'il y ait suffisamment de liquidités pour couvrir les besoins opérationnels tout en obtenant un taux de rendement concurrentiel pour chaque fonds. La priorité est donnée à la qualité, à la sécurité et à la liquidité des placements par rapport au taux de rendement.

156. Un Comité des placements évalue périodiquement le rendement des placements et le degré de conformité avec les Directives et formule des recommandations quant aux changements à apporter à ces dernières.

Gestion du risque financier : risque de crédit

157. Les Directives pour la gestion des placements prévoient de vérifier régulièrement la solvabilité des émetteurs et des contreparties. Les placements autorisés peuvent comprendre, sans s'y limiter, des dépôts bancaires, des effets de commerce et des titres émis par des entités supranationales, des organismes d'État ou des gouvernements, avec des échéances inférieures ou égales à cinq ans. Les fonds de gestion centralisée des liquidités n'investissent pas dans les produits dérivés tels que les titres adossés à des créances mobilières ou immobilières, et les actions.

158. Les Directives de l'ONU pour la gestion des placements prescrivent de ne pas investir dans des titres d'émetteurs dont la note de crédit est insuffisante et fixent un ratio d'emprise maximal pour un émetteur donné. Ces conditions étaient remplies à la date des investissements.

159. Les notes de crédit utilisées pour les fonds de gestion centralisée des liquidités sont celles données par les principales agences de notation, Standard & Poor's, Moody's et Fitch pour les obligations et les instruments à intérêts précomptés, et la notation de viabilité de Fitch pour les dépôts à terme. À la fin de l'année, les notes de crédit étaient les suivantes :

**Placements des fonds de gestion centralisée des liquidités
au 31 décembre, par note de crédit**

<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>				<i>Notes de crédit au 31 décembre 2015</i>				<i>Notes de crédit au 31 décembre 2014</i>			
Obligations (notes de longue durée)											
	AAA	AA+/AA/AA-	Non notées	AAA	AA+/AA/AA-	A+	Non notées	AAA	AA+/AA/AA-	A+	Non notées
S&P	37,7%	54,2%	8,1%	31,2%	59,8%	1,3%	7,7%				
Fitch	61,9%	26,5%	11,6%	52,2%	21,4%	–	26,4%				
	Aaa	Aa1/Aa2/Aa3		Aaa	Aa1/Aa2/Aa3			Aaa	Aa1/Aa2/Aa3		
Moody's	65,8%	34,2%	–	69,3%	30,7%	–	–				
Effets de commerce (notes de courte durée)											
	A-1+			A-1+			Non notées	A-1+			Non notées
S&P	100,0%			100,0%			–				
	F1+			F1+				F1+			

Fonds principal de gestion centralisée des liquidités				Notes de crédit au 31 décembre 2015			Notes de crédit au 31 décembre 2014		
Fitch				100,0%			90,0%		
				P-1			P-1		
Moody's				100,0%			70,0%		
							10,0%		
Accord de réméré inverse (notes de courte durée)									
				A-1+					
S&P				100,0%					
				F1+					
Fitch				100,0%					
				P-1					
Moody's				100,0%					
							Aucun accord de réméré inverse détenu au 31 décembre 2014		
Dépôts à terme									
				aaa	aa/aa-	a+/a	aaa	aa/aa-	a+/a
Fitch				—	53,6%	46,4%	—	64,1%	35,9%
Fonds de gestion centralisée des liquidités en euros				Notes de crédit au 31 décembre 2015			Notes de crédit au 31 décembre 2014		
Obligations (notes de longue durée)									
							AAA	AA+	Non notées
S&P							—	100,0%	—
Fitch				Aucune obligation détenue au 31 décembre 2015			—	—	100,0%
							Aaa	Aa1	
Moody's							100,0%	—	—
Dépôts à terme									
				aaa	aa/aa-	a+	aaa	aa-	a+/a/a-
Fitch				—	—	100,0%	—	22,1%	77,9%

160. La Trésorerie de l'ONU surveille attentivement les notes de crédit; étant donné que l'Université n'a investi que dans des titres de qualité, l'administration ne s'attend pas à ce que les émetteurs manquent à leurs obligations, sauf en ce qui concerne les éventuels placements ayant subi une dépréciation.

Gestion du risque financier : risque d'illiquidité

161. On entend par risque d'illiquidité la probabilité que l'Université ne puisse dégager les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements à mesure qu'ils deviennent exigibles. L'Université s'attache à gérer ses liquidités de façon qu'elles

soient toujours suffisantes pour couvrir ses engagements quand ils sont dus, aussi bien dans le cours normal de ses activités qu'en situation de crise, sans essuyer de pertes inacceptables ni nuire à sa réputation.

162. Le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU prescrivent de n'engager les charges qu'après réception des fonds promis par les donateurs, ce qui réduit considérablement le risque d'illiquidité encouru par l'Université en ce qui concerne les contributions, qui constituent un flux de trésorerie plutôt stable. Il ne peut être dérogé à cette règle qu'à condition de respecter certains critères de gestion des risques concernant la somme à recouvrer.

163. L'Université établit des prévisions de trésorerie et suit les prévisions glissantes relatives aux besoins de liquidités de façon à pouvoir couvrir ses besoins opérationnels. Les placements sont effectués en prenant dûment en considération les besoins de trésorerie liés au fonctionnement, qui reposent sur les prévisions relatives aux flux de trésorerie. L'Université prend une grande partie de ses positions dans des équivalents de trésorerie et des placements à court terme suffisants pour couvrir ses engagements à mesure qu'ils deviennent exigibles.

164. Le tableau ci-après présente une ventilation chronologique du total des actifs financiers en fonction des échéances contractuelles restantes.

Échéances des actifs financiers au 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Moins d'un an</i>	<i>1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>	<i>Total</i>
Actifs				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	53 534	–	–	53 534
Placements à court terme	13 879	–	–	13 879
Placements à long terme	–	75 705	241 352	317 057
Contributions volontaires à recevoir	25 416	33 341	15 750	74 507
Créances diverses	1 116	–	–	1 116
Total des actifs financiers	93 945	109 046	257 102	460 093

Risque d'illiquidité : passifs financiers

165. L'exposition au risque d'illiquidité tient à la possibilité que l'entité éprouve des difficultés à honorer ses obligations liées aux passifs financiers. Pareille situation est très improbable du fait que l'entité dispose de contributions, de liquidités et de placements et que les règles et pratiques internes en place lui donnent la garantie de disposer des ressources voulues pour honorer ses engagements financiers. À la date de clôture des comptes, l'UNU n'avait pas engagé de garantie pour les passifs ou passifs éventuels et aucun passif ou dette n'avait été effacé par une tierce partie. Les échéances des passifs financiers indiquées ci-après sont classées selon la date la plus proche à laquelle l'Université peut avoir à régler chaque élément de passif :

Échéances des passifs financiers au 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis, sans actualisation)

	<i>Moins de 3 mois</i>	<i>3 à 12 mois</i>	<i>Plus d'un an</i>	<i>Total</i>
Dettes et charges à payer	2 169	–	–	2 169
Total	2 169	–	–	2 169

Gestion du risque financier : Risque d'illiquidité : fonds de gestion centralisée des liquidités

166. Les fonds de gestion centralisée des liquidités sont exposés à un risque d'illiquidité, car les participants doivent effectuer des retraits à bref délai. Ils conservent des disponibilités et des titres négociables en quantités suffisantes pour faire face aux engagements des participants au moment où ils arrivent à échéance. La majeure partie de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements est disponible dans un délai d'un jour pour répondre aux besoins opérationnels. Ainsi, le risque d'illiquidité des fonds de gestion centralisée des liquidités est considéré comme faible.

Gestion du risque financier : risque de marché

167. On entend par risque de marché le risque que des variations de prix ou de cours, tels que les taux de change, les taux d'intérêt ou les cours des valeurs mobilières, aient une incidence sur les produits de l'Université ou sur la valeur de ses actifs et passifs financiers. La gestion du risque de marché consiste à gérer et maîtriser l'exposition au risque selon des paramètres acceptables, tout en optimisant la situation budgétaire de l'Université.

Risque de marché : risque de taux d'intérêt

168. Le risque de taux d'intérêt est le risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs des instruments financiers sous l'effet de variations des taux d'intérêt. En règle générale, le cours d'un titre à taux fixe chute à mesure que les taux d'intérêt augmentent, et vice versa. Le risque de taux est habituellement mesuré en fonction de la duration, exprimée en années, de chaque titre à taux fixe. Plus la duration est longue, et plus le risque de taux est élevé.

Gestion du risque financier : Risque de taux d'intérêt : fonds de gestion centralisée des liquidités

169. Le principal risque auquel l'Université est exposée est lié aux placements effectués par les fonds de gestion centralisée des liquidités. Ses instruments financiers portant intérêts correspondent à des placements, des équivalents de trésorerie et des liquidités à taux fixe. À la date de clôture des comptes, les placements des fonds de gestion centralisée des liquidités comprenaient principalement des titres à échéance relativement courte, n'excédant pas cinq ans (cinq ans en 2014). La duration moyenne des titres était de 0,86 année (1,10 année en 2014) pour le fonds principal de gestion centralisée des liquidités et de 0,21 année (0,22 année) pour le fonds de gestion centralisée des liquidités en euro, ce qui correspond à un indicateur de faible risque de taux.

Analyse de la sensibilité aux taux d'intérêt : fonds de gestion centralisée des liquidités

170. Cette analyse illustre la mesure dans laquelle la juste valeur des fonds de gestion centralisée des liquidités à la date de clôture des comptes augmenterait ou diminuerait si le rendement global des placements variait en raison des fluctuations des taux d'intérêt. Les placements étant comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat, le changement de la juste valeur correspond à l'augmentation ou à la diminution de l'excédent ou du déficit et de l'actif net. On y voit l'incidence de glissements vers le haut ou vers le bas de la courbe des rendements pouvant aller jusqu'à 200 points de base (100 points de base = 1 %). Ces glissements de points de base ont une valeur indicative.

Sensibilité au taux d'intérêt des placements de l'Université dans les fonds de gestion centralisée des liquidités, au 31 décembre 2015

<i>Glissements de la courbe des rendements (points de base)</i>	<i>-200</i>	<i>-150</i>	<i>-100</i>	<i>-50</i>	<i>0</i>	<i>+50</i>	<i>+100</i>	<i>+150</i>	<i>+200</i>
Augmentation/(diminution) de la juste valeur (millions de dollars É.-U.)									
Total (fonds principal de gestion centralisée des liquidités)	128,99	96,74	64,48	32,24	-	(32,23)	(64,46)	(96,69)	(128,91)
Total (fonds de gestion centralisée des liquidités en euros)	0,04	0,03	0,02	0,01	-	(0,01)	(0,02)	(0,03)	(0,04)
Total	129,03	96,77	64,50	32,25	-	(32,24)	(64,48)	(96,72)	(128,95)

Sensibilité au taux d'intérêt des placements de l'Université dans les fonds de gestion centralisée des liquidités, au 31 décembre 2014

<i>Glissements de la courbe des rendements (points de base)</i>	<i>-200</i>	<i>-150</i>	<i>-100</i>	<i>-50</i>	<i>0</i>	<i>+50</i>	<i>+100</i>	<i>+150</i>	<i>+200</i>
Augmentation/(diminution) de la juste valeur (millions de dollars É.-U.)									
Total (fonds principal de gestion centralisée des liquidités)	205,45	154,08	102,71	51,35	-	(51,34)	(102,67)	(154,00)	(205,31)
Total (fonds de gestion centralisée des liquidités en euros)	0,61	0,49	0,37	0,12	-	(0,12)	(0,37)	(0,49)	(0,61)
Total	206,06	154,57	103,08	51,47	-	(51,46)	(103,04)	(154,49)	(205,92)

Risque de marché : risque de change

171. On entend par risque de change le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier suivent les fluctuations des taux de change. L'Université effectue des opérations et a des actifs et des passifs libellés dans des monnaies autres que sa monnaie de fonctionnement, ce qui l'expose au risque de change que représentent les fluctuations des taux de change. Les politiques de gestion et les Directives pour la gestion des placements lui imposent de gérer son exposition au risque de change.

172. Les actifs et passifs financiers de l'Université sont libellés principalement en dollars des États-Unis. Les actifs financiers détenus dans d'autres monnaies sont principalement des placements mais aussi des éléments de trésorerie, des

équivalents de trésorerie et des créances qui servent essentiellement à financer les dépenses locales de fonctionnement lorsqu'elles doivent être payées dans la monnaie locale. L'Université conserve un minimum d'actifs en monnaie locale et en dollars des États-Unis et atténue le risque de change en veillant à ce que les monnaies autres que le dollar des États-Unis dans lesquelles des contributions lui sont versées correspondent à des monnaies dont elle a besoin pour financer ses besoins opérationnels.

Risque de change : fonds de gestion centralisée des liquidités

173. À la date de clôture des comptes, les soldes dans d'autres monnaies que le dollar des États-Unis de la part correspondant aux placements de l'Université dans les fonds de gestion centralisée des liquidités étaient principalement libellés en euros.

Exposition au risque de change des montants placés par l'Université dans les fonds de gestion centralisée des liquidités, au 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Dollars É.-U.</i>	<i>Euros</i>	<i>Total</i>
Fonds principal de gestion centralisée des liquidités	18 117	—	18 117
Fonds de gestion centralisée des liquidités en euros	—	15 025	15 025
Total	18 117	15 025	33 142

Risque de change : analyse de sensibilité

174. Une appréciation/dépréciation de l'euro à la date de clôture des comptes (aux taux de change opérationnel de l'ONU) aurait eu des incidences sur la mesure des placements en monnaie étrangère et entraîné une augmentation/diminution des actifs nets et de l'excédent ou du déficit équivalant aux montants indiqués dans le tableau ci-après. Cette analyse se fonde sur les variations des taux de change qui pouvaient raisonnablement être escomptées à la date de clôture. On a posé comme hypothèse que toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, demeuraient constantes.

Analyse de sensibilité aux taux de change au 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Actif net</i>		<i>Excédent et déficit</i>	
	<i>Appréciation</i>	<i>Dépréciation</i>	<i>Appréciation</i>	<i>Dépréciation</i>
Euro (fluctuation de 10 %)	(1 366)	1 669	(1 366)	1 699

Autre risque de marché

175. L'Université ne court aucun autre risque de prix significatif car elle est peu exposée à des risques de prix associés aux achats escomptés de certains produits de

base utilisés régulièrement dans les opérations. L'effet d'une fluctuation de ces prix sur les flux de trésorerie serait négligeable.

Autres risques de prix : fonds de gestion centralisée des liquidités

176. Les fonds de gestion centralisée des liquidités ne sont pas exposés à d'autres risques de prix significatifs, car ils n'empruntent pas de titres, n'en vendent pas à découvert et n'en achètent pas sur marge, ce qui limite les risques de perte de capitaux.

*Classification comptable et comptabilisation à la juste valeur
– fonds de gestion centralisée des liquidités*

177. Tous les placements sont comptabilisés à leur juste valeur, en contrepartie du compte de résultat. La valeur nominale des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie est une approximation de leur juste valeur.

Différents niveaux de la juste valeur

178. Les différents niveaux de la juste valeur sont définis comme suit :

- a) Niveau 1 : cours (non corrigés) sur les marchés actifs d'actifs ou de passifs identiques;
- b) Niveau 2 : données autres que les cours du marché visés au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif considéré, soit directement (cours) soit indirectement (dérivé des cours);
- c) Niveau 3 : données concernant l'actif ou le passif considéré ne reposant pas sur des données de marché observables (soit des données non observables).

179. La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs est fondée sur les cours du marché à la date de clôture des comptes et est déterminée par le dépositaire indépendant sur la base d'évaluations de titres obtenues de tiers. Un marché est dit actif si l'on peut s'en procurer aisément et régulièrement les cours auprès d'une bourse, d'un courtier ou d'une maison de courtage, d'une association professionnelle, d'un service de cotation ou d'un organisme de réglementation et si ces cours correspondent à des opérations se produisant effectivement et régulièrement dans des conditions normales de concurrence. Le cours du marché retenu pour calculer la valeur des actifs financiers détenus par les fonds de gestion centralisée est le cours acheteur.

180. La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas échangés sur un marché actif est calculée au moyen de techniques d'évaluation tirant le meilleur parti des données de marché observables. Si toutes les données nécessaires pour déterminer la juste valeur d'un instrument sont observables, l'instrument relève du niveau 2.

181. Le tableau ci-dessous présente les avoirs des fonds de gestion centralisée des liquidités mesurés à leur juste valeur à la date de clôture des comptes. Aucun actif ou passif n'a été comptabilisé à une juste valeur de niveau 3 et il n'y a pas eu de transferts importants d'actifs financiers d'un niveau à l'autre.

**Juste valeur des actifs détenus par les fonds de gestion centralisée des liquidités
au 31 décembre, par niveau**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2015			31 décembre 2014		
	Niveau 1	Niveau 2	Total	Niveau 1	Niveau 2	Total
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat						
Obligations de sociétés	149 682	–	149 682	–	–	–
Obligations émises par des organismes d'État (hors États-Unis)	2 190 965	–	2 190 965	2 154 956	–	2 154 956
Obligations émises par des États (hors États-Unis)	124 612	–	124 612	691 489	–	691 489
Obligations émises par des institutions supranationales	139 828	–	139 828	440 169	–	440 169
Obligations – bons du Trésor des États-Unis	1 092 139	–	1 092 139	1 297 290	–	1 297 290
Fonds principal de gestion centralisée des liquidités – billets de trésorerie	949 112	–	949 112	999 234	–	999 234
Fonds principal de gestion centralisée des liquidités – dépôts à terme	–	1 860 000	1 860 000	–	1 830 000	1 830 000
Total fonds principal de gestion centralisée des liquidités)	4 646 338	1 860 000	6 506 338	5 583 138	1 830 000	7 413 138
Fonds de gestion centralisée des liquidités en euros – obligations : émises par des États (hors États-Unis)	–	–	–	6 157	–	6 157
Fonds de gestion centralisée des liquidités en euros – dépôts à terme	–	10 941	10 941	–	90 854	90 854
Total (fonds de gestion centralisée des liquidités en euros)	–	10 941	10 941	6 157	90 854	97 011
Total des fonds de gestion centralisée des liquidités	4 646 338	1 870 941	6 517 279	5 589 295	1 920 854	7 510 149

Note 28

Instruments financiers : Fonds de dotation

182. La responsabilité fiduciaire du placement des actifs du Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies incombe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Celui-ci a délégué cette responsabilité à son Représentant, lequel est aidé dans ses fonctions par la Division de la gestion des investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

183. Le Représentant du Secrétaire général, avec l'aide de la Division de la gestion des investissements de la Caisse commune des pensions, examine le portefeuille du Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies et vérifie périodiquement les résultats du gestionnaire de portefeuille du fonds. Le Comité des placements de l'ONU suit de très près les placements réalisés avec les actifs du Fonds de dotation de l'Université.

184. Les placements du Fonds de dotation sont gérés par une société de conseil financier, sous le contrôle de la Division de la gestion des investissements et du

Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse. Les objectifs de la gestion des placements sont les suivants :

- a) La sécurité : assurer la préservation du capital;
- b) La liquidité : assurer une liquidité suffisante pour que l'Université puisse aisément couvrir tous ses besoins opérationnels. Seuls sont détenus les actifs négociables qui peuvent être facilement convertis en disponibilités;
- c) Le retour sur investissement : obtenir un rendement concurrentiel par rapport au marché, compte tenu des contraintes liées au risque d'investissement et de la situation de trésorerie portant sur plusieurs monnaies. Pour déterminer si les rendements sont satisfaisants, on évalue les résultats par rapport à des indices de référence.

185. La politique de placement à long terme approuvée est la suivante : le portefeuille doit comprendre 50 % de valeurs à revenu variable, 45 % de valeurs à revenu fixe et 5 % de trésorerie et équivalents de trésorerie.

186. En vertu de la décision prise par le Conseil de l'Université des Nations Unies à sa quarante-sixième session, le montant annuel des retraits de liquidités opérés sur le Fonds de dotation ne peut excéder 5 % de la valeur de réalisation moyenne de ce fonds, calculée sur cinq ans.

Gestion du risque financier

187. Le Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse, avec l'aide de la Division de la gestion des investissements, approuve la répartition stratégique des actifs, les objectifs de rendement des placements et les principes et directives de placement. En outre, ils contrôlent régulièrement le rendement du portefeuille du Fonds de dotation.

188. Un Comité des placements évalue périodiquement le rendement des placements et le degré de conformité avec les Directives et formule des recommandations quant aux changements à apporter à ces dernières.

Gestion du risque financier : risque de crédit

189. Afin de réduire le risque de crédit, l'Université des Nations Unies applique des mesures de gestion du risque sous le contrôle de la Division de la gestion des investissements et du Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse des pensions.

190. Pour la gestion du risque de crédit lié aux opérations financières avec des contreparties (qui englobe le risque d'émetteur sur les titres négociables et le risque de règlement sur les instruments dérivés et les contrats du marché monétaire), les contreparties ne peuvent être que des grandes banques et des institutions financières; par ailleurs, les directives limitent le risque de crédit associé à une même contrepartie en fixant des plafonds de crédit et prévoient des exigences minimales de solvabilité pour chaque contrepartie. L'exposition au risque de crédit concerne principalement les placements obligataires de l'Université. Des mesures d'investissement adaptées permettent de gérer ce risque en autorisant l'Université à n'investir que dans des obligations bénéficiant d'une notation de première qualité attribuée par au moins une agence de notation reconnue (Standard and Poor's, Moody's ou Fitch).

191. L'Université examine chaque année les plafonds de crédit appliqués et vérifie régulièrement la solvabilité des contreparties en fonction des conditions de crédit du marché. À la fin de l'année, les notes de crédit étaient les suivantes :

Notes de crédit du Fonds de dotation

(En milliers de dollars des États-Unis)

31 décembre 2015	Total	Notes de crédit
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24 716	Fitch : 100 % F1+
Obligations	142 534	Moody's : 56,2 % Aaa; 4,8 % Aa1; 11,5 % Aa2; 5,3 % Aa3; 8,5 % A1; 9,3 % Baa2 Fitch : 1,1 % AA; 3,3 % AAA
Total	167 250	
31 décembre 2014	Total	Notes de crédit
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 954	Fitch : 100 % F1+
Obligations	140 276	Moody's : 9,7 % Aa1; 1,8 % Aa2; 9,0 % Aa3; 53,5 % Aaa; 6,7 % A1; 16,6 % Baa2 Fitch : 1,3 % AA; 1,4 % BBB+
Total	166 230	

192. Le risque de crédit est concentré lorsque plusieurs contreparties mènent des activités et présentent des caractéristiques économiques qui sont analogues et qui font que leur capacité d'honorer leurs obligations contractuelles subit de la même façon les changements économiques ou d'autres fluctuations. L'analyse de la concentration du risque de crédit présentée dans le tableau ci-après ne porte que sur les actifs financiers soumis à un risque de crédit. Pour les placements obligataires, cette concentration est contrôlée en fonction du type d'émetteur.

Concentration du risque de crédit du Fonds de dotation

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Obligations		
Organismes d'État	60 825	49 687
Obligations d'État	79 838	82 366
Obligations de collectivités locales	1 871	8 223
Total des obligations	142 534	140 276
Actions		
Amérique du Nord	100 932	112 869
Europe	43 406	49 185
Japon	17 201	17 406

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Asie hors-Japon	6 966	7 906
Marchés émergents	952	1 138
Total des actions	169 457	188 504

Gestion du risque financier : risque de liquidité

193. L'objectif de l'Université est de conserver des liquidités et des titres négociables pour faire face aux besoins de trésorerie couvrant des périodes d'au moins 30 jours. Le financement des besoins de liquidités à long terme est par ailleurs assuré par des contributions annoncées d'un montant suffisant et la possibilité de céder des titres.

194. Pour évaluer et gérer le risque de liquidité, l'Université tient compte des flux de trésorerie escomptés des actifs financiers, notamment son solde de trésorerie et les contributions à recevoir. Le solde de trésorerie et les contributions à recevoir de l'Université couvrent nettement les besoins actuels de décaissement.

Gestion du risque financier : risque du taux d'intérêt

195. Les placements de l'Université comprennent principalement des titres à échéance plutôt courte. Au 31 décembre 2015, la duration effective moyenne des titres à taux fixe était de 6,66 ans (contre 5,39 ans en 2014).

Analyse de la sensibilité du Fonds de dotation aux taux d'intérêt

196. À la date de clôture des comptes, toutes autres variables, en particulier les taux de change, restant constantes, une fluctuation des taux d'intérêt de 200 points de base aurait eu pour effet d'augmenter/(de diminuer) l'actif net et l'excédent ou le déficit comme suit :

Analyse de la sensibilité du Fonds de dotation aux taux d'intérêt

Glissement de la courbe des rendements (Points de base)	-200	-150	-100	-50	0	50	100	150	200
Augmentation/(diminution) de la juste valeur (en millions de dollars É.-U.)									
<i>Analyse de sensibilité</i>									
31 décembre 2015	21,5	15,7	10,2	5,0	–	(4,7)	(9,1)	(13,2)	(17,0)
31 décembre 2014	16,7	12,3	8,0	3,9	–	(3,7)	(7,3)	(10,7)	(13,9)

Risque du marché : risque de change

197. Le tableau ci-après indique la position nette ouverte par monnaie (euro, livre sterling et yen, principalement) à la fin de la période considérée :

Exposition du Fonds de dotation au risque de change

(En milliers de dollars des États-Unis, sans actualisation)

	US\$	Euro	GBP	JPY	Autres	Total
31 décembre 2015	186 032	61 490	24 167	43 724	21 417	336 830
31 décembre 2014	164 696	79 661	30 649	46 710	33 018	354 734

Risque de change : analyse de la sensibilité

198. Le tableau ci-après indique les monnaies pour lesquelles l'Université était le plus exposée au risque de change au 31 décembre 2015. L'analyse visait à calculer l'effet qu'une fluctuation raisonnablement possible du dollar des États-Unis par rapport au cours respectif de chaque monnaie aurait sur l'actif net et sur l'excédent et le déficit, toutes autres variables restant constantes.

Analyse de sensibilité du Fonds de dotation au taux de change

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2015		31 décembre 2014 (retraité)	
	Actif net et excédent ou déficit		Actif net et excédent ou déficit	
	Appréciation	Dépréciation	Appréciation	Dépréciation
Euro (fluctuation de 10 %)	(5 590)	6 832	(7 256)	8 869
Livre sterling (fluctuation de 10 %)	(2 197)	2 685	(2 789)	3 408
Yen (fluctuation de 10 %)	(3 975)	4 858	(4 271)	5 220
Autres (fluctuation de 10 %)	(1 947)	2 380	(3 007)	3 675

Autres risques de prix

199. L'exposition de l'Université à d'autres risques de prix tient principalement aux placements en actions du Fonds de dotation. Le risque de prix augmente du fait des placements en actions. Si le prix de marché des actions avait augmenté/baissé de 5 %, l'excédent ou le déficit aurait augmenté/baissé de 8,50 millions de dollars (contre 9,40 millions de dollars en 2014) avec une variation identique de l'actif net.

200. L'Université n'est pas exposée à d'autres risques de prix significatifs, car elle n'emprunte pas de titres, n'en vend pas à découvert et n'en achète pas sur marge, ce qui limite les risques de perte de capitaux.

Fiabilité de l'estimation de la juste valeur

201. Le tableau ci-après présente, à la date de clôture des comptes, les justes valeurs des actifs détenus dans le Fonds de dotation, classées par niveau de fiabilité. Aucun élément de l'actif financier n'était classé au niveau 3, aucun élément du passif financier n'était comptabilisé à la juste valeur; et les transferts d'actifs financiers d'un niveau à un autre ont été négligeables.

Classement des actifs par niveau de fiabilité de la juste valeur

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2015			31 décembre 2014		
	Niveau 1	Niveau 2	Total	Niveau 1	Niveau 2	Total
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat						
Titres en actions	169 457	–	169 457	188 504	–	188 504
Obligations	–	141 431	141 431	–	140 276	140 276
Total	169 457	141 431	310 888	188 504	140 276	328 780

Note 29**Parties liées***Principaux dirigeants*

202. Par principaux dirigeants, on entend les fonctionnaires qui peuvent exercer une influence notable sur l'Université lors de la prise de décisions financières et opérationnelles. Dans le cas de l'Université, il s'agit du recteur, du vice-recteur principal et des deux vice-recteurs. Ceux-ci ont pour mandat de planifier, diriger et contrôler les activités de l'Université.

203. Le montant total de la rémunération des principaux dirigeants englobe le montant net des traitements, l'indemnité de poste, diverses primes et indemnités ainsi que la cotisation de l'employeur au régime de pensions et au régime d'assurance maladie.

Principaux dirigeants au 31 décembre 2015

	Total
Nombre de postes (équivalents plein temps)	4

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Total
Traitement et indemnité de poste	702
Autres indemnités/prestations	171
Indemnités non pécuniaires	329
Montant total de la rémunération pour l'année terminée le 31 décembre 2015	1 202
Encours des prêts et avances consentis au 31 décembre 2015	–

204. Le Ministère japonais de l'éducation, de la culture, des sports, de la science et de la technologie met à disposition du recteur, à titre gracieux, une résidence

officielle dans le bâtiment du siège de l'Université. Un montant mensuel fixe est facturé au recteur pour les charges et l'entretien de cette résidence.

205. Aucun membre de la famille proche des principaux dirigeants n'a été employé à un poste de direction par l'Université. Les avances dont ont bénéficié les hauts dirigeants sont celles accordées au titre de prestations prévues par le statut et le règlement du personnel et auxquelles tous les fonctionnaires de l'Université peuvent prétendre.

Opérations entre parties liées : Fondation japonaise pour l'Université des Nations Unies

206. Conformément à ses statuts et dans l'esprit de la Charte de l'Université des Nations Unies (UNU), la Fondation japonaise pour l'Université des Nations Unies a pour objectif de contribuer au développement de l'Université en apportant à celle-ci l'assistance et la coopération nécessaires pour répondre à des problèmes mondiaux pressants relatifs à la survie, au développement et au bien-être de l'humanité, de favoriser la diffusion des connaissances afin de trouver des solutions aux problèmes mondiaux et de contribuer ainsi à l'avancée des sciences et des technologies ainsi qu'à la promotion de la compréhension mutuelle à l'échelle internationale et de la coopération avec les pays en développement dans le domaine des technologies.

207. Créée en 1985, la Fondation est un organisme indépendant soumis aux lois et réglementations japonaises, ainsi qu'à ses propres statuts. Elle est administrée par un conseil qui supervise toutes ses opérations et activités. L'Université s'apprête à conclure avec elle un mémorandum d'accord qui définira leurs rapports de coopération et réglera l'utilisation du nom et du logo de l'Université.

208. La Fondation japonaise pour l'UNU communique à l'Université un relevé annuel des recettes et des dépenses. Ces déclarations indiquent le montant total des contributions reçues par la Fondation et le montant retenu pour couvrir les dépenses liées à ses activités (qui sont intégralement financées par le produit des placements et les réserves).

209. Au cours de l'année 2015, une contribution en espèces d'un montant net non vérifié de 0,20 million de dollars, qui comprend la location de bureaux dans le bâtiment du siège de l'UNU à Tokyo (0,04 million de dollars), a été versée par la Fondation à l'Université. Sur ce montant, 0,08 million de dollars avait été reçu par la Fondation et 0,12 million provenait de ses réserves. Le solde (non vérifié) des réserves de la Fondation s'établissait à 6,16 millions de dollars au 31 décembre 2015.

Opérations entre parties liées : coentreprises sur lesquelles l'Université exerce une influence notable, comptabilisées au moyen de la méthode de la mise en équivalence

210. Les opérations cofinancées relatives à la sûreté et la sécurité et à l'enquête sur les salaires du Conseil des chefs de secrétariat sont établies dans le cadre d'accords contraignants. L'Université a une influence notable sur ces activités, ce qui signifie, selon la norme IPSAS 8 (Participation dans des coentreprises), qu'elle a le pouvoir de participer aux décisions relatives aux aspects financiers et opérationnels de ces activités, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur elles. La participation de l'Université à ces activités correspond à sa part du passif net

calculée en fonction du pourcentage qui lui a été attribué pour leur financement. Ces coefficients de partage des coûts évoluent en fonction de facteurs clefs tels que le nombre d'employés et l'espace total occupé. Étant donné que ces activités sont déficitaires, elles sont comptabilisées comme passifs non courants dans l'état de la situation financière. La part revenant à l'Université dans les déficits de fonctionnement de ces activités pour l'année terminée le 31 décembre 2015 s'établit à 0,006 million de dollars et est comptabilisée dans l'état des résultats financiers. Si certaines opérations relatives à ces activités sont comptabilisées directement en actif net, la part de ces opérations revenant à l'UNU est portée dans l'état des variations de l'actif net pour l'année au cours de laquelle le solde en question a une incidence sur les gains ou pertes actuariels découlant de l'évaluation des engagements au titre des avantages du personnel. Les variations des comptes des activités contrôlées conjointement pendant l'année sont présentées dans le tableau ci-dessous.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Coût au 1^{er} janvier 2015	83	58
Variations au cours de l'année :		
Variation de l'actif net des activités contrôlées conjointement comptabilisée dans l'état des variations de l'actif net	(25)	23
Part du déficit pour l'année des activités contrôlées conjointement comptabilisée dans l'état des résultats financiers	6	2
Total des variations des activités contrôlées conjointement pour l'année	(19)	25
Montant net des charges portées dans l'état de la situation financière	64	83

211. Il n'y a pas de passifs éventuels liés aux participations de l'Université dans les entités contrôlées conjointement ou dans les coentreprises sur lesquelles l'Université a une influence notable.

Note 30

Contrats de location et engagements

Contrats de location-financement

212. L'Université a recours à des contrats de location-financement pour utiliser des bâtiments, des machines et du matériel et du mobilier et des agencements. La valeur comptable nette de chaque catégorie d'actif à la fin de l'année est la suivante :

Valeur comptable nette des contrats de location-financement

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2015	31 décembre 2014 (retraité)
Bâtiments	53 439	57 144
Machines et matériel	4	6
Mobilier et agencements	61	34
Total de la valeur comptable nette des contrats de location-financement	53 504	57 184

213. Les autres éléments de passif sont constitués de 53,44 millions de dollars pour les actifs qui font l'objet d'accords à long terme de cession de droits d'usage sans contrepartie et qui sont considérés comme des contrats de location-financement dans l'état de la situation financière. Les locaux dont l'accord de cession de droits d'usage est considéré comme un contrat de location-financement sont le bâtiment du siège de l'Université à Tokyo, la Casa Silva Mendes à Macao (Chine), le bâtiment de l'Institut international pour la santé mondiale de l'Université des Nations Unies à Kuala Lumpur et la résidence du Directeur à Accra.

214. Les futurs paiements minimaux à effectuer au titre des contrats de location-financement non résiliables de machines et de matériel et de mobilier et d'agencements sont les suivants :

Engagements au titre de contrats de location-financement

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Solde des paiements minimaux à effectuer au</i>	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Échéance de moins d'un an	32	45
Échéance de 1 à 5 ans	49	32
Échéance de plus de 5 ans	—	—
Total des engagements minimaux au titre de contrats de location-financement	81	77
Frais financiers futurs	—	(1)
Futurs engagements minimaux au titre des contrats de location-financement	81	76

Contrats de location simple

215. L'Université a recours à des contrats de location simple pour utiliser des bâtiments et des photocopieurs. Le montant total des paiements versés au titre des contrats de location simple comptabilisé en dépenses pour l'année s'est établi à 18,60 millions de dollars. Ce montant comprend 18,07 millions de dollars au titre des accords de cession de droits d'usage sans contrepartie, et le produit correspondant est comptabilisé dans l'état des résultats financiers dans la catégorie

des contributions volontaires. Les futurs paiements minimaux à effectuer au titre des contrats de location simple non résiliables sont les suivants :

Engagements au titre de contrats de location simple

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Solde des paiements minimaux à effectuer au</i>	<i>31 décembre 2015</i>	<i>31 décembre 2014</i>
Échéance de moins d'un an	773	327
Échéance de 1 à 5 ans	1 755	318
Échéance de plus de 5 ans	4 187	–
Total des engagements minimaux au titre de contrats de location simple	6 715	645

216. La plupart des contrats de location ont une durée de un à sept ans, mais certains contrats comportent une clause de reconduction ou prévoient la possibilité d'une résiliation anticipée sous réserve d'un préavis de 30, 60 ou 90 jours. Les montants présentés dans les tableaux correspondent aux engagements futurs pour la durée minimale du contrat de location et tiennent compte de l'augmentation annuelle des paiements exigibles, conformément au contrat.

Engagements contractuels

217. À la date de clôture des comptes, les montants des engagements au titre des immobilisations corporelles et des biens et services pour lesquels un marché avait été passé mais n'avait pas été exécuté étaient les suivants :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>31 décembre 2015</i>	<i>31 décembre 2014</i>
Immobilisations corporelles	54	65
Biens et services	13 431	14 239
Total	13 485	14 304

218. Les biens et services comprennent les contrats passés avec des vacataires (7,20 millions de dollars) et les contrats relatifs à l'entretien des bâtiments et aux services de nettoyage et de sécurité pour le bâtiment du siège de l'Université à Tokyo (2,97 millions de dollars).

Note 31

Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

Provisions et passifs éventuels

219. Les provisions sont portées au passif lorsque l'Université a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'événements passés, que la probabilité est grande que son extinction exige une sortie de ressources, et que son montant peut être déterminé de façon fiable. Le montant de la provision doit être l'estimation

la plus fiable de la dépense nécessaire pour éteindre l'obligation concernée à la date de clôture des comptes. Cette estimation est actualisée lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est significatif. Les passifs éventuels afférents à des réclamations en suspens sont comptabilisés lorsque l'issue des litiges en cours est incertaine et que le montant de la perte ne peut pas être estimé de façon satisfaisante. Au 31 décembre 2015, aucune provision d'un montant significatif ni aucun passif éventuel n'était comptabilisé.

Actifs éventuels

220. Conformément à la norme IPSAS 19 (Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels), des actifs éventuels sont constatés lorsqu'un événement pourrait s'accompagner d'avantages économiques pour l'Université. Au 31 décembre 2015, l'Université n'avait aucun actif éventuel.

Note 32

Événements postérieurs à la date de clôture des comptes

221. Il ne s'est produit entre la date de clôture des états financiers et celle à laquelle leur publication a été autorisée aucun événement, favorable ou défavorable, susceptible d'avoir une incidence significative sur ces états.

Annexe I

État de la situation financière au 31 décembre 2015 – ventilation par fonds de fonctionnement

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds de fonctionnement</i>									
	<i>Centre de l'ONU</i>	<i>Bâtiment du siège de l'ONU</i>	<i>UNU-WIDER</i>	<i>UNU-MERIT</i>	<i>UNU-CS</i>	<i>UNU-INRA</i>	<i>UNU-BIOLAC</i>	<i>UNU-IAS</i>	<i>UNU-INWEH</i>	<i>UNU-CRIS</i>
Actif										
Actifs courants										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18 617	–	3 361	4 935	112	–	–	–	857	–
Placements	3 274	–	6 099	3 343	137	–	–	–	–	–
Contributions volontaires à recevoir	1 093	–	202	96	22	12	–	886	85	129
Créances diverses	51	60	83	284	–	56	–	31	8	–
Stocks	–	–	–	–	–	–	–	17	–	–
Autres éléments d'actif	644	–	4	46	–	–	–	33	–	–
Soldes interfonds débiteurs	–	1 113	–	–	1 969	1 261	621	13 790	–	–
Total des actifs courants	23 679	1 173	9 749	8 704	2 240	1 329	621	14 757	950	129
Actifs non courants										
Placements	863	–	3 847	1 290	92	–	–	–	–	–
Contributions volontaires à recevoir	3 255	–	190	1 653	–	382	–	363	6 027	–
Immobilisations corporelles	384	40 886	91	545	12 680	160	–	12	6	–
Immobilisations incorporelles	–	–	192	–	–	–	–	–	–	–
Autres éléments d'actif	–	–	–	–	25	–	–	–	–	–
Total des actifs non courants	4 502	40 886	4 320	3 488	12 797	542	–	375	6 033	–
Total de l'actif	28 181	42 059	14 069	12 192	15 037	1 871	621	15 132	6 983	129
Passifs										
Passifs courants										
Dettes et charges à payer	419	137	290	490	8	36	–	343	79	–
Encaissements par anticipation	39	3	–	56	–	–	–	401	–	–
Passifs liés aux avantages du personnel	425	–	214	42	65	16	3	430	25	35
Emprunts	12	4	16	–	3	–	–	–	–	–
Autres éléments de passif	–	3 544	–	–	488	6	–	–	–	–
Soldes interfonds créditeurs	24 024	–	1 076	61	–	–	–	–	108	88
Total des passifs courants	24 919	3 688	1 596	649	564	58	3	1 174	212	123

État de la situation financière au 31 décembre 2015 (suite)

	Fonds de fonctionnement									
	Centre de l'UNU	Bâtiment du siège de l'UNU	UNU-WIDER	UNU-MERIT	UNU-CS	UNU-INRA	UNU-BIOLAC	UNU-IAS	UNU-INWEH	UNU-CRIS
Passifs non courants										
Encaissements par anticipation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Passifs liés aux avantages du personnel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emprunts	17	9	16	—	2	—	—	—	—	—
Autres éléments de passif	—	36 062	—	—	12 122	133	—	—	—	—
Quote-part des coentreprises (mise en équivalence)	19	—	7	3	5	1	—	6	4	2
Total des passifs non courants	36	36 071	23	3	12 129	134	—	6	4	2
Total du passif	24 955	39 759	1 619	652	12 693	192	3	1 180	216	125
Total net de l'actif et du passif	3 226	2 300	12 450	11 540	2 344	1 679	618	13 952	6 767	4
Actif net										
Excédents cumulés	3 226	2 300	12 450	11 540	2 344	1 679	618	13 952	6 767	4
Fonds de dotation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total de l'actif net	3 226	2 300	12 450	11 540	2 344	1 679	618	13 952	6 767	4

État de la situation financière au 31 décembre 2015 (suite)

<i>Fonds de fonctionnement</i>										
	<i>UNU-EHS</i>	<i>UNU-IIGH</i>	<i>UNU-GCM</i>	<i>UNU-FLORES</i>	<i>UNU-IRADDA</i>	<i>Total des fonds de fonctionnement</i>	<i>Fonds de dotation</i>	<i>Engagements au titre des prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite</i>	<i>Élimination totale</i>	<i>Total</i>
Actif										
Actifs courants										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	936	—	—	—	—	28 818	24 716	—	—	53 534
Placements	—	—	—	—	—	12 853	1 026	—	—	13 879
Contributions volontaires à recevoir	176	—	219	—	1 500	4 420	7 200	—	—	11 620
Créances diverses	44	3	39	6	—	665	451	—	—	1 116
Stocks	—	—	—	—	—	17	—	—	—	17
Autres éléments d'actif	28	12	—	1	—	768	—	—	—	768
Soldes interfonds débiteurs	55	2 927	495	615	1 180	24 026	7 638	—	(31 664)	—
Total des actifs courants	1 239	2 942	753	622	2 680	71 567	41 031	—	(31 664)	80 934
Actifs non courants										
Placements	—	—	—	—	—	6 092	310 965	—	—	317 057
Contributions volontaires à recevoir	502	15	—	—	6 500	18 887	44 000	—	—	62 887
Immobilisations corporelles	5	1 140	—	243	—	56 152	—	—	—	56 152
Immobilisations incorporelles	—	—	—	—	—	192	—	—	—	192
Autres éléments d'actif	—	—	—	—	—	25	—	—	—	25
Total des actifs non courants	507	1 155	—	243	6 500	81 348	354 965	—	—	436 313
Total de l'actif	1 746	4 097	753	865	9 180	152 915	395 996	—	(31 664)	517 247
Passifs										
Passifs courants										
Dettes et charges à payer	8	18	8	6	—	1 842	327	—	—	2 169
Encaissements par anticipation	—	—	27	—	—	526	—	—	—	526
Passifs liés aux avantages du personnel	159	84	15	101	—	1 614	—	735	—	2 349
Emprunts	—	2	—	—	—	37	—	—	—	37
Autres éléments de passif	—	47	—	—	—	4 085	—	—	—	4 085
Soldes interfonds créditeurs	—	—	—	—	—	25 357	5 538	769	(31 664)	—
Total des passifs courants	167	151	50	107	—	33 461	5 865	1 504	(31 664)	9 166

État de la situation financière au 31 décembre 2015 (suite)

	Fonds de fonctionnement								Élimination totale	Total
	UNU-EHS	UNU-IIGH	UNU-GCM	UNU-FLORES	UNU-IRADDA	Total des fonds de fonctionnement	Fonds de dotation	Engagements au titre des prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite		
Passifs non courants										
Encaissements par anticipation	—	—	27	—	—	27	—	—	—	27
Passifs liés aux avantages du personnel	—	—	—	—	—	—	—	10 963	—	10 963
Emprunts	—	—	—	—	—	44	—	—	—	44
Autres éléments de passif	—	1 037	—	—	—	49 354	—	—	—	49 354
Quote-part des coentreprises (mise en équivalence)	5	4	4	4	—	64	—	—	—	64
Total des passifs non courants	5	1 041	31	4	—	49 489	—	10 963	—	60 452
Total du passif	172	1 192	81	111	—	82 950	5 865	12 467	(31 664)	69 618
Total net de l'actif et du passif	1 574	2 905	672	754	9 180	69 965	390 131	(12 467)	—	447 629
Actif net										
Excédents/(déficits) cumulés	1 574	2 905	672	754	9 180	69 965	—	(12 467)	—	57 498
Fonds de dotation	—	—	—	—	—	—	390 131	—	—	390 131
Total de l'actif net	1 574	2 905	672	754	9 180	69 965	390 131	(12 467)	—	447 629

Annexe II

État des résultats financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2015 – ventilation par fonds de fonctionnement

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Centre de l'UNU</i>	<i>Bâtiment du siège de l'UNU</i>	<i>UNU-WIDER</i>	<i>UNU-MERIT</i>	<i>UNU-CS</i>	<i>UNU-INRA</i>	<i>UNU-BIOLAC</i>	<i>UNU-IAS</i>	<i>UNU-INWEH</i>	<i>UNU-CRIS</i>
Produits										
Contributions volontaires	3 609	16 127	6 508	3 519	754	748	186	9 010	7 922	661
Produits divers	270	1 489	122	140	–	–	–	376	10	–
Répartition des produits du fonds de dotation	7 108	–	2 384	961	1 837	860	463	–	–	–
Total des produits	10 987	17 616	9 014	4 620	2 591	1 608	649	9 386	7 932	661
Charges										
Traitements de base, indemnités et autres prestations	6 198	133	3 286	1 796	359	518	73	3 656	1 136	513
Loyers, contrats de location et services collectifs de distribution	669	12 323	423	330	267	197	189	84	136	162
Voyages	910	–	1 459	297	106	315	49	1 221	241	–
Charges liées aux placements (montant net)	802	–	176	659	–	–	–	–	–	–
Amortissement	134	3 586	36	16	510	14	–	2	2	–
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	895	11	1 852	225	9	237	3	1 136	118	–
Fournitures et consommables	397	220	367	89	26	34	–	146	8	–
Frais de fonctionnement divers	1 594	1 456	2 350	1 311	290	185	218	2 976	255	24
Charges diverses	652	2	36	48	–	1	–	(20)	232	–
Quote-part des déficits de coentreprises (mise en équivalence)	2	–	1	1	–	–	–	1	–	–
Répartition des dépenses du fonds de dotation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des charges	12 253	17 731	9 986	4 772	1 567	1 501	532	9 202	2 128	699
Excédent/(déficit) sur l'année	(1 266)	(115)	(972)	(152)	1 024	107	117	184	5 804	(38)

État des résultats financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2015 (suite)

	Centre de l'UNU	Bâtiment du siège de l'UNU	UNU-WIDER	UNU-MERIT	UNU-CS	UNU-INRA	UNU-BIOLAC	UNU-IAS	UNU-INWEH	UNU-CRIS
Produits										
Contributions volontaires	2 866	47	750	2 121	–	54 828	6 000	–	–	60 828
Produits divers	87	–	–	77	–	2 571	4	209	(345)	2 439
Répartition des produits du fonds de dotation	141	1 579	–	–	–	15 333	–	–	(15 333)	–
Total des produits	3 094	1 626	750	2 198	–	72 732	6 004	209	(15 678)	63 267
Charges										
Traitements de base, indemnités et autres prestations	1 259	902	345	1 167	–	21 341	–	1 845	(218)	22 968
Loyers, contrats de location et services collectifs de distribution	247	13	204	247	–	15 491	–	–	–	15 491
Voyages	326	293	56	118	29	5 420	–	–	–	5 420
Charges liées aux placements (montant net)	–	–	–	–	–	1 637	4 432	–	–	6 069
Amortissement	1	61	–	68	–	4 430	–	–	–	4 430
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	350	207	61	111	–	5 215	–	–	(54)	5 161
Fournitures et consommables	32	16	7	72	–	1 414	–	–	(2)	1 412
Frais de fonctionnement divers	344	300	136	416	8	11 863	843	–	(71)	12 635
Charges diverses	90	(5)	(6)	10	–	1 040	–	–	–	1 040
Quote-part des déficits de coentreprises (mise en équivalence)	–	1	–	–	–	6	–	–	–	6
Répartition des dépenses du fonds de dotation	–	–	–	–	–	–	15 333	–	(15 333)	–
Total des charges	2 649	1 788	803	2 209	37	67 857	20 608	1 845	(15 678)	74 632
Excédent/(déficit) sur l'année	445	(162)	(53)	(11)	(37)	4 875	(14 604)	(1 636)	–	(11 365)

Annexe III

État des crédits ouverts au 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre du budget	Crédits ouverts			Dépenses			Solde inutilisé
	Montant initial	Variation	Montant révisé	Décaissements	Engagements non réglés	Total des dépenses	
Centre de l'UNU							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	1 124	4 456	5 580	1 755	109	1 864	3 716
Traitements et autres dépenses de personnel	7 788	1 041	8 829	5 976	34	6 010	2 819
Frais généraux	2 561	511	3 072	2 249	241	2 490	582
Total partiel	11 473	6 008	17 481	9 980	384	10 364	7 117
Bâtiment du siège de l'UNU							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	—	—	—	—	—	—	—
Traitements et autres dépenses de personnel	208	30	238	131	—	131	107
Frais généraux	2 274	1 222	3 496	2 332	233	2 565	931
Total partiel	2 482	1 252	3 734	2 463	233	2 696	1 038
UNU-WIDER							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	1 473	7 691	9 164	5 457	199	5 656	3 508
Traitements et autres dépenses de personnel	1 616	2 761	4 377	2 797	—	2 797	1 580
Frais généraux	530	616	1 146	1 025	27	1 052	94
Total partiel	3 619	11 068	14 687	9 279	226	9 505	5 182
UNU-MERIT							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	1 416	2 245	3 661	1 586	244	1 830	1 831
Traitements et autres dépenses de personnel	2 139	72	2 211	1 560	7	1 567	644
Frais généraux	469	899	1 368	538	406	944	424
Total partiel	4 024	3 216	7 240	3 684	657	4 341	2 899
UNU-CS							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	315	315	630	—	—	—	630
Traitements et autres dépenses de personnel	1 379	483	1 862	387	—	387	1 475
Frais généraux	958	216	1 174	707	89	796	378
Total partiel	2 652	1 014	3 666	1 094	89	1 183	2 483

État des crédits ouverts au 31 décembre 2015 (suite)

Chapitre du budget	Crédits ouverts			Dépenses			Solde inutilisé
	Montant initial	Variation	Montant révisé	Décaissements	Engagements non réglés	Total des dépenses	
UNU-INRA							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	654	1 033	1 687	592	224	816	871
Traitements et autres dépenses de personnel	455	–	455	452	–	452	3
Frais généraux	275	34	309	172	1	173	136
Total partiel	1 384	1 067	2 451	1 216	225	1 441	1 010
UNU-BIOLAC							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	295	30	325	168	23	191	134
Traitements et autres dépenses de personnel	68	10	78	75	3	78	–
Frais généraux	101	(10)	91	77	–	77	14
Total partiel	464	30	494	320	26	346	148
UNU-IAS							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	8 648	12 089	20 737	8 534	509	9 043	11 694
Traitements et autres dépenses de personnel	1 508	(846)	662	284	1	285	377
Frais généraux	294	5	299	240	7	247	52
Total partiel	10 450	11 248	21 698	9 058	517	9 575	12 123
UNU-INWEH							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	1 727	(70)	1 657	998	26	1 024	633
Traitements et autres dépenses de personnel	623	4	627	471	3	474	153
Frais généraux	337	6	343	307	27	334	9
Total partiel	2 687	(60)	2 627	1 776	56	1 832	795
UNU-CRIS							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	–	–	–	–	–	–	–
Traitements et autres dépenses de personnel	682	–	682	485	–	485	197
Frais généraux	33	4	37	15	–	15	22
Total partiel	715	4	719	500	–	500	219

État des crédits ouverts au 31 décembre 2015 (suite)

Chapitre du budget	Crédits ouverts			Dépenses			Solde inutilisé
	Montant initial	Variation	Montant révisé	Décaissements	Engagements non réglés	Total des dépenses	
UNU-EHS							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	902	1 878	2 780	1 404	1	1 405	1 375
Traitements et autres dépenses de personnel	1 013	(78)	935	712	–	712	223
Frais généraux	147	138	285	285	–	285	–
Total partiel	2 062	1 938	4 000	2 401	1	2 402	1 598
UNU-IIGH							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	697	356	1 053	612	26	638	415
Traitements et autres dépenses de personnel	1 005	62	1 067	855	–	855	212
Frais généraux	350	49	399	247	21	268	131
Total partiel	2 052	467	2 519	1 714	47	1 761	758
UNU-GCM							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	234	178	412	131	–	131	281
Traitements et autres dépenses de personnel	538	95	633	344	–	344	289
Frais généraux	228	(2)	226	134	17	151	75
Total partiel	1 000	271	1 271	609	17	626	645
UNU-FLORES							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	515	631	1 146	377	–	377	769
Traitements et autres dépenses de personnel	1 234	223	1 457	1 089	4	1 093	364
Frais généraux	374	246	620	317	–	317	303
Total partiel	2 123	1 100	3 223	1 783	4	1 787	1 436
UNU-IRADDA							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	–	1 200	1 200	–	–	–	1 200
Traitements et autres dépenses de personnel	–	846	846	4	–	4	842
Frais généraux	–	671	671	32	–	32	639
Total partiel	–	2 717	2 717	36	–	36	2 681
Total pour les fonds de fonctionnement	47 187	41 340	88 527	45 913	2 482	48 395	40 132
Fonds d'affectation spéciale							
Fonds d'affectation spéciale	–	–	18	–	–	–	18
Total partiel	–	–	18	–	–	–	18
Total général	47 187	41 340	88 545	45 913	2 482	48 395	40 150

Annexe IV

État des contributions du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions au fonds de dotation</i>	<i>Contributions au fonctionnement</i>	<i>Contributions volontaires en nature</i>	Total
Centre de l'ONU				
Vice-rectorat de l'ONU en Europe				
Union européenne (Commission européenne)	—	19	—	19
République fédérale d'Allemagne – Ministère de l'enseignement et de la recherche	—	1 474	270	1 744
Université de Graz	—	53	—	53
WeCycle	—	14	—	14
Bureau de l'ONU à New York				
Foundation to Promote Open Society	—	125	—	125
Mission permanente du Liechtenstein auprès de l'Organisation des Nations Unies	—	11	—	11
Freedom Fund	—	50	—	50
Bureau du Recteur				
Banco Do Brasil S.A	—	(40)	—	(40)
Farmer's Market Association	—	149	—	149
Hailiang Group Co. Ltd	—	40	—	40
Sasakawa Peace Foundation	—	158	—	158
Centre de l'ONU à Kuala Lumpur				
Gouvernement de la Malaisie – Ministère de l'enseignement supérieur	—	—	25	25
Centre de recherche sur les politiques				
Gouvernement du Japon – Ministère des affaires étrangères	—	704	—	704
Programme des Nations Unies pour le développement	—	162	—	162
Siège de l'Organisation des Nations Unies (New York)	—	47	—	47
Cybergouvernement				
Union européenne (Commission européenne)	—	(2)	—	(2)
Centre de recherches pour le développement international	—	12	—	12
République portugaise	—	—	13	13
Programme des Nations Unies pour le développement	—	267	—	267
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	—	57	—	57
Centre de l'ONU	—	3 300	308	3 608
Bâtiment et terrain du siège de l'ONU				
Gouvernement du Japon – Ministère des affaires étrangères	—	588	15 540	16 128
Bâtiment et terrain du siège de l'ONU	—	588	15 540	16 128
UNU-WIDER				
Central Institute for Economic Management	—	12	—	12

	<i>Contributions au fonds de dotation</i>	<i>Contributions au fonctionnement</i>	<i>Contributions volontaires en nature</i>	Total
Royaume du Danemark – Ministère des affaires étrangères, Aide au développement	–	300	–	300
Royaume de Suède – Agence suédoise de coopération internationale au développement, Service de la coopération pour la recherche	–	785	–	785
République de Finlande – Ministère des affaires étrangères, Service des politiques de développement, Groupe chargé des questions de développement	–	2 595	–	2 595
Gouvernement de la Finlande – Ministère de l'environnement	–	–	362	362
Royaume-Uni – Ministère du développement international	–	2 453	–	2 453
UNU-WIDER	–	6 145	362	6 507
UNU-MERIT				
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH	–	21	–	21
Ministère néerlandais de l'éducation, de la culture et des sciences	–	2 035	–	2 035
Union européenne (Commission européenne)	–	165	–	165
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	–	16	–	16
Agence japonaise de coopération internationale – Institut de recherche	–	6	–	6
JaRco Consulting PLC	–	2	–	2
Maastricht Graduate School of Governance	–	171	–	171
Mairie de Maastricht	–	96	196	292
Porticus Amsterdam CV	–	37	–	37
Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	–	176	–	176
Sasakawa Peace Foundation	–	5	–	5
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	–	154	–	154
Déchet(s)	–	440	–	440
UNU-MERIT	–	3 324	196	3 520
UNU-CS				
Fundação Macau	–	265	488	753
UNU-CS	–	265	488	753
UNU-INRA				
Gouvernement du Cameroun – Centre national de développement de l'informatique	6 000	–	–	6 000
Gouvernement du Ghana – Ministère de l'éducation	–	–	162	162
Gouvernement de la République de Zambie	–	–	22	22
Centre de recherches pour le développement international	–	577	–	577
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine	–	(13)	–	(13)
UNU-INRA	6 000	564	184	6 748
UNU-BIOLAC				
Gouvernement du Venezuela (République bolivarienne du)	–	–	186	186
UNU-BIOLAC	–	–	186	186

	<i>Contributions au fonds de dotation</i>	<i>Contributions au fonctionnement</i>	<i>Contributions volontaires en nature</i>	Total
UNU-CRIS				
Gouvernement de la Belgique	–	499	162	661
UNU-CRIS	–	499	162	661
UNU-IAS				
Université Aoyama Gakuin	–	2	–	2
Réseau Asie-Pacifique de recherche sur les changements planétaires	–	48	–	48
Université Charles Darwin	–	–	8	8
Université Chuo	–	2	–	2
Dell Corporation Ltd/Dell Incorporation	–	11	–	11
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH	–	101	–	101
Association ECOTIC (Asociatia ECOTIC)	–	22	–	22
Eisaku Sato Memorial Foundation	–	3	–	3
Union européenne (Commission européenne)	–	181	–	181
Gouvernement du Japon – Ministère de l’agriculture, des forêts et de la pêche	–	259	–	259
Gouvernement du Japon – Ministère de l’éducation, de la culture, des sports, de la science et de la technologie	–	2 459	–	2 459
Gouvernement du Japon – Ministère de l’environnement	–	3 468	–	3 468
Ibaraki Prefectural Board of Education	–	14	–	14
Université d’Ibaraki	–	28	–	28
Institut des stratégies environnementales mondiales	–	181	–	181
Integrated Consultancy on Infrastructure Development and Environmental Conservation Inc.	–	16	–	16
International Christian University	–	2	–	2
Préfecture d’Ishikawa	–	205	–	205
Japan Science and Technology Agency	–	277	–	277
Japan Society for the Promotion of Science	–	102	–	102
Kanagawa International Foundation	–	61	–	61
Kanazawa City	–	204	–	204
Kirin Holdings Company, Ltd.	–	250	–	250
Nuclear Regulation Authority (Japon)	–	584	–	584
Institute for Academic Initiatives (Université d’Osaka)	–	6	–	6
Université Sophia (Tokyo)	–	1	–	1
Springer Japan	–	2	–	2
Christensen Fund	–	155	–	155
Fondation japonaise pour l’Université des Nations Unies	–	6	–	6
Autorité nationale de gestion de l’environnement	–	55	–	55
Université de Tokushima	–	3	–	3
Tsuda College	–	2	–	2
Umicore NV Precious Metals Refining	–	3	–	3
Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture	–	65	–	65

	<i>Contributions au fonds de dotation</i>	<i>Contributions au fonctionnement</i>	<i>Contributions volontaires en nature</i>	Total
Environmental Protection Agency (USA)	–	40	–	40
Université de Limerick	–	11	–	11
Université de Tokyo	–	160	–	160
Ville de Yokohama	–	–	14	14
UNU-IAS	–	8 989	22	9 011
UNU-INWEH				
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH	–	105	–	105
Edmonton Power Corporation Water Services Inc.	–	295	–	295
Gouvernement du Canada – Ministère des affaires étrangères, du commerce et du développement	–	7 444	–	7 444
Grands défis Canada	–	4	–	4
Université McMaster	–	18	–	18
Programme des Nations Unies pour le développement	–	16	–	16
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	–	39	–	39
UNU-INWEH	–	7 921	–	7 921
UNU-EHS				
Alexander von Humboldt-Stiftung	–	5	–	5
Deutsche Akademische Austauschdienst (Office allemand d'échanges universitaires)	–	109	–	109
Deutsche Forschungsgemeinschaft	–	98	–	98
Deutsches Zentrum für Luft- und Raumfahrt e.v.	–	14	–	14
Union européenne (Commission européenne)	–	134	–	134
République fédérale d'Allemagne – Ministère de l'enseignement et de la recherche	–	813	152	965
Flowminder Foundation	–	50	–	50
Helmholtz-Centre Potsdam – GFZ (Centre allemand de recherche en sciences de la terre)	–	14	–	14
Institute for Social and Environmental Transition	–	13	–	13
KU Leuven (Département d'enseignement et d'apprentissage)	–	7	–	7
Ministère de l'enseignement et de la recherche (Rhénanie-du-Nord-Westphalie)	–	439	–	439
Munich Climate Insurance Initiative	–	565	–	565
Munich Re Insurance	–	82	–	82
Munich Re Foundation	–	150	–	150
Nature Conservancy	–	36	–	36
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	–	23	–	23
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique	–	29	–	29
Programme des Nations Unies pour l'environnement, Nairobi.	–	133	–	133
UNU-EHS	–	2 714	152	2 866

	<i>Contributions au fonds de dotation</i>	<i>Contributions au fonctionnement</i>	<i>Contributions volontaires en nature</i>	Total
UNU-IIGH				
Gouvernement de la Malaisie – Ministère de l’enseignement supérieur	–	–	47	47
UNU-IIGH	–	–	47	47
UNU-GCM				
Ministère espagnol de l’éducation	–	561	–	561
Gouvernement de la Catalogne	–	–	190	190
UNU-GCM	–	561	190	751
UNU-FLORES				
Deutsche Forschungsgemeinschaft	–	59	–	59
République fédérale d’Allemagne – Ministère de l’enseignement et de la recherche	–	1 242	–	1 242
Ministère de l’enseignement supérieur, de la recherche et de l’art (Saxe)	–	592	228	820
UNU-FLORES	–	1 893	228	2 121
Total général	6 000	36 763	18 065	60 828

Annexe V

État des contributions annoncées non versées au 31 décembre 2015

On trouvera dans le tableau ci-après un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des annonces de contributions relatives aux donateurs ayant des contributions à payer au 31 décembre 2015.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions annoncées mais non versées au 1^{er} janvier 2015</i>	<i>À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2015</i>	<i>À déduire : montants reçus en 2015</i>	<i>À ajouter : gains/(pertes) de change</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 31 décembre 2015</i>
Fonds de fonctionnement					
Centre de l'ONU					
<i>Dons de gouvernements</i>					
République fédérale d'Allemagne – Ministère de l'enseignement et de la recherche	–	1 238	(1 238)	–	–
Gouvernement du Japon – Ministère des affaires étrangères	–	704	(704)	–	–
Mission permanente du Liechtenstein auprès de l'Organisation des Nations Unies	–	11	(11)	–	–
République portugaise	4 000	–	–	–	4 000
<i>Autres dons</i>					
Farmer's Market Association	26	148	(137)	–	37
Foundation to Promote Open Society	–	125	(125)	–	–
Hailiang Group Co. Ltd	–	40	(40)	–	–
Centre de recherches pour le développement international	–	12	(12)	–	–
Freedom Fund	–	50	(50)	–	–
Sasakawa Peace Foundation	–	158	(158)	–	–
Programme des Nations Unies pour le développement	–	429	(176)	–	253
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	–	57	(29)	–	28
Programme des Nations Unies pour l'environnement, Nairobi.	16	–	(16)	–	–
Siège de l'Organisation des Nations Unies (New York)	–	47	(47)	–	–
Université de Graz	–	54	(38)	–	16
WeCycle	–	14	–	–	14
Centre de l'ONU	4 042	3 087	(2 781)	–	4 348
Bâtiment du siège de l'ONU					
<i>Dons de gouvernements</i>					
Gouvernement du Japon – Ministère des affaires étrangères	–	588	(588)	–	–
Bâtiment et terrain du siège de l'ONU	–	588	(588)	–	–

	<i>Contributions annoncées mais non versées au 1^{er} janvier 2015</i>	<i>À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2015</i>	<i>À déduire : montants reçus en 2015</i>	<i>À ajouter : gains/(pertes) de change</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 31 décembre 2015</i>
UNU-WIDER					
<i>Dons de gouvernements</i>					
Royaume du Danemark – Ministère des affaires étrangères, Aide au développement	–	300	(300)	–	–
Royaume de Suède – Agence suédoise de coopération internationale au développement, Service de la coopération pour la recherche	–	785	(785)	–	–
République de Finlande – Ministère des affaires étrangères, Service des politiques de développement, Groupe chargé des questions de développement	–	2 595	(2 595)	–	–
Département du Trésor de la République sud-africaine	380	–	–	–	380
Royaume-Uni – Ministère du développement international	–	1 202	(1 202)	–	–
<i>Autres dons</i>					
Central Institute for Economic Management	–	12	–	–	12
Policy Research for Development	188	–	(188)	–	–
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	69	–	(69)	–	–
Université de Copenhague	200	–	(200)	–	–
UNU-WIDER	837	4 894	(5 339)	–	392

UNU-MERIT*Dons de gouvernements*

Ministère néerlandais de la coopération au service du développement	328	–	–	–	328
Ministère néerlandais de l'éducation, de la culture et des sciences	–	2 035	(1 057)	–	978
Mairie de Maastricht	–	96	–	–	96
<i>Autres dons</i>					
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH	–	21	(21)	–	–
Economic Research Southern Africa	7	–	–	–	7
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	–	16	(16)	–	–
Agence japonaise de coopération internationale – Institut de recherche	–	6	(6)	–	–
JaRco Consulting PLC	–	2	(2)	–	–
Maastricht Graduate School of Governance	17	171	(188)	–	–
Porticus Amsterdam CV	–	37	(37)	–	–
Organisation internationale pour les migrations	6	–	(6)	–	–
Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	–	177	(99)	–	78
Sasakawa Peace Foundation	–	5	(5)	–	–
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	–	154	(154)	–	–

	<i>Contributions annoncées mais non versées au 1^{er} janvier 2015</i>	<i>À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2015</i>	<i>À déduire : montants reçus en 2015</i>	<i>À ajouter : gains/(pertes) de change</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 31 décembre 2015</i>
Déchet(s)	–	439	(177)	–	262
UNU-MERIT	358	3 159	(1 768)	–	1 749
UNU-CS					
<i>Dons de gouvernements</i>					
Fundação Macau	–	324	(302)	–	22
UNU-CS	–	324	(302)	–	22
UNU-INRA					
<i>Autres dons</i>					
Société brésilienne de recherche agricole (EMBRAPA)	60	–	(60)	–	–
Centre de recherches pour le développement international	–	577	(577)	–	–
Sustainability Institute	31	–	(19)	–	12
Commission économique pour l'Afrique	383	–	–	–	383
UNU-INRA	474	577	(656)	–	395
UNU-CRIS					
<i>Dons de gouvernements</i>					
Gouvernement de la Belgique	702	499	(1 072)	–	129
UNU-CRIS	702	499	(1 072)	–	129
UNU-IAS					
<i>Dons de gouvernements</i>					
Union européenne (Commission européenne)	188	403	(534)	–	57
Gouvernement de l'Australie – Service de l'environnement et du patrimoine	337	–	(229)	–	108
Gouvernement du Japon – Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche	–	259	(259)	–	–
Gouvernement du Japon – Ministère de l'éducation, de la culture, des sports, de la science et de la technologie	–	2 459	(1 668)	(2)	789
Gouvernement du Japon – Ministère de l'environnement	–	3 468	(3 468)	–	–
<i>Autres dons</i>					
Amb3E – Associação Portuguesa de Gestão de Resíduos (Association portugaise de gestion des déchets)	12	(1)	(11)	–	–
Université Aoyama Gakuin	–	2	(2)	–	–
Apple Computer Trading (Shanghai) Co Ltd.	5	–	(5)	–	–
Réseau Asie-Pacifique de recherche sur les changements planétaires	–	51	(51)	–	–
Réseau de la région Asie-Pacifique pour la gestion durable et la remise en état des forêts	191	–	(111)	–	80
Canon Inc.	37	–	(13)	–	24
Université Chuo	–	2	(2)	–	–

	<i>Contributions annoncées mais non versées au 1^{er} janvier 2015</i>	<i>À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2015</i>	<i>À déduire : montants reçus en 2015</i>	<i>À ajouter : gains/(pertes) de change</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 31 décembre 2015</i>
Dell Corporation Ltd/Dell Incorporation	–	11	(11)	–	–
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH	–	101	(101)	–	–
Association ECOTIC (Asociatia ECOTIC)	–	22	(22)	–	–
Eisaku Sato Memorial Foundation	–	3	(3)	–	–
Ibaraki Prefectural Board of Education	–	14	(14)	–	–
Université d'Ibaraki	–	28	(28)	–	–
Institut des stratégies environnementales mondiales	–	181	(181)	–	–
Integrated Consultancy on Infrastructure Development and Environmental Conservation Inc.	–	16	(16)	–	–
International Christian University	–	2	(2)	–	–
Préfecture d'Ishikawa	126	205	(289)	–	42
Japan Science and Technology Agency	–	280	(280)	–	–
Japan Society for the Promotion of Science	–	102	(102)	–	–
Kanagawa International Foundation	–	61	(31)	–	30
Kanazawa City	42	204	(204)	–	42
Kirin Holdings Company, Ltd.	–	250	(250)	–	–
Nuclear Regulation Authority (Japon)	–	584	(584)	–	–
Institute for Academic Initiatives (Université d'Osaka)	–	6	(6)	–	–
Philips Consumers Electronics B.V.	12	(1)	(11)	–	–
Recupel vzw	7	–	(7)	–	–
Springer Japan	–	2	(2)	–	–
Christensen Fund	–	155	(89)	–	66
Fondation japonaise pour l'Université des Nations Unies	–	6	(6)	–	–
Autorité nationale de gestion de l'environnement	–	55	(55)	–	–
Université de Tokushima	–	3	(3)	–	–
Tsuda College	–	2	(2)	–	–
Umicore NV Precious Metals Refining	–	3	(3)	–	–
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	–	65	(65)	–	–
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	36	–	(26)	–	10
Université de Limerick	–	11	(11)	–	–
Université de Tokyo	–	160	(160)	–	–
Environmental Protection Agency (USA)	–	40	(40)	–	–
UNU-IAS	993	9 214	(8 957)	(2)	1 248

	<i>Contributions annoncées mais non versées au 1^{er} janvier 2015</i>	<i>À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2015</i>	<i>À déduire : montants reçus en 2015</i>	<i>À ajouter : gains/(pertes) de change</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 31 décembre 2015</i>
UNU-INWEH					
<i>Dons de gouvernements</i>					
Gouvernement du Canada – Ministère des affaires étrangères, du commerce et du développement	–	7 444	(1 668)	–	5 776
<i>Autres dons</i>					
Anderson Water Systems, Inc.	22	–	–	–	22
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH	11	105	(116)	–	–
Edmonton Power Corporation Water Services Inc	–	295	(79)	–	216
Grands défis Canada	–	4	(4)	–	–
Université McMaster	186	18	(113)	(4)	87
Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies	10	–	–	–	10
Programme des Nations Unies pour le développement	–	16	(16)	–	–
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	–	39	(39)	–	–
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets	49	–	(49)	–	–
Walter & Duncan Gordon Foundation	9	–	(8)	–	1
UNU-INWEH	287	7 921	(2 092)	(4)	6 112
UNU-EHS					
<i>Dons de gouvernements</i>					
Union européenne (Commission européenne)	76	61	(84)	–	53
République fédérale d'Allemagne – Ministère de l'enseignement et de la recherche	–	702	(702)	–	–
Ministère de l'enseignement et de la recherche (Rhénanie-du- Nord-Westphalie)	–	439	(439)	–	–
<i>Autres dons</i>					
Alexander von Humboldt-Stiftung	–	5	(5)	–	–
AXA	131	–	–	–	131
Bündnis Entwicklung Hilft	33	–	(16)	–	17
Deutsche Akademische Austauschdienst (Office allemand d'échanges universitaires)	–	109	(109)	–	–
Deutsche Forschungsgemeinschaft	–	98	(84)	–	14
Deutsches Zentrum für Luft- und Raumfahrt e.v.	–	15	(15)	–	–
Flowminder Foundation	–	50	(50)	–	–
Helmholtz-Centre Potsdam – GFZ (Centre allemand de recherche en sciences de la terre)	–	13	(2)	–	11
Institute for Social and Environmental Transition	–	13	(13)	–	–
KU Leuven (Département d'enseignement et d'apprentissage)	–	7	(7)	–	–
Munich Climate Insurance Initiative	–	564	(344)	–	220
Munich Re Foundation	–	150	(93)	–	57

	<i>Contributions annoncées mais non versées au 1^{er} janvier 2015</i>	<i>À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2015</i>	<i>À déduire : montants reçus en 2015</i>	<i>À ajouter : gains/(pertes) de change</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 31 décembre 2015</i>
Munich Re Insurance	–	82	(27)	–	55
The Nature Conservancy	–	36	(36)	–	–
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique	–	29	(29)	–	–
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	118	–	(118)	–	–
Programme des Nations Unies pour l'environnement, Nairobi.	–	133	(81)	–	52
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	–	23	(23)	–	–
Université de Hanovre	113	–	(45)	–	68
UNU-EHS	471	2 529	(2 322)	–	678
UNU-IIGH					
<i>Autres dons</i>					
Swedish Research Council	37	–	(22)	–	15
UNU-IIGH	37	–	(22)	–	15
UNU-GCM					
<i>Dons de gouvernements</i>					
Ministère espagnol de l'éducation	–	439	(220)	–	219
<i>Autres dons</i>					
Forum des îles du Pacifique	34	–	(35)	1	–
UNU-GCM	34	439	(255)	1	219
UNU-FLORES					
<i>Dons de gouvernements</i>					
République fédérale d'Allemagne – Ministère de l'enseignement et de la recherche	–	1006	(1006)	–	–
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'art (Saxe)	–	592	(592)	–	–
<i>Autres dons</i>					
Deutsche Forschungsgemeinschaft	–	59	(59)	–	–
UNU-FLORES	–	1 657	(1 657)	–	–
UNU-IRADDA					
<i>Dons de gouvernements</i>					
Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire	8 000	–	–	–	8 000
UNU-IRADDA	8 000	–	–	–	8 000
Total pour les fonds de fonctionnement au 31 décembre 2015	16 235	34 888	(27 811)	(5)	23 307

	<i>Contributions annoncées mais non versées au 1^{er} janvier 2015</i>	<i>À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2015</i>	<i>À déduire : montants reçus en 2015</i>	<i>À ajouter : gains/(pertes) de change</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 31 décembre 2015</i>
Fonds de dotation					
UNU-INRA					
<i>Dons de gouvernements</i>					
Gouvernement du Cameroun – Centre national de développement de l'informatique	–	6 000	–	–	6 000
Gouvernement du Ghana – Ministère de l'éducation	192	–	–	–	192
Gouvernement de la République de Zambie	400	–	(200)	–	200
UNU-INRA	592	6 000	(200)	–	6 392
UNU-IIGH					
<i>Dons de gouvernements</i>					
Gouvernement de la Malaisie – Ministère de l'enseignement supérieur	4 000	–	(4 000)	–	–
UNU-IIGH	4 000	–	(4 000)	–	–
UNU-IRADDA					
<i>Dons de gouvernements</i>					
Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire	45 000	–	–	–	45 000
UNU-IRADDA	45 000	–	–	–	45 000
Total pour le fonds de dotation au 31 décembre 2015	49 592	6 000	(4 200)	–	51 392
Total des montants à recevoir au 31 décembre 2015	65 827	40 888	(32 011)	(5)	74 669
Provision pour créances douteuses	(192)	–	–	–	(192)
Total net de tous les montants à recevoir au 31 décembre 2015	65 635	40 888	(32 011)	(5)	74 507

Annexe VI

État des remboursements aux donateurs

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Fonds de fonctionnement</i>	<i>31 décembre 2015</i>
Donateurs			
Banco Do Brasil S.A	Centre de l'UNU		40
Union européenne (Commission européenne)	Centre de l'UNU		2
Fundação Macau	UNU-CS		59
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine	UNU-INRA		13
Réseau Asie-Pacifique de recherche sur les changements planétaires	UNU-IAS		3
Japan Science and Technology Agency	UUNU-IAS		3
Union européenne (Commission européenne)	UNU-EHS		81
Total des montants remboursés aux donateurs pour l'année			201

